

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÔLE DE LA CULTURE DANS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE :
PORTRAIT DES DÉBATS ET ANALYSE DES ODD

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
FELIPE VERDUGO-ULLOA

JANVIER 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je voudrais tout d'abord exprimer mes remerciements les plus sincères à mes directeurs de recherche, les professeurs Michèle Rioux et Christian Deblock. Vos conseils, suggestions et, surtout, votre esprit critique m'ont fortement aidé à remettre en question mes idées de manière constructive et à pousser les limites de mes réflexions. Merci également pour votre support tout au long de mon cheminement, les enseignements tirés de vos séminaires et vos recherches ont été une source d'inspiration de ce mémoire et des divers travaux de recherche réalisés déjà depuis quelques années.

Je tiens également à remercier quelqu'un sans qui je n'aurais probablement pas réussi à compléter ni ce mémoire ni ce programme de maîtrise tout en poursuivant mon travail en tant que pianiste. Merci Justine d'avoir révisé chaque mot, chaque phrase et chaque idée avec autant de soin et d'acharnement. En corrigeant mes travaux, tu m'as non seulement aidé à mieux connaître cette langue française que j'aime, mais tu as aussi largement contribué à structurer mes idées et mon raisonnement. Au-delà de tout ça, merci pour ton support et ton amour, ça a été l'aide la plus précieuse pendant ce long et ardu processus qu'est la rédaction d'un mémoire.

DÉDICACE

À Justine, sans qui les
lignes qui suivent n'auraient
peut-être jamais vu le jour

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
RÉSUMÉ.....	viii
ABSTRACT.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
CULTURE, DÉVELOPPEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : CADRE CONCEPTUEL ET PORTRAIT DES DÉBATS.....	5
1.1 Culture et développement – des concepts à saisir	6
1.1.1 Concepts et explications culturelles du développement	6
1.1.2 Culture et développement économique : interprétation sociale de la culture ..	14
1.1.2.1 Des cultures variées pour des modernités multiples	15
1.1.2.2 Facteur culturel : élément constitutif d'un cadre d'analyse élargi	17
1.1.2.3 Culture en tant que capital social	18
1.1.2.4 Culture et approches quantitatives de la croissance économique	20
1.1.2.5 Des valeurs modernes encourageant le développement économique	22
1.1.2.6 Quelques éléments récapitulatifs	23
1.2 Culture et développement durable – entre débat académique et mobilisation internationale.....	24
1.2.1 Développement durable et inclusion d'une dimension culturelle.....	25
1.2.2 Culture et développement durable : un débat à plusieurs cultures	29
1.2.2.1 Secteur culturel, diversité culturelle et développement durable	30
1.2.2.2 Préservation durable du patrimoine	32
1.2.2.3 Multiplicité de cultures et de territoires soutenant la durabilité.....	35
1.2.2.4 Planification culturelle et développement durable.....	36
1.2.2.5 Transformation culturelle nécessaire au développement durable	38

1.2.2.6 Facteur culturel, secteur privé et durabilité environnementale : approches quantitatives	40
1.2.3 Le travail de l'UNESCO et de CGLU	41
1.2.3.1 Une approche à deux volets	43
1.2.3.2 CDEC : un instrument normatif clé	45
1.3 Propos d'étape.....	47
1.3.1 Débats fragmentaires et défis conceptuels.....	48
1.3.2 Vers une vue unifiée – grille de lecture des débats.....	53
CHAPITRE II	
UNE LECTURE WÉBÉRIENNE DES PHÉNOMÈNES CULTURELS	58
2.1 Origines des interprétations sociales de la culture et défis méthodologiques	59
2.2 Héritage de Weber sur la culture.....	64
2.2.1 Lecture wébérienne des phénomènes culturels.....	65
2.2.2 Concept d'idéaltype	70
2.2.3 Différents types de rationalité.....	71
2.3 Propos d'étape	75
CHAPITRE III	
CULTURE ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030	78
3.1 Des OMD aux ODD.....	79
3.2 ODD et caractère culturel du développement durable	83
3.2.1 Esprit des ODD en tant qu'idéaltype du développement durable.....	84
3.2.2 Objectifs et cibles du programme à l'horizon 2030.....	88
3.2.2.1 Objectifs sociaux.....	89
3.2.2.2 Objectifs économiques.....	91
3.2.2.3 Objectifs environnementaux	92
3.2.2.4 Objectifs transversaux.....	93
3.2.2.5 Vers une vue d'ensemble	94
3.2.3 Développement durable : une notion culturellement déterminée	96
3.2.3.1 Développement durable et culture de durabilité	96

3.2.3.2 Caractère culturel du développement.....	99
3.2.3.3 Caractère culturel du développement durable.....	102
3.3 Propos d'étape.....	106
3.3.1 UNESCO, CGLU et quatrième pilier	107
3.3.2 Mise en œuvre des ODD.....	109
3.3.3 Économie et éthique	113
CONCLUSION	116
RÉFÉRENCES.....	121

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Grille de lecture à deux axes des travaux sur la culture, le développement économique et le développement durable.....	54
1.2 Les trois quadrants des travaux sur la culture, le développement économique et le développement durable.....	55
1.3 Les quadrants des travaux sur la culture et le développement durable.....	57
2.1 Les trois sphères de la vie sociale selon le concept de <i>embededness</i> de Granovetter; l'interdépendance des sphères de la vie sociale selon Weber	69
3.1 Dimensions et interconnexions des ODD.....	95
3.2 La culture en tant que dimension fondamentale du développement durable...	103
3.3 Interactions entre culture, capacités techniques/matérielles et actions des agents	105

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Cibles sociales des ODD	90
3.2 Cibles économiques des ODD	91
3.3 Cibles environnementales des ODD	92
3.4 Cibles transversales des ODD	93

RÉSUMÉ

En tenant compte de l'importance plutôt restreinte donnée à la culture dans les Objectifs de développement durable (ODD), ce mémoire traite du rôle de la culture dans le développement durable par le biais d'une vaste revue de littérature et d'une analyse des ODD. Le but étant de contribuer à l'élaboration d'une perspective théorique capable de faire de la culture un véritable pilier du développement durable, le mémoire élabore une grille de lecture permettant d'unifier la diversité des travaux académiques et institutionnels touchant à cette problématique, d'une part, et propose une perspective théorique axée sur la pensée de Weber capable d'appréhender la notion elle-même de développement durable en tant que construction conceptuelle déterminée culturellement, d'autre part.

Notre réflexion prend la forme d'un essai divisé en trois parties. D'abord, le portrait des débats élaboré dans le premier chapitre permet de construire une grille soulignant autant les divergences et les points de rencontre entre les différentes sources consultées que le besoin de compléter, à travers des perspectives théoriques comprenant la culture dans son sens social, l'argumentaire de la mobilisation internationale cherchant à mettre la culture au cœur du développement durable. Ensuite, la perspective théorique présentée dans le deuxième chapitre expose les fondations d'une lecture wébérienne des phénomènes culturels et définit les concepts d'idéaltype et de rationalité axiologique. Finalement, le troisième chapitre opérationnalise cette perspective théorique à travers une analyse des ODD afin d'extraire les éléments normatifs constituant la notion de développement durable, et de ce fait, souligner le rôle central des valeurs dans la construction de cette notion. Pour conclure, l'analyse débouche sur les liens entre la perspective théorique proposée et i) la mobilisation internationale de la culture comme pilier du développement durable, ii) l'élaboration de modèles de développement visant à mettre en œuvre les ODD et iii) le besoin de reconnaître les valeurs comme une composante essentielle de l'analyse économique.

MOTS-CLÉS : culture, développement durable, ODD, Weber.

ABSTRACT

Taking into account the rather limited importance given to culture in the Sustainable Development Goals (SDGs), this master's thesis addresses the role of culture in sustainable development through an extensive literature review and an analysis of the SDGs. In order to contribute to the elaboration of a theoretical perspective capable of understanding culture as a central dimension of sustainable development, our research pursues two main goals. On one hand, we develop a grid that presents an overview of the vast diversity of academic and institutional perspectives on the links between culture, development, and sustainable development. On the other hand, we propose a theoretical perspective based on Max Weber's thought aiming to apprehend the notion of sustainable development itself as a culturally determined conceptual construct.

Conceived as a reflective essay, the paper is divided into three sections. Firstly, the portrait of the debates elaborated in the first chapter allows for the construction of a grid that emphasizes both contentions and similarities between the different sources consulted and the need to complete, through theoretical perspectives understanding culture in its social sense, the arguments of international organizations seeking to place culture at the heart of sustainable development. The second chapter then presents a theoretical perspective that lays the foundations of a Weberian comprehension of cultural phenomena and defines the concepts of ideal type and axiological rationality. Finally, these concepts are operationalized in the third chapter through an analysis of the SDGs' text that extracts the normative elements constituting the notion of sustainable development and highlights the central role of values in the construction of this notion. To conclude, our analysis leads to links between the proposed theoretical perspective and i) the international mobilization of culture as a pillar of sustainable development, ii) the elaboration of development models seeking to implement the SDGs, and iii) the need to reintroduce values as a critical component of economic analysis.

KEYWORDS: culture, sustainable development, SDGs, Weber.

INTRODUCTION

Vers la fin des années 1980, le domaine du développement international est marqué par l'émergence de deux processus. D'une part, on assiste à la montée d'un courant de pensée économique et sociologique mettant de l'avant le rôle de la culture dans les processus de développement. D'autre part, en 1987, le rapport *Notre avenir à tous* de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement des Nations Unies, aussi connu sous le nom de 'rapport Brundtland', donne naissance à la notion de développement durable, laquelle sera définie lors du Sommet de la Terre de 1992 par le biais de trois dimensions fondamentales, à savoir les piliers social, environnemental et économique. Grâce, entre autres, aux efforts réalisés au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), les facteurs culturels acquièrent une place de plus en plus importante au sein des débats sur le développement durable pendant les années 1990 et 2000. Ainsi, plusieurs auteurs et institutions internationales, incluant notamment l'UNESCO et Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), mobilisent la culture comme une dimension fondamentale ou un quatrième pilier du développement durable. Malgré cette reconnaissance accrue de la dimension culturelle du développement durable, le programme de développement à l'horizon 2030 des Nations Unies, élaboré en 2015 et définissant 17 Objectifs de développement durable (ODD) qui guideront l'action de l'ensemble des États Membres en matière de développement, est encore loin de considérer la culture comme l'un de ses piliers fondamentaux.

Dans ce contexte, notre recherche porte sur le rôle de la culture dans le développement durable par le biais d'une revue de littérature ciblant cette problématique ainsi que d'une analyse des ODD basée sur une lecture wébérienne des phénomènes culturels. Notre but est de contribuer à l'élaboration d'une perspective

théorique capable de faire de la culture un véritable pilier du développement durable. Deux objectifs généraux guident ce mémoire : i) élaborer une grille de lecture permettant d'unifier la diversité des travaux académiques et institutionnels touchant aux débats sur la relation entre culture, développement et développement durable ; et ii) proposer et opérationnaliser une perspective théorique qui, comprenant la culture dans son sens social, puisse appréhender la notion elle-même de développement durable en tant que construction culturellement déterminée et, conséquemment, mobiliser la culture comme une dimension fondamentale du développement durable.

À l'image de ces deux objectifs généraux, notre méthodologie est composée de deux étapes distinctes mais complémentaires. Premièrement, le développement économique étant une dimension fondamentale du développement durable, la revue de littérature nécessaire à l'élaboration de la grille de lecture proposée intègre autant les travaux axés sur le lien entre culture et développement durable que ceux se penchant sur le lien entre culture et développement économique. Les catégories utilisées pour regrouper les sources consultées seront notamment basées sur les différentes définitions de la culture utilisées ainsi que sur le caractère multiple ou universel définissant le lien entre culture et développement. Deuxièmement, fondée sur une interprétation sociale de la culture axée sur la pensée de Max Weber, la perspective théorique proposée conceptualise la culture en tant qu'outil heuristique qui, traité à l'aide de composantes spécifiques (dont notamment des valeurs), servira d'instrument explicatif dans l'analyse du caractère culturel des ODD. Elle intègre deux instruments conceptuels clé, lesquels seront utiles pour dégager deux niveaux d'analyse du lien entre culture et développement durable : i) le concept de rationalité axiologique permettra d'illustrer que le comportement des agents économiques n'est pas uniquement déterminé par une rationalité instrumentale mais également par des facteurs culturels, dont notamment les valeurs sous-jacentes aux actions des agents ; et ii) le concept d'idéaltype permettra d'appréhender la notion de développement

durable en tant que construit culturel, et de ce fait, souligner le caractère particulier des valeurs que cette notion mobilise.

Notre démarche prend concrètement la forme d'un essai divisé en trois parties, chacun des trois chapitres du mémoire possédant un rôle bien distinct dans la construction de la réflexion proposée. D'abord, le premier chapitre élabore un portrait général des débats traitant de la relation entre culture et développement durable. Ce portrait permettra de structurer la diversité des idées avancées dans la littérature académique, de dégager les idées principales du travail de l'UNESCO et de CGLU ainsi que d'élaborer la grille de lecture visant à unifier les débats abordés, lesquels demeurent encore fort fragmentaires. En dernier lieu, cette grille servira d'outil pour illustrer le besoin de compléter, à travers des perspectives théoriques comprenant la culture dans son sens social, l'argumentaire de l'UNESCO et de CGLU cherchant à mettre la culture au cœur du développement durable.

Ensuite, le deuxième chapitre passe en revue les défis méthodologiques d'une interprétation sociale de la culture pour étudier des phénomènes sociaux et présente les principaux éléments d'une perspective théorique de la culture selon l'héritage intellectuel de Max Weber. Le but est non seulement d'exposer les fondations d'une lecture weberienne des phénomènes culturels mais également de définir les concepts d'idéaltype et de rationalité axiologique, lesquels seront nécessaires à l'analyse ultérieure des ODD. Redevable de la pensée de Weber, développée il y a déjà un siècle, la perspective théorique proposée ne se présente que comme point de départ pour étudier le rôle central de la culture dans le développement durable, les outils conceptuels qu'elle intègre pouvant potentiellement s'insérer ou s'adapter à divers courants de pensée.

Finalement, le troisième chapitre fait une analyse du programme de développement à l'horizon 2030 des Nations Unies, programme qui représente le consensus au niveau

international de ce que l'on considère comme étant un développement durable. En opérationnalisant la perspective théorique et les outils conceptuels proposés dans le deuxième chapitre, l'analyse réalisée dégagera les grandes lignes des éléments normatifs constituant ce programme de développement et montrera que la culture, comprise notamment en tant que système de valeurs, possède un rôle central autant dans la construction de la notion de développement durable que dans les pratiques et les politiques découlant de ce type de développement. Pour conclure, ce chapitre établira des liens entre l'analyse proposée et : i) la mobilisation internationale cherchant à faire de la culture un pilier du développement durable, ii) l'élaboration de modèles de développement visant à mettre en œuvre les ODD, et iii) le besoin d'un changement de paradigme des courants de pensée dominant la science économique afin de pouvoir construire des modèles de développement mieux adaptés aux valeurs mobilisées par le développement durable.

CHAPITRE I

CULTURE, DÉVELOPPEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : CADRE CONCEPTUEL ET PORTRAIT DES DÉBATS

Le lien entre culture et développement durable est un vaste sujet touchant à des problématiques extrêmement diverses et controversées telles que la culture, le développement, la durabilité environnementale et sociale ainsi que les différentes manières dont on peut associer ces différents concepts. Ce chapitre vise à donner un aperçu des débats sur la culture, le développement et le développement durable en se penchant sur deux types de littérature : i) le lien entre culture et développement économique et ii) le lien entre culture et développement durable. Il est divisé en trois sections : la première présente un bref survol des concepts de culture, de développement¹ et des explications culturelles du développement et expose ensuite différents travaux traitant de la relation entre culture et développement économique; la deuxième section présente le concept de développement durable et les manières dont la culture est liée à ce type de développement autant dans la littérature académique que dans les travaux réalisés par l'UNESCO et CGLU; finalement, en guise de conclusion du chapitre, la troisième section développe une réflexion sur l'état des débats visant à intégrer la culture au développement durable et propose une grille de lecture pour comprendre les liens entre l'ensemble des travaux présentés. Cette grille permettra notamment d'orienter la réflexion développée dans les chapitres subséquents.

¹ Une documentation exhaustive des différents usages et perspectives théoriques du concept de

1.1 Culture et développement – des concepts à saisir

Cette section présente les concepts de culture et de développement et passe en revue les origines des explications culturelles du développement ainsi que les idées des auteurs étudiant cette question depuis les années 2000. En se penchant sur le lien entre les facteurs culturels (valeurs, coutumes, croyances, normes, entre autres) et le niveau de développement économique de divers pays, le but de ces travaux est généralement d'investiguer comment la culture facilite ou entrave les processus de développement. L'exposition réalisée dans cette section mettra en lumière certaines perspectives théoriques qui, axées sur la pensée de Weber, peuvent s'avérer utiles pour étudier le lien entre culture et développement durable car elles soulignent l'existence de divers type de rationalité et de valeurs pouvant encadrer les processus de développement.

1.1.1 Concepts et explications culturelles du développement

Le concept de culture ne possède pas de définition consensuelle capable de satisfaire les points de vue divergents de différents auteurs et courants de pensée, autant en économie, en sociologie qu'en anthropologie. L'histoire du mot est si complexe qu'il est impossible de déterminer avec précision le moment où la culture devient un concept indépendant, signifiant soit un processus ou le produit de ce processus, et cela dans les différentes traditions linguistiques et philosophiques (Williams, 1976, p. 25-27; Williams, [1981]1995, p. 10-11). Dans le but de simplifier cette exposition, les différents usages du concept de culture depuis le XVIIIe siècle sont ici regroupés à l'aide d'une typologie composée de cinq catégories.

Premièrement, la culture peut être comprise comme une catégorie cognitive, intangible et individuelle associée à l'idée d'accomplissement intellectuel ou d'émancipation (tradition redevable entre autres à la dichotomie kantienne entre faits et valeurs). Deuxièmement, la culture peut représenter une catégorie collective et universelle évoquant un état de développement intellectuel et moral des sociétés. Liée aux théories de l'évolution de Darwin, cette vision fondamentaliste de la nature de l'être humain se développe grâce aux travaux des premiers anthropologues culturels tels que Lewis H. Morgan, Edward B. Tylor et James G. Frazer. Troisièmement, la culture peut faire l'objet d'une catégorie liée à l'idée de domination, celle-ci pouvant prendre des formes autant cognitives que matérielles. Cette interprétation de la culture est d'abord développée par la littérature de courant marxiste (au sein duquel, le système capitaliste serait caractérisé non seulement par une domination des modes de production mais aussi par une domination au niveau culturel, tel que l'avance Gramsci dans ses travaux sur le consentement et l'hégémonie) et se retrouve ensuite dans les écrits, pas nécessairement marxistes, d'auteurs tels que Habermas, Marcuse, Foucault et Bourdieu. Quatrièmement, la culture peut aussi être une catégorie concrète et descriptive faisant allusion au travail artistique et intellectuel. Le concept de culture est donc lié spécifiquement aux produits des sociétés dans lesquelles la valeur symbolique ou esthétique occupe une place prépondérante. Actuellement, cette interprétation de la culture représente le sens le plus commun utilisé dans le langage courant, incluant l'ensemble des activités issues des arts, des industries culturelles, de l'artisanat, du patrimoine, etc. (autrement dit, le 'secteur culturel'). Finalement, la culture peut être comprise comme une catégorie sociale associée à l'ensemble des composantes qui intègrent les modes de vie des sociétés dont les coutumes, les valeurs, les croyances, le savoir, etc. Les interprétations sociales de la culture sont en effet les plus utilisées dans les travaux théoriques issus de l'anthropologie, de la sociologie ainsi que d'autres disciplines des sciences sociales (Jenks, [1993]2005; Williams, [1961]1998; Smelser, 1992). Ce type d'interprétation de la culture sera donc approfondi dans les deuxième et troisième chapitres de ce mémoire.

À l'image du concept de culture, le développement est un concept aussi complexe que polyvalent pouvant faire l'objet d'études en économie, sociologie, anthropologie, science politique et psychologie, entre autres. Il fait son entrée en force dans les débats économiques et politiques suite à la fin de la Deuxième Guerre mondiale dans un contexte de reconstruction de l'Europe de l'Ouest et des débuts de la guerre froide sous l'impulsion de la politique étrangère des États-Unis. Lors de son discours d'investiture en 1949, l'ancien président des États-Unis Harry Truman présente entre autres l'idée d'élaborer un programme de 'développement' ayant pour but de promouvoir la croissance économique des régions 'sous-développées' à l'aide du transfert des connaissances scientifiques et des progrès industriels (Esteva, 1992, p. 6). Ainsi, si le concept de développement faisait déjà partie du langage des économistes pour indiquer, comme le pensait Schumpeter, « la transition d'un état normatif du système économique à un autre » (Deblock, 2012, p. 4), il est dès lors encadré dans une dualité développement/sous-développement qui alimentera dans les années 1950 et 1960 la création de divers modèles ou théories telles que les théories de la modernisation, les étapes de la croissance économique de Rostow² ainsi que la théorie de la dépendance³ (Escobar, 1995, p. 38).

Malgré quelques perspectives plus sociales ou transversales⁴, le développement est généralement défini par les économistes en termes de changement structurel et de

² Selon le modèle de Rostow, toutes les sociétés passent par les mêmes cinq étapes de développement économique ; elles évoluent de la société traditionnelle en premier lieu à l'âge de consommation de masse en dernier lieu.

³ Cette théorie a eu un impact non négligeable en Amérique Latine à travers les idées sur la dégradation des termes de l'échange de Raúl Prebisch, ancien directeur de la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC).

⁴ Par exemple, selon Amartya Sen ([1999]2003, p. 15), « le développement peut être appréhendé [...] comme un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus ». L'auteur opte pour une définition axée sur les libertés afin d'éviter « une définition trop étroite du développement, qu'on réduise ce dernier à la croissance [...], à l'industrialisation, aux progrès technologiques ou encore à la modernisation sociale ». En outre, Gunnar Myrdal, définit, en 1974, le développement comme « le mouvement vers le haut du système social dans son entier, mouvement où l'on observe une relation de

croissance (Hugon, 1991, p. 356). Le changement structurel, présent déjà dans la pensée économique du début du XXe siècle, fait référence aux changements qualitatifs profonds des modes de vie et des structures organisationnelles des sociétés. Tel que défini par François Perroux en 1961, le changement structurel désigne « la combinaison de changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global » (cité dans Maréchal, 2005, p. 37), alors que la croissance économique ne fait allusion qu'à un changement d'ordre quantitatif et se caractérise autant par des périodes de hausse et de baisse (créant ainsi des cycles de croissance) que par des taux de croissance extrêmement variables. À vrai dire, les économistes ne possèdent pas les éléments nécessaires pour expliquer la totalité des variations et des inégalités de croissance au fil du temps et entre différentes sociétés⁵. Autrement dit, les éléments utilisés par les modèles orthodoxes de croissance⁶ n'arrivent pas à rendre complètement compte des variations de la croissance, ce qui explique pourquoi certains économistes et sociologues s'intéressent à la variable culturelle (Bornschier, 2005, p. 7-17).

Force est d'admettre que la variable culturelle est cependant traitée comme une 'boîte noire' dans les analyses du développement économique issues du courant de pensée dominant dans la science économique (Dargent, 2002, p. 343). Pourtant, dans les années 1940 et 1950, les études culturelles (*cultural studies*) et l'emphase mise sur la culture faisaient partie du courant dominant des sciences sociales (Harrison, 2000a, p. xxi). La division entre la culture et l'économie coïncide avec la montée du courant néoclassique dans la pensée économique depuis la deuxième moitié du XXe siècle. Basé sur le concept de rationalité instrumentale, le courant néoclassique assume que

causalité circulaire entre conditions et changements accompagnée d'effets cumulatifs » (cité dans Maréchal, 2005, p. 37).

⁵ Ceci constitue un grand débat en économie inauguré notamment par l'École historique allemande.

⁶ À savoir, le capital physique et le travail dans le cas de la croissance exogène ainsi que le niveau technologique et le capital humain ajoutés par la théorie de la croissance endogène.

pour satisfaire à leurs besoins, les choix des individus sont toujours dirigés vers la maximisation des bénéfices. À travers un calcul des coûts et bénéfices, cette rationalité instrumentale évacue les facteurs culturels car elle serait universelle, c'est-à-dire qu'elle appartiendrait à tous les hommes indépendamment de leur provenance géographique et historique (Petrakis, 2014, p. 32-35). Ainsi, la position analytique de la plupart des économistes vis-à-vis de la culture est caractérisée par Jones (2006, p. 5) comme une 'nullité culturelle' (*cultural nullity*), laquelle peut prendre différentes formes et peut même être adoptée de manière inconsciente. Cependant, il serait erroné d'avancer que la science économique a carrément omis la variable culturelle.

Les idées liant l'économie à la culture remontent aux auteurs classiques tels que David Hume, Adam Smith ou même John Stuart Mill (Jones, 2006, p. 256; Sen, 2002, p. 1). Adam Smith, par exemple, explique que l'intérêt des individus (c.-à-d. l'intérêt individuel) tend à produire un intérêt social. Autrement dit, l'individualisme prôné par Smith est moralement encadré, au sens où il agit comme levier du développement moral des sociétés. Ainsi, le père de la science économique est loin de négliger les aspects moraux et culturels des sociétés ainsi que leurs relations avec l'économie (Petrakis, 2014, p. 30). Au XIX^e siècle, l'École historique allemande (où l'on retrouve des auteurs tels que Wilhelm Roscher, Bruno Hildebrand, Karl Knies ou Gustav Schmoller) voit l'économie comme une agglomération de principes basés sur des facteurs politiques, culturels et historiques. Cette école de pensée étant construite sur la relation entre société et nation, le point de référence de l'analyse de la culture est donc l'entité nationale⁷. Karl Marx et Friedrich Engels développent, d'un point de vue critique, une relation différente entre culture et économie. Selon ces auteurs, l'aliénation du prolétariat repose sur une série de croyances, perceptions et institutions sociopolitiques. Dans cette optique, la culture, représentée notamment par

⁷ Friedrich List avait auparavant beaucoup insisté sur l'importance de l'entité nationale et du nationalisme économique. En effet, cet auteur mettait notamment de l'avant le rôle de l'État et de l'éducation dans les processus de développement économique des nations.

des éléments 'immatériels' ou 'idéaux', est un des moyens utilisés par la classe dominante pour consolider le système capitaliste (Petrakis, 2014, p. 31). Par ailleurs, Alfred Marshal, traitant entre autres de la relation entre l'économie et les coutumes, avance que celles-ci sont remodelées à travers les générations par des incitatifs créés par le contexte économique. Autrement dit, d'après Marshal, c'est la culture qui s'adapterait constamment aux changements économiques (Jones, 2006, p. 262).

Au début du XXe siècle, Max Weber est l'un des premiers auteurs à avoir identifié l'économie, l'éthique, les valeurs et les institutions comme faisant partie d'un système unifié. Dans l'essai intitulé *l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Weber développe cette idée en établissant une relation entre l'émergence du capitalisme, ou de l'homme moderne rationnel et capitaliste, et les valeurs incarnées par l'éthique protestante. De son côté, le courant appelé institutionnaliste, composé notamment de Thorstein Veblen, John Commons et Wesley Mitchell, souligne l'importance du rôle des institutions dans l'économie. Veblen critique fortement la conception du comportement des individus prônée par le modèle classique ou néoclassique et conçoit le comportement humain comme le résultat d'un processus de développement intégrant des aspects psychologiques et biologiques. L'agglomération de ces comportements forme les institutions qui, à leur tour, affectent l'activité économique. Cependant, selon cette perspective, le facteur psychologique est analysé comme une variable indépendante. Ceci représente la première fois où la culture est considérée dans la théorie économique comme un élément distinct et indépendant de l'analyse (Petrakis, 2014, p. 33-34).

Malgré la prédominance de la pensée néoclassique pendant les décennies suivant la Deuxième guerre mondiale, les idées sur la relation entre culture et développement continuent à influencer partiellement la science économique. Dans les années 1960, par exemple, on assiste au débat en sociologie opposant le substantivisme au formalisme. Le premier, influencé par le relativisme culturel, comprend entre autres

l'économie de marché elle-même comme étant un artifice culturel spécifique à la culture occidentale et, par conséquent, non transposable directement aux autres cultures. Le formalisme, au contraire, stipule que la théorie économique possède une portée universelle et que le relativisme perturbe l'universalité de l'analyse (Jones, 2006, p. 6-7). Influencée par l'économie du développement, la théorie de la modernisation associe la culture aux échecs de développement vécus par les pays du Tiers Monde. Selon ce courant de pensée, les pays en développement doivent se débarrasser des traits culturels (c.-à-d. valeurs traditionnelles) qui entravent leur développement économique. Ceci leur permettrait de créer chez les individus un comportement rationnel favorisant un bon déroulement de l'activité économique. Ainsi, les auteurs de ce courant de pensée tels que Peter Bauer tentent d'échapper au relativisme culturel tout en admettant l'influence de la variable culturelle sur le développement économique (Jones, 2006, p. 10-11; Petrakis, 2014, p. 34-35)⁸.

Dans les années 1970, le courant néo-institutionnaliste, promu notamment par Oliver Williamson et Douglass North, souligne l'influence des institutions (comprises cependant d'un point de vue plutôt neutre) dans les comportements des agents économiques. D'après North, les institutions représentent toutes les restrictions (normes et règles), formelles ou informelles, gouvernant l'interaction sociale. Les restrictions formelles comprennent la législation et les règles écrites ; les restrictions informelles se réfèrent aux codes de comportement des groupes sociaux et sont donc connectées au concept de culture. En réduisant le niveau d'incertitude grâce à une augmentation de l'information disponible par les agents économiques, les institutions

⁸ Si pour certains auteurs cette perspective peut ressembler de manière superficielle aux idées de Max Weber sur le rôle de la culture dans le développement du capitalisme, il est important de souligner une différence épistémologique fondamentale : selon les auteurs de l'économie du développement, il existerait des valeurs universelles promouvant le développement tandis que selon Weber, comme nous le verrons plus tard, les valeurs (ainsi que leurs effets sur la société) sont toujours particulières et dépendantes du contexte social dans lequel elles se trouvent. Par ailleurs, des auteurs issus de l'anthropologie et du poststructuralisme ont fortement critiqué les perspectives 'universalisantes' et 'ethnocentrées' des théories de la modernisation (voir Escobar, 1995; Esteva, 1992; Sachs, 1992).

aident à diminuer les 'coûts de transaction', ce qui entraîne une meilleure efficacité de l'activité économique (Fukuyama, 2000, p. 105; Hermet, 2000, p. 109-113; Petrakis, 2014, p. 37).

Vers la fin des années 1980, les explications culturelles du développement économique se renouvèlent : on assiste à l'émergence d'un courant de pensée économique et sociologique de plus en plus important mettant de l'avant le rôle de la culture dans les processus de développement. Le 'miracle asiatique' est reconnu comme étant l'un des éléments déclencheurs les plus importants de ce renouvellement. La forte croissance économique du Japon, d'abord, et des 'petits dragons' de l'Asie orientale, ensuite, amène la communauté scientifique à se pencher sur le rôle joué par les 'valeurs asiatiques' dans la réussite du processus de développement économique (Jones, 2006, p. 12-13; Petrakis, 2014, p. 38). Les recherches sur la relation entre les valeurs et la croissance économique ne se limitent pourtant pas au cas asiatique et elles prennent différents cadres théoriques d'analyse issus de la pensée wébérienne, de la théorie de la modernisation ou d'une tradition post-schumpétérienne, entre autres.

À l'aide de données extraites d'enquêtes de valeurs telles que celles faites par le World Value Survey (WVS), certaines recherches réalisées vers la fin du XXe siècle utilisent des fondements empiriques afin de compléter l'analyse des modèles néoclassiques. Ceci est le cas, par exemple, du travail réalisé par Geerf Hofstede, Ronald Inglehart, Robert Putnam, Francis Fukuyama, Stephen Knack, Philip Keefer et Volker Bornschier. Pour certains auteurs, cette 'réhabilitation' de la variable culturelle dans l'analyse du développement économique s'est produite grâce aux agences de soutien au développement⁹ qui cherchent de plus en plus à transformer les

⁹ Dont la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID), l'Organisation internationale du travail (OIT), la CEPALC, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'UNESCO.

‘populations-objets’ de leurs projets en ‘populations-actrices’ de ceux-ci (Bonrschier, p. 2005, p. 21-23; Dargent, 2002, p. 343-344; Harrison, 2000a, p. xxi-xxii; Hermet, 2000, p. 77-81; Jones, 2006, p. 3-30; Petrakis, 2014, p. 35-39).

En somme, plusieurs courants de pensée dans la science économique ont intégré les facteurs culturels comme un élément important du développement afin de comprendre celui-ci dans son cadre social. Les facteurs culturels étant généralement définis en terme de valeurs, de croyances, de coutumes ainsi que de règles formelles ou informelles, le but des travaux traitant du lien entre culture et développement économique est notamment de comprendre comment la culture oriente le comportement des acteurs économiques. En ce sens, la question qui revient constamment dans ces travaux est celle de savoir s’il y aurait des cultures ou des facteurs culturels qui seraient plus propices au développement économique que d’autres. L’objectif de la sous-section suivante est d’exposer brièvement les idées spécifiques que différents auteurs ont développées autour de cette question pendant les deux dernières décennies.

1.1.2 Culture et développement économique : interprétation sociale de la culture

La littérature traitant du lien entre culture et développement économique est clairement divisée en deux corpus distincts : l’un axé sur une interprétation sociale de la culture et l’autre sur les différentes dynamiques économiques du secteur culturel. L’exposition qui suit n’inclut que les travaux utilisant une interprétation sociale de la culture car les principales idées des perspectives centrées sur le secteur culturel seront présentées ultérieurement dans la section dédiée au lien entre culture et développement durable. Malgré la convergence des travaux traités ici-bas vers une interprétation sociale de la culture, il n’existe pas de consensus sur la manière dont elle affecte le processus de développement. D’une part, certaines perspectives mettent

l'accent sur l'existence d'une pluralité de valeurs pouvant faciliter le développement, tandis que d'autres définissent un ensemble de valeurs qui serait universel à la réussite de n'importe quel processus de développement. D'autre part, les facteurs culturels peuvent être mobilisés comme une partie centrale de l'analyse ou comme une dimension parmi d'autres ayant un impact sur le développement. Ainsi, afin de bien distinguer l'hétérogénéité des travaux présentés, nous proposons une catégorisation de ces travaux basée autant sur le caractère multiple ou universel qu'ils octroient aux facteurs culturels que sur l'importance occupée par ces facteurs dans l'analyse du développement. La classification proposée, composée de cinq catégories, sera reprise à la fin de ce chapitre pour construire une grille de lecture permettant de comprendre les points de rencontre et les différences entre les corpus de littérature traitant du lien culture – développement économique et du lien culture – développement durable.

1.1.2.1 Des cultures variées pour des modernités multiples

Cette catégorie regroupe les travaux reconnaissant l'existence d'une diversité de valeurs, de coutumes et de normes pouvant faciliter les processus de développement. Spécifiquement, les auteurs ici rassemblés s'intéressent aux manières dont les traits culturels non-occidentaux peuvent influencer positivement les processus de développement économique. L'accent étant mis sur la possibilité des sociétés non-occidentales de développer leurs propres processus de développement, les facteurs culturels représentent dans ce type de travaux un élément essentiel de l'analyse du développement.

D'après Wei-Ming (2000), le développement économique des pays de l'Asie de l'Est¹⁰ (modernisés sous l'influence des valeurs du confucianisme et sans avoir subi

¹⁰ Japon, Taïwan, Corée du Sud, Hong Kong et Singapour.

une occidentalisation profonde) indique que les processus de développement peuvent prendre des formes différentes que celles de la modernisation occidentale¹¹. Ainsi, il serait possible d'envisager que d'autres sociétés d'Asie, d'Amérique latine ou d'Afrique développent leurs propres alternatives au modernisme occidental. En traitant du cas spécifique du Japon, Landes (2000) se sert de la thèse de Weber sur la relation entre le protestantisme et l'esprit du capitalisme afin de lier le succès économique et la modernisation du Japon aux 'valeurs japonaises'¹². Tout en mettant en lumière le potentiel de l'Asie à développer des formes de modernisation distinctes de celles de l'occident grâce à des traits culturels spécifiques, Pye (2000) affirme que les mêmes valeurs peuvent avoir un impact différent (positif ou contreproductif) lors d'un changement de contexte. À l'aide d'une étude empirique sur les communautés indiennes peuplant deux quartiers de Londres au Royaume-Uni, Frederking (2002) avance que ce ne sont pas les traits culturels spécifiques des sociétés qui déterminent l'impact de ceux-ci sur le développement économique, mais plutôt la manière dont ils sont organisés. Autrement dit, selon cette auteure, la relation entre culture et développement économique n'est pas uniquement déterminée par les facteurs culturels d'une société donnée, mais également par l'organisation des mécanismes définissant la relation entre ces facteurs et l'activité économique.

¹¹ Plus spécifiquement, Wei-Ming explique que le confucianisme facilite l'émergence des idées ou croyances suivantes : l'emprise de l'État est non seulement nécessaire mais aussi souhaitable pour diriger une économie de marché; malgré la nécessité d'un cadre légal pour assurer la stabilité sociale, un mode civilisé de conduite promouvant la solidarité et l'engagement au bien collectif ne peut être promu par la coercition; la famille est l'unité centrale permettant la transmission de valeurs; la société civile dépend des interconnexions entre l'État et les familles pour se renforcer; l'éducation doit mettre l'emphase non seulement sur l'intelligence cognitive mais aussi sur l'éthique.

¹² Landes ajoute cependant que la culture ne représente pas la seule explication possible et qu'aucune explication mono-causale du développement ne peut s'avérer satisfaisante.

1.1.2.2 Facteur culturel : élément constitutif d'un cadre d'analyse élargi

Les travaux regroupés dans cette catégorie essaient de compléter le cadre analytique des modèles économiques orthodoxes expliquant la nature inégale de la croissance économique dans le monde par le biais d'approches sociologiques et historiques qualitatives. Si ces travaux reconnaissent l'existence d'une multiplicité de facteurs culturels pouvant faciliter les processus de développement, la culture ne représente toutefois qu'un des éléments influençant les processus de développement. Ainsi, selon cette perspective, les facteurs culturels peuvent être utiles à l'analyse du développement mais seulement s'ils sont insérés à des cadres d'analyse intégrant d'autres dimensions, dont notamment les dimensions politique, géographique, historique, économique et sociale. L'importance donnée aux facteurs culturels dans ce type de cadre d'analyse peut varier selon la perspective de chaque auteur.

Sachs (2000), par exemple, propose un cadre théorique incorporant non seulement l'évolution des facteurs culturels, représentés par les institutions sociales, mais aussi les caractéristiques géographiques des pays étudiés. D'après cet auteur, la croissance économique des sociétés modernes est liée au bon fonctionnement des institutions capitalistes, d'une part, et à l'existence de conditions géographiques favorables, d'autre part¹³. Critiquant les idées de Huntington (2000) sur l'importance fondamentale des facteurs culturels dans les différences de développement entre la Corée du Sud et le Ghana, Sen (2002) souligne l'influence d'autres facteurs dont notamment le rôle de l'État coréen dans la promotion d'un développement centré sur le commerce et l'entreprise privée, la relation étroite entre les économies japonaise et coréenne ainsi que le niveau d'alphabétisation plus élevé en Corée par rapport au

¹³ La perspective de Sachs (2000) possède un caractère universalisant dans le sens où l'auteur associe le développement au bon fonctionnement des institutions capitalistes, lesquelles seraient un type spécifique d'institution. Cependant, l'auteur reconnaît qu'une pluralité de valeurs, émanant de diverses cultures, peut potentiellement faciliter le bon fonctionnement de ces institutions.

Ghana dans les années 1960. L'auteur remet en cause la validité d'une explication fondée uniquement sur les valeurs traditionnelles coréennes et prône une inclusion de la culture dans un cadre d'analyse plus vaste, où les valeurs culturelles représentent une source d'influence parmi d'autres (Sen, 2002, p. 11-20).

Jones (2006, p. 255-270) avance que les facteurs culturels doivent être traités avec prudence lorsque mobilisés comme les causes principales du développement. Selon cet auteur, la culture peut être comprise comme un ensemble de filtres possédant le potentiel de ralentir l'activité économique mais, suite à un processus de rétroaction, ils sont altérés par cette activité. Ce serait par ce processus, appelé par Jones (2006, p. 212) 'réciprocité culturelle', que la culture et l'économie s'influenceraient mutuellement de manière constante. S'appuyant sur une perspective wébérienne et institutionnaliste, Nau (2005, p. 138-139) présente quelques propositions visant à élargir les cadres d'analyse des recherches sur les problèmes des économies en transition. Parmi ces propositions, on retrouve : i) l'identification du rôle des idées dans l'émergence des coutumes sociales et donc, des arrangements institutionnels; ii) l'analyse des mécanismes de fonctionnement concrets de l'innovation, de la diffusion, de l'adaptation et de la modification des idées dans les organisations sociales; et iii) la reconnaissance de formes spécifiques de rationalité instrumentale en admettant que les individus apprennent à être des acteurs économiques et qu'ils orientent leurs choix dans une économie de marché en fonction des règles de jeu dominantes, qu'elles soient formelles ou informelles.

1.1.2.3 Culture en tant que capital social

Si les travaux traitant du concept de capital social représentent un corpus de littérature en eux-mêmes, ce concept revient constamment dans les débats traitant du lien entre culture et développement économique. Plusieurs ouvrages se penchant sur ce lien

intègrent en effet au moins un chapitre consacré spécifiquement au rôle du capital social dans les processus développement. Le concept de capital social ne met à priori l'accent ni sur le caractère multiple ni sur le caractère universel des facteurs culturels facilitant le développement. Il permet ainsi une certaine souplesse quant à la définition de valeurs spécifiques pouvant profiter au développement tout en identifiant certaines valeurs clé, dont par exemple la confiance et le respect de normes, qui seraient pour certains auteurs essentielles à la réussite des processus de développement.

Ayant déjà été utilisé par Thorstein Veblen, Lyda Judson et Jane Jacobs, le concept de capital social est repris dans les années 1970 par l'économiste Glenn Loury et des sociologues tels qu'Ivan Light et Pierre Bourdieu (Fukuyama, 2000, p. 100; Hermet, 2000, p. 91). Ce concept est ensuite popularisé à partir des années 1980 par Coleman qui stipule que le capital social est un bien collectif « que personne ne peut s'approprier à lui seul et qui intervient en pratique dans la vie sociale sous la forme d'un respect des obligations mutuelles et des normes de comportement en vigueur qui engendre à son tour des relations de confiance » (Hermet, 2000, p. 92). Cette interprétation plutôt neutre du capital social est ensuite modifiée par Putnam pour se référer à « la qualité vécue des institutions d'une communauté civique participative et solidaire, dont les membres coopèrent sans trop d'arrière-pensée » sur la base de la confiance (Hermet, 2000, p. 93). L'interprétation de Putnam du capital social associe donc ce concept à la notion de 'culture civique' développée dans les années 1960, laquelle mettait de l'avant l'esprit civique du modèle anglo-saxon et protestant se caractérisant par l'existence de liens de coopération, de réciprocité, de confiance et de tolérance (Dargent, 2002, p. 364-366; Hermet, 2000, p. 93). D'après Fukuyama (2000, p. 98-100), la confiance, agissant comme un lubrifiant encourageant l'efficacité des activités d'un groupe ou d'une organisation, est la valeur la plus importante caractérisant le capital social. Ainsi, cet auteur explique que les différences du niveau de capital social des différentes sociétés repose notamment sur

ce qu'il appelle le 'rayon de confiance', c'est-à-dire l'amplitude du groupe d'individus au sein duquel les valeurs de confiance, d'honnêteté et de réciprocité sont partagées. Les normes informelles créées par le capital social sont importantes selon Fukuyama non seulement dans la sphère économique, où elles aideraient notamment à réduire les coûts des transactions, mais aussi dans les sphères politique et sociale, où elles permettraient la création et le maintien d'une société civile saine, élément essentiel au bon déroulement de la démocratie.

1.1.2.4 Culture et approches quantitatives de la croissance économique

D'après Dargent (2002, p. 366-368), l'utilisation de données extraites d'enquêtes d'opinion (telles que le WVS) est une voie de recherche prometteuse sur la relation entre culture et développement économique car elle permet de déduire les valeurs qui prévalent dans les populations étudiées et de les comparer notamment à leurs taux de croissance économique. À l'image des travaux s'intéressant au capital social, dans ce type de recherches le lien entre culture et développement économique n'est pas teinté à priori d'un caractère multiple ou universel. Ainsi, le rapprochement de ces travaux vers chacun de ces deux extrêmes dépend des données choisies pour représenter la variable culturelle et du rapport entre ces données et le reste des variables utilisées pour étudier la croissance économique. Bien évidemment, les facteurs culturels ne représentent dans ces travaux qu'un élément parmi d'autres pouvant influencer les processus de développement.

Petrakis (2014) propose des modèles économiques quantitatifs afin de mieux comprendre la relation entre la culture, la croissance économique, les coûts de transaction et l'entrepreneuriat, entre autres. Ainsi, par exemple, cet auteur étudie l'effet de la culture sur la croissance économique en quantifiant les neuf dimensions

culturelles des études du Global Leadership and Organizational Effectiveness¹⁴ et en les insérant dans une équation de croissance formée du capital physique, du travail, du niveau technologique, du capital humain et de la variable culturelle choisie. Les résultats obtenus par Petrakis (2014, p. 161-170) montrent entre autres qu'une réduction des valeurs 'd'orientation sociale' affecterait négativement le taux annuel de croissance du PIB, et cela indépendamment des changements opérés sur les valeurs 'd'orientation d'efficacité'. Bornschier (2005) utilise quant à lui une perspective similaire mais moins ambitieuse. Cet auteur ne se sert que des données liées à la confiance (selon le WVS) et à la tolérance (d'après le World Competitiveness Report) pour introduire la variable culturelle dans des modèles de croissance incluant le capital physique, le travail, le capital technologique, le capital humain et le capital social (représenté par la confiance et la tolérance). Tout en stipulant que le facteur le plus important pour prédire la croissance économique est le capital physique, Bornschier affirme que la confiance généralisée et l'index de tolérance exercent aussi une influence significative sur les modèles de croissance économique, ces deux variables culturelles ayant un impact similaire. De plus, l'auteur explique que la confiance généralisée s'avère plus importante lorsque les pays présentent des niveaux de développement plus élevés, et qu'elle facilite l'innovation technologique en favorisant notamment une adoption plus rapide des innovations (Bornschier, 2005, p. 31-73)¹⁵.

¹⁴ Ces dimensions sont divisées en deux groupes : l'orientation d'efficacité, incluant l'orientation vers la performance, le futur, l'affirmation de soi, les inégalités de pouvoir et l'évitement de l'incertitude; et l'orientation sociale, regroupant les préférences pour l'égalité des sexes, le collectivisme institutionnel, le collectivisme de groupe et les valeurs humanistes.

¹⁵ Voir également Franke et Nadler (2008) pour une étude similaire à celles de Petrakis (2014) et Bornschier (2005).

1.1.2.5 Des valeurs modernes encourageant le développement économique

Finalement, les travaux regroupés dans cette catégorie octroient aux facteurs culturels un rôle essentiel dans le processus de développement (ou de sous-développement) économique. Redevables entre autres des théories de la modernisation, les auteurs ici traités avancent qu'il existe des pratiques, des attitudes ou des valeurs universelles capables de promouvoir le progrès économique. Ces travaux reconnaissent ainsi l'existence d'un groupe universel de valeurs facilitant le développement. De ce fait, ils se situeraient à l'extrême opposé des travaux regroupés dans la première catégorie exposée.

Cette perspective se retrouve notamment dans les idées de Grandona (2000), de Harrison (2000b) et d'Étounga-Manguelle (2000). Le premier auteur propose une typologie culturelle opposant deux idéaltypes de système de valeurs : le premier favorise complètement le développement économique, incarné par les 'sociétés avancées', et l'autre entrave la voie au développement, représenté par les 'sociétés résistantes'. Harrison (2000b) met de l'avant le rôle de dix traits culturels distinguant les 'cultures progressistes' des 'cultures statiques', dont par exemple l'utilisation du temps, la disposition au travail, la reconnaissance du mérite, la rigueur du code éthique, le niveau général d'éducation et la justice. Étounga-Manguelle (2000) propose quant à lui une sorte d'ajustement structurel culturel visant à transformer les valeurs culturelles traditionnelles entravant la prospérité économique des pays africains. Fairbanks (2000), Lindsay (2000) et Montaner (2000) appliquent cette perspective aux attitudes et valeurs conditionnant les leaders des pays en développement, lesquelles fonctionneraient selon eux comme des obstacles au progrès économique. Dans la même veine, Porter (2000) avance qu'il existe au niveau international une convergence vers des valeurs et des attitudes encourageant

une ‘culture économique de la productivité’¹⁶, les pays en développement pouvant donc stimuler leur croissance économique en encourageant leurs populations à adhérer à ce type de culture.

1.1.2.6 Quelques éléments récapitulatifs

L’ensemble des travaux ci-haut exposés traite du rôle de la culture dans le développement économique par la description, l’évaluation et l’analyse de valeurs et d’attitudes spécifiques. Que ce soit la confiance, le respect des règles, le niveau d’individualisme, la réciprocité, l’évitement de l’incertitude, la reconnaissance du mérite, l’égalité des sexes, le niveau de tolérance, etc., ces éléments culturels reviennent constamment dans les idées de la plupart des auteurs cités. Cette convergence apparente demeure cependant fort superficielle. En effet, les cinq catégories proposées illustrent que la diversité des approches existantes est le résultat de divergences fondamentales non seulement sur le plan méthodologique mais aussi, et probablement surtout, sur le plan théorique.

L’étude quantitative de Bornschier (2005) nous semble particulièrement intéressante car elle cherche entre autres à démontrer que les mêmes facteurs culturels ne produisent pas les mêmes effets sur la croissance économique dans des conjonctures différentes. Cette idée met notamment à mal les approches théoriques plus rigides et ‘universalisantes’ proposées par des auteurs tels que Grandona (2000), Étounga-Manguelle (2000) et Montaner (2000) (catégorie 1.1.2.5) et souligne la pertinence des approches plus nuancées utilisées par Wei-Ming (2000), Landes (2000), Pye (2000) et Nau (2005) (catégories 1.1.2.1 et 1.1.2.2). En s’intéressant à la réussite des pays de l’Asie de l’Est à l’aide d’une perspective wébérienne, ces auteurs suggèrent d’une

¹⁶ Dont par exemple l’innovation, la concurrence, la responsabilité, la régulation, les investissements dans les ‘capabilités’ et la technologie, entre autres.

part que les processus de développement économique peuvent être produits à travers des valeurs différentes de celles qui ont permis la modernisation en occident, et d'autre part, ils avancent que les valeurs peuvent avoir des effets différents sur le développement selon la particularité du contexte historique et social dans lequel elles agissent. En ce sens, les propositions méthodologiques de Nau (2005), mettant en valeur l'existence autant de divers types de rationalité que de normes pouvant encadrer les structures sous-jacentes au fonctionnement du marché, représentent des pistes de recherche prometteuses pour continuer à traiter du lien entre culture et développement d'un point de vue à la fois économique et social. En s'appuyant sur une perspective théorique wébérienne similaire à celle proposée par Nau (2005), élaborée dans le deuxième chapitre de ce mémoire, le troisième chapitre proposera une analyse des valeurs sous-jacentes au programme de développement à l'horizon 2030 des Nations Unies, analyse qui permettra en dernier lieu de dégager le caractère culturel de ce plan d'action international et de la notion elle-même de développement durable.

1.2 Culture et développement durable – entre débat académique et mobilisation internationale

Cette section se penche sur le concept de développement durable et sur les différentes manières dont les travaux académiques et institutionnels traitent du lien entre culture et développement durable. Elle vise à souligner la diversité d'usages du concept de culture se retrouvant dans la littérature académique et à dégager les principaux arguments avancés par l'UNESCO et CGLU pour faire de la culture un des piliers du développement durable. Les idées ici présentées serviront de base à l'analyse réalisée dans la troisième section du chapitre, laquelle mettra en lumière le caractère fragmentaire des débats ainsi que les perspectives théoriques qui, axées sur une

interprétation sociale de la culture, peuvent aider à mieux mobiliser celle-ci en tant que dimension fondamentale du développement durable.

1.2.1 Développement durable et inclusion d'une dimension culturelle

Si le rapport 'Meadows' du Club de Rome soulignait en 1971 les contradictions entre développement économique et protection de la planète, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de 1972 met au premier plan la notion d'écodéveloppement, laquelle essaie d'intégrer les questions sociales, écologiques et économiques du développement. L'augmentation continue des problèmes environnementaux¹⁷ et sociaux¹⁸ dans les années 1970 et 1980 pousse la communauté internationale à chercher un nouvel équilibre entre homme et nature. C'est dans ce contexte qu'en 1987, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies introduit le concept de développement durable dans le rapport *Notre avenir à tous*, connu aussi sous le nom de rapport Brundtland (Delchet, 2003, p. 5; Lazzerie et Moustier, 2008, p. 13-14; Maréchal, 2005, p. 38-41).

Certes, comme le concept de développement, celui de développement durable ne fait pas l'unanimité auprès des experts. Cependant, la définition du rapport Brundtland, où il est avancé que le développement doit répondre « aux besoins d'aujourd'hui sans remettre en question la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins » (cité dans Strange et Bayley, 2008, p. 26), demeurera une sorte de définition consensuelle au niveau international. Ce programme implique d'abord la prise en compte d'une double intégration : le développement ne doit pas seulement

¹⁷ On assiste à une forte croissance démographique et à l'émergence de pollutions globales et de catastrophes industrielles, dont notamment celles de Bhopal et Tchernobyl.

¹⁸ Les inégalités et le chômage augmentent et l'espérance de vie diminue dans plusieurs régions du monde.

agir au niveau ‘horizontal’, en intégrant diverses dimensions des sociétés et en s’attaquant à des problèmes devenus globaux, mais il doit aussi agir de manière ‘verticale’, en mettant en œuvre la notion d’équité intergénérationnelle. Cette vision, de plus en plus partagée sur la scène internationale, engendre l’établissement des trois piliers fondamentaux du développement durable lors de la Conférence de Rio en 1992, à savoir les piliers social, environnemental et économique, ainsi que l’élaboration d’une série de principes énoncés dans le cadre de différentes conférences internationales¹⁹.

Ce consensus international s’arrête pourtant là. Les auteurs les plus critiques soutiennent, par exemple, que la notion de développement durable n’aiderait qu’à légitimer le concept orthodoxe de développement sans remettre en cause ses fondations (Escobar, 1995; Léquève et Sciama, 2008, p. 88; Sachs, 1992)²⁰. Les débats sur l’équilibre et l’importance de différentes dimensions du développement durable donnent à leur tour naissance à diverses approches dont notamment celles de la ‘durabilité faible’, où l’économie occupe une place primordiale (le capital naturel et technique étant compris comme substituables), et de la ‘durabilité forte’, où la protection de l’environnement représente un but en lui-même (le capital naturel n’étant donc pas perçu comme substituable) (Laperche, Crétiéneau et Uzunidis, 2009, p. 27-28; Maréchal, 2005, p. 44; Sébastien et Brodhag, 2004, p. 4-8). En outre, un débat sur l’inclusion d’une autre dimension, voire d’un quatrième pilier, dans les fondements du développement durable prend forme depuis les années 1990. C’est

¹⁹ Dont, par exemple, les principes de prévention, de précaution, de pollueur-payeur, de protection de l’environnement, de participation, d’engagement, de solidarité ainsi que de production et consommation responsables (Lazzerie et Moustier, 2008, p. 23).

²⁰ Selon le philosophe Edgar Morin, « le développement durable ne fait que tempérer le développement par considération du contexte écologique, mais sans mettre en cause ses principes [...] Ainsi, le développement, notion apparemment universaliste, constitue un mythe typique du sociocentrisme occidental » (cité dans Léquève et Sciama, 2008, p. 88). D’autres auteurs, dont par exemple Escobar (1995, p. 192-199) et Sachs (1992) développent une critique similaire du point de vue du poststructuralisme.

justement le débat sur l'inclusion de la culture autant dans les théories que les politiques traitant du développement durable.

Un an avant la publication du rapport Brundtland, la *Déclaration des Nations Unies sur le droit au développement* affirmait que « le développement est un processus global, économique, social, culturel et politique, qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus » (ONU, 1986). Dans ce contexte de reconnaissance accrue des facteurs culturels du développement, l'UNESCO, agence du système des Nations Unies possédant un rôle clé en matière de culture, lance en 1988 la Décennie mondiale du développement culturel, initiative qui cherchait justement à « souligner l'importance de la place de la culture dans les politiques nationales et internationales de développement » (UNESCO, 2010b, p. 10). Presque dix ans plus tard, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte en 1997 une résolution qui établit, pour la première fois dans un instrument juridique international, un lien concret entre la culture et le développement durable. Cette résolution invite les membres à intégrer les facteurs culturels dans les programmes de développement et à assurer un développement durable qui respecte la diversité culturelle (Guèvremont, 2014, p. 266). En 1998, la diversité culturelle est reconnue comme étant un aspect essentiel du développement par la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement tenue à Stockholm et, en 1999, la Conférence intergouvernementale organisée conjointement par la Banque mondiale et l'UNESCO à Florence établit que la culture est « un capital d'une importance primordiale pour un développement et une croissance économique durables » (UNESCO, 2010b, p. 10).

Produit de cette vague de réflexion sur le lien entre culture et développement, la dimension culturelle est affirmée comme un élément de plus en plus important du développement durable sur la scène internationale tout au long des années 2000

(Porcedda et Petit, 2011, p. 2). Voici une liste des événements et documents clé ayant marqué cette évolution :

- Sommet mondial pour le développement durable 'Rio+10' (Johannesburg, 2002) : la culture est définie comme une dimension omniprésente de la durabilité « ayant un rôle à jouer dans tous les projets de développement, depuis l'élimination de la pauvreté et la préservation de la biodiversité jusqu'à la gestion de ressources et au changement climatique » (UNESCO 2010a, p. 201).
- Agenda 21 de la culture²¹ (CGLU, 2004) : premier document à vocation mondiale signé par les villes et les gouvernements locaux établissant une action en faveur du développement culturel afin de promouvoir le développement durable (CGLU, 2004).
- Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (CDEC) (UNESCO, 2005) : le lien entre culture et développement durable est renforcé au niveau juridique international par le biais de l'Article 13, lequel demande explicitement aux États parties d'intégrer la culture aux politiques de développement durable.
- Conférence sur le développement durable 'Rio+20' (Rio de Janeiro, 2012) : la reconnaissance du lien entre diversité culturelle et diversité naturelle est mise de l'avant et l'on reconnaît que toutes les cultures et toutes les civilisations peuvent contribuer au développement durable (ONU, 2012, p. 9).
- Assemblée générale des Nations Unies (2010-2013) : trois résolutions liant la culture au développement sont adoptées. La plus récente, approuvée en 2013, reconnaît explicitement le lien entre culture et les trois piliers du développement durable et « souligne l'importance de tenir dûment compte du rôle de la culture pour

²¹ Appelé aussi Culture 21, ce document, dédié aux facteurs culturels du développement durable, est inspiré du plan d'action Agenda 21 signé lors de la Conférence de Rio en 1992 et dédié aux questions environnementales et sociales.

le développement durable dans l'élaboration de l'agenda de développement post-2015 » (UNESCO, 2013c).

Les pages qui suivent exposent les principales idées et avancements réalisés à l'endroit du lien entre culture et développement durable en se penchant, d'une part, sur les ouvrages et articles académiques, et d'autre part, sur les travaux élaborés au sein de deux institutions clés dans la promotion de la culture en tant que dimension centrale du développement durable : l'UNESCO et CGLU.

1.2.2 Culture et développement durable : un débat à plusieurs cultures

Les travaux académiques intégrant la culture aux réflexions, aux politiques et aux études sur le développement durable ont fait l'objet de plusieurs types de catégorisation²². Cette littérature est en effet d'autant plus diverse que le concept de culture est lui-même utilisé de manières opposées (Duxbury et Jeannotte, 2012, p. 2). Ainsi, afin de souligner la singularité des divers travaux formant cette littérature, nous proposons une catégorisation de ces travaux axée sur leur usage du concept de culture. Spécifiquement, les six catégories décrites ici-bas représentent un continuum de possibilités entre une interprétation de la culture centrée sur le secteur culturel et une interprétation de la culture l'associant aux valeurs et aux coutumes des sociétés. Le but de cette exposition n'est pas de développer une analyse et une critique de chacune des catégories établies, mais plutôt de mettre en lumière les multiples manières par lesquelles la culture a été insérée dans les thématiques liées au développement durable. Ce type de développement étant constitué non seulement d'une dimension économique mais également des dimensions sociale et environnementale, une partie non négligeable de la littérature traitant de la culture et

²² Voir, par exemple, Soini et Birkeland (2014), Lucas (2012) et Parra et Moulaert (2011).

du développement durable s'intéresse peu (ou pas) aux questions économiques du développement. Plusieurs des idées exposées dans cette sous-section se retrouvent ainsi dans un registre complètement différent de celui de la littérature traitant de la relation entre culture et développement économique. Les liens entre la littérature axée sur le développement durable et celle axée sur le développement économique seront mis de l'avant à la fin du chapitre à l'aide d'une grille de lecture permettant de dégager les ressemblances et les différences de ces deux types de littérature qui, malgré certains points de rencontre, évoluent plutôt en silos.

1.2.2.1 Secteur culturel, diversité culturelle et développement durable

Les travaux regroupés dans cette catégorie analysent le lien entre culture et développement durable en se penchant sur le secteur culturel, représenté par les industries culturelles, les arts, le tourisme, le patrimoine, etc. Ils sont ainsi redevables de deux branches distinctes en économie et science politique, à savoir l'économie de la culture et l'économie politique de la communication (particulièrement des travaux sur la théorie des industries culturelles). Malgré la reconnaissance des aspects matériel (œuvres d'art, buildings, etc.) et immatériel (idées, pratiques, croyances, traditions, etc.) de la culture, tel qu'illustrée par la définition de capital culturel élaborée par Throsby (2008a, p. 16), l'accent est mis sur les biens, services et infrastructures appartenant au secteur culturel. Deux types de travaux peuvent être dégagés.

Le premier type traite principalement de l'impact des industries culturelles sur la croissance économique et la durabilité environnementale et sociale. D'après Throsby (2001, p. 53-56), les biens et services culturels produisent autant de bénéfices monétaires que non-monétaires. Ainsi, au-delà d'être une source de soutien du développement économique, leur sauvegarde pour les générations futures (équité

intergénérationnelle) et leur accessibilité par les différents groupes ou classes sociales (équité intragénérationnelle) serait un but de développement durable en lui-même²³. Nurse (2006) prône une promotion des industries culturelles en tant qu'objectif de développement durable car, d'une part, elles possèdent un riche potentiel économique (surtout en tant que moteur des nouvelles dynamiques économiques axées sur le numérique et la propriété intellectuelle), et d'autre part, elles communiquent des contenus culturels qui agissent comme catalyseurs dans la formation d'identité des sociétés et de leur patrimoine immatériel (ce qui serait particulièrement important dans le cas d'anciennes sociétés colonisées). Dans la même veine, Digne (2010) mobilise les industries culturelles et les arts comme une des clés du développement durable car elles fonctionnent comme levier du développement économique dans la nouvelle économie de 'l'immatériel' tout en étant porteuses de valeurs culturelles et sociales. En outre, Tuinabua (2000) avance que la préservation du patrimoine culturel est essentielle au développement durable de l'industrie du tourisme des Îles Fidji, industrie qui occupe une place importante pour soutenir le développement économique du pays.

Traitant de la diversité culturelle dans le droit international et de la gouvernance des industries culturelles, le deuxième type de travaux s'intéresse particulièrement à l'influence normative de l'UNESCO, à travers la CDEC notamment, dans la promotion et la protection des expressions culturelles²⁴ aux niveaux local, national et

²³ Voir aussi le texte de Throsby « Culture et développement durable » dans UNESCO (2015, p. 151-170).

²⁴ Le texte de la CDEC définit la diversité culturelle comme étant « la multiplicité des formes par lesquelles les cultures des groupes et des sociétés trouvent leur expression » et les expressions culturelles comme « les expressions qui résultent de la créativité des individus, des groupes et des sociétés, et qui ont un contenu culturel » (UNESCO, 2005, Article 4). Malgré ces définitions plutôt neutres stipulées dans la CDEC, les notions de diversité culturelle et de diversité des expressions culturelles font généralement allusion à la diversité des biens et services culturels (c.-à-d. à la diversité de la création/production/distribution/consommation de produits où la valeur culturelle occupe une place centrale).

international. Selon Guèvremont (2014), l'Agenda 21 de la culture du Québec²⁵ représente un modèle d'application de la CDEC en matière de culture et développement durable car, entre autres, elle prône une inclusion de la culture dans l'ensemble des initiatives du gouvernement du Québec en matière de développement durable. Cette directive aurait déclenché l'élaboration d'une série de projets intégrant des activités liées aux arts et au secteur culturel à différents secteurs publics (santé, éducation, etc.). Morosini (2014) propose d'utiliser la CDEC pour interpréter les accords signés au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui touchent aux biens et services culturels, d'une part, et de protéger ces biens et services à l'aide d'une exception générale dans les accords de l'OMC afin de reconnaître la protection des valeurs culturelles comme l'un des objectifs de l'organisation en matière de développement durable, d'autre part. Dans la même veine, Richieri Hanania (2016) avance qu'une reconnaissance accrue de la culture en tant que pilier du développement durable est un élément clé pour la poursuite des objectifs de la CDEC dans la régulation des nouvelles dynamiques économiques de production et consommation de biens et services à valeur culturelle. S'intéressant à la gouvernance mondiale des industries culturelles, Vlassis (2015a) déclare qu'en promouvant la culture dans le programme de développement à l'horizon 2030 des Nations Unies, l'UNESCO chercherait notamment à renforcer le rôle de la CDEC dans les différents cadres normatifs développés au sein de l'ONU.

1.2.2.2 Préservation durable du patrimoine

Ce type de littérature souligne l'importance de conserver et de transmettre aux générations futures le patrimoine culturel local, qu'il soit matériel (bâtiments historiques, monuments, etc.) ou immatériel (savoirs, traditions, etc.) Les auteurs ici

²⁵ Ce plan d'action québécois est justement une mesure du gouvernement du Québec élaborée suite à son approbation de la CDEC (Ministère de la Culture et des Communications du Québec, 2016).

regroupés traitent donc généralement de la notion de durabilité culturelle²⁶ définie en tant que préservation de la culture locale (Soini et Birkeland, 2014, p. 216). En mettant l'accent autant sur les œuvres et infrastructures patrimoniales que sur les traditions et le savoir-faire locaux, cette littérature se retrouve à mi-chemin entre une interprétation sociale de la culture et une interprétation axée sur le secteur culturel. Deux types de travaux peuvent être dégagés.

Le premier traite des rapports durables entre le patrimoine matériel et immatériel et la vitalité du secteur culturel. Trimarchi (2004) explique par exemple qu'une intégration verticale entre le patrimoine bâti et les arts de la scène peut avoir des effets positifs sur la vitalité économique de ces deux domaines culturels et donc, sur leur durabilité. Selon van den Bosch (2009), il est nécessaire de renforcer les cadres régulant la propriété intellectuelle au Vietnam afin d'assurer un revenu juste des artistes locaux. Ce renforcement représenterait une manière de promouvoir la durabilité du patrimoine car le travail des artistes vietnamiens contribuerait à la préservation du patrimoine culturel immatériel du pays. Kong (2009) se penche sur les espaces culturels destinés aux arts visuels et de la scène dans deux villes asiatiques (Shanghai et Singapour). L'auteure avance notamment que la contribution de ces espaces à la durabilité du patrimoine immatériel local ainsi qu'à la durabilité sociale et environnementale ne dépend pas seulement des caractéristiques propres aux espaces eux-mêmes mais surtout des contextes socioéconomiques (historiques et contemporains) des villes dans lesquels ils sont situés.

²⁶ Le concept de durabilité culturelle peut faire l'objet d'au moins deux interprétations divergentes. Premièrement, il peut se référer à la durabilité des cultures ou des traits culturels locaux. Les auteurs s'intéressant à ce type de durabilité culturelle ne traitent que rarement des questions économiques du développement durable, se penchant donc davantage sur les enjeux sociaux et environnementaux de ce type de développement. Deuxièmement, la notion de durabilité environnementale peut faire allusion aux valeurs, coutumes et attitudes permettant la réussite des processus durables de développement (Chiu, 2004, p. 67-68).

Le deuxième type de travaux prône l'inclusion des modes de vivre et de faire des communautés locales dont notamment des communautés ethniques minoritaires, indigènes ou marginalisées, dans la poursuite autant de la durabilité économique et environnementale que de leur propre durabilité aux niveaux social et culturel. Ainsi, Hill et Woodland (2003) avancent que l'inclusion de techniques traditionnelles de gestion des eaux en Tunisie pourrait aider à réduire les impacts négatifs des méthodes modernes et à définir les fondations d'une gestion des eaux durable. Von der Pahlen et Grinspoon (2002) adoptent une position similaire en soutenant que la promotion des usages traditionnels de plantes médicinales dans deux régions du Mexique peut aider au développement d'une gestion de ressources naturelles plus responsable et durable. Dans la même veine, Martínez-Ballesté, Martorell et Caballero (2006) analysent l'impact négatif de l'abandon des pratiques traditionnelles de culture du *Sabal palmetto* (un type spécifique de palmier) sur la densité de population de cette plante ainsi que sur la proportion d'individus récoltables dans une zone Maya du Mexique²⁷. Explorant l'impact des géoparcs sur la durabilité socio-culturelle, Farsani, Coehlo et Costa (2012) avancent que la création de ce type de parc contribue à une revitalisation de la culture traditionnelle tout en diminuant les effets négatifs du tourisme sur les cultures locales. Costa-Neto (2000) abonde dans le même sens en avançant que la protection du savoir-faire traditionnel d'une communauté brésilienne de pêcheurs menacée par le développement du tourisme est non seulement un but de développement durable en lui-même mais qu'elle peut également contribuer à améliorer la gestion des espèces aquatiques locales²⁸. Keitumetse (2014) développe quant à elle un modèle appelé Community-Based Cultural Heritage Resources Management afin de contribuer à la conscientisation de l'importance de conserver le

²⁷ Kabutaulaka (2000) met en lumière un problème similaire en se penchant sur les facteurs socioculturels qui influencent la gestion des forêts aux Îles Salomon.

²⁸ Engelhardt (2000) développe un argumentaire similaire à l'aide de deux études de cas réalisées au Vietnam et au Laos.

patrimoine culturel le quel, selon l'auteure, encourage les processus de durabilité environnementale et d'équité sociale.

1.2.2.3 Multiplicité de cultures et de territoires soutenant la durabilité

Cette catégorie regroupe deux types de travaux se penchant sur les traits culturels locaux et sur leur rapport à l'environnement bâti et naturel. Elle est donc étroitement liée à la catégorie précédente et se situe également entre une interprétation sociale de la culture et une interprétation associée au secteur culturel. Les auteurs ici regroupés se distancient toutefois de ceux traitant du patrimoine car l'accent est mis davantage sur les liens indissociables entre la durabilité du patrimoine culturel local et de l'environnement naturel, rural ou urbain qui l'entoure.

Le premier type de travaux traite de l'interdépendance entre homme et nature (c.-à-d. entre culture et environnement). Michaelidou, Decker et Lassoie (2002) développent par exemple un cadre théorique où la viabilité d'un écosystème donné et la préservation de la communauté qui y habite représentent deux objectifs non seulement complémentaires mais également interreliés. Van Mansvelt (1997) adopte une optique tout à fait similaire mais spécifique aux espaces agricoles. L'auteur propose une approche multidisciplinaire afin de comprendre ce type d'espaces en tant que systèmes culturels, sociaux et écologiques, la durabilité éco-environnementale étant fondamentale à la durabilité socioéconomique et culturelle. Selon Vileniske (2008), la protection du patrimoine bâti aurait en autres un effet positif sur les volets social et culturel du développement durable car elle faciliterait le maintien et la création de l'identité locale et d'une plus forte cohésion sociale.

Le deuxième type de travaux se penche sur la diversité et la spécificité de valeurs et de traits culturels sous-jacents aux paysages et aux espaces. Stephenson (2007)

propose un modèle d'évaluation de paysages visant à mieux dégager les valeurs sous-jacentes aux paysages afin de contribuer à la recherche d'une meilleure diversité et durabilité culturelles. Pour sa part, Nassauer (2004) avance qu'autant les habitants que les visiteurs de six zones humides urbaines perçoivent ces zones comme étant plus attrayantes ou mieux entretenues lorsqu'elles cristallisent et respectent davantage les valeurs culturelles et écologiques locales. Cette correspondance entre culture et espace contribuerait notamment à l'acceptation et à l'appropriation des politiques ayant des buts environnementaux et sociaux. Radovic (2004) transpose cette idée au développement urbain en soulignant l'importance d'intégrer des valeurs et des visions du monde autochtones ou locales dans l'enseignement de l'aménagement et du design urbains.

1.2.2.4 Planification culturelle et développement durable

Cette catégorie comprend les travaux touchant à l'intégration de la culture dans la planification de politiques publiques visant un développement durable, l'usage du concept de culture pouvant faire l'objet de différentes interprétations. Si l'ensemble des travaux ici traités s'intéressent à la planification culturelle (*cultural planning*), force est de reconnaître que cette notion possède au moins deux définitions distinctes : elle peut être associée à une prise de conscience des valeurs sous-jacentes à l'ensemble des politiques publiques, d'une part, et elle peut faire allusion à la planification des politiques visant le secteur culturel (c.-à-d. des politiques culturelles), d'autre part. Ces deux définitions de planification culturelle sont toutefois utilisées de manière complémentaire, la plupart des travaux faisant allusion autant à l'ensemble des politiques publiques qu'aux politiques culturelles. C'est pourquoi cette catégorie se situe également à mi-chemin entre une définition sociale de la culture et une définition axée sur le secteur culturel.

Telle que définie par Hawkes (2001, p. 36), la planification culturelle ne se réduit pas au processus permettant l'élaboration de cadres spécifiques de gestion publique des arts et du secteur culturel, mais elle peut être comprise comme le processus définissant les valeurs sur lesquelles l'ensemble de la planification des politiques publiques est construit. Ayant été l'un des premiers à concevoir la culture comme le quatrième pilier du développement durable, Hawkes (2001, p. 4) comprend la culture comme : i) les valeurs et les aspirations, ii) les processus et les moyens par lesquels ces valeurs et aspirations sont transmises, et iii) les manifestations tangibles et intangibles de ces valeurs et aspirations dans le monde. Ainsi, selon cet auteur, si la culture fait référence aux systèmes de valeurs, l'un des défis les plus importants des gouvernements est de créer des mécanismes permettant le développement, l'expression et l'application des valeurs sous-jacentes aux sociétés qu'ils gouvernent²⁹. Le rôle de la culture comme le quatrième pilier ne ferait donc pas uniquement allusion selon Hawkes (2001, p. 32) à la création d'une politique culturelle distincte mais surtout à la construction d'un cadre de réflexion sur les valeurs à être promues, lequel s'appliquerait à l'ensemble des politiques publiques. Appuyant cette perspective, Lucas (2012, p. 59) déclare :

Le quatrième pilier signifie combat politique à mener contre la disparition du sens et des valeurs au sein des stratégies de développement. Le quatrième pilier est, devrait-on dire, un effort public de résistance face à la culture de l'indifférence envers les enjeux collectifs.

Duxbury et Jeannotte (2012) utilisent une définition de planification culturelle similaire à celle de Hawkes mais leur travail se centre davantage sur les politiques visant le secteur culturel. Spécifiquement, ces auteures se penchent sur les manières dont la culture est prise en compte dans différents Plans intégrés de durabilité

²⁹ Birkeland (2008) prône une perspective de planification culturelle similaire dans le but de construire des initiatives visant à revitaliser la municipalité de Tinn (Norvège), affectée par un déclin du développement industriel depuis quelques décennies.

communautaire mis en œuvre au Canada depuis 2006 (où la participation de la société civile possède une place privilégiée dans l'élaboration et la mise en marche des plans). Leur analyse indique que malgré une allusion explicite à la culture en tant que partie intégrante de la discussion et de l'élaboration de plans de durabilité, le rôle de celle-ci demeure encore incertain, l'intégration de problématiques culturelles dans un paradigme de planification holistique de durabilité n'étant donc pas encore achevée³⁰. En ce sens, il y aurait un décalage entre les éléments discursifs des processus de planification et leur manifestation ultérieure aux niveaux technique, cognitif et sociopolitique (Jeannotte et Duxbury, 2015, p. 94).

1.2.2.5 Transformation culturelle nécessaire au développement durable

La littérature regroupée dans cette catégorie met de l'avant la nécessité d'opérer un changement au niveau culturel afin de promouvoir des pratiques, des politiques et des institutions mieux adaptées aux objectifs du développement durable ou, autrement dit, afin de construire une culture de durabilité (*culture of sustainability*)³¹. Le concept de culture dans ce type de littérature se cristallise presque systématiquement sous la forme de valeurs, d'éthique, d'attitudes, d'institutions et de visions du monde (*worldviews*), entre autres. Ainsi, ce type de travaux se centre uniquement sur une interprétation sociale de la culture, le secteur culturel n'étant aucunement abordé. Tel qu'il sera montré à la fin de ce chapitre, l'accent mis sur une interprétation sociale de la culture permet l'établissement d'une relation entre les travaux ici regroupés et certains des travaux traitant du lien entre culture et développement économique.

³⁰ De manière similaire, traitant des controverses autour d'un projet d'extension du port d'Anvers (Belgique), Boissonade et Hackenberg (2011) dénoncent une évacuation de la dimension culturelle dans le processus de gouvernance qui fut privilégié par les entrepreneurs et les autorités portuaires.

³¹ La notion de culture de durabilité serait en effet synonyme de celle de durabilité culturelle, mais seulement lorsque cette dernière est comprise comme les valeurs, normes et coutumes sous-jacentes aux processus durables de développement.

Hauser et Banse (2011), Parodi (2011) et Kopfmüller (2011) s'attaquent à une théorisation autant des concepts de culture et de développement durable que de culture de durabilité³². Hauser et Banse (2011, p. 48) avancent notamment qu'il n'existe presque pas de contributions convaincantes visant une conceptualisation de la culture qui permette de l'opérationnaliser et de l'intégrer aux concepts déjà existants de durabilité. Définissant la notion de culture de durabilité, Parodi (2011, p. 78) déclare :

[...] a culture of sustainability would be a translation and realization of the basic values and ideas of existing sustainability concepts into a lived culture. A culture of sustainability thus is not primarily a definition and implementation of the sophisticated rules, indicators, etc. of existing sustainability concepts but, in a more comprehensive and softer sense, the collective institutionalization of the continuation of those humanistic normative basic ideas underlying the concepts (such as globality, intergenerational justice, extended anthropocentrism, etc.).

Kopfmüller (2011, p. 104) abonde dans le même sens en soutenant qu'une culture de durabilité se traduit par un virage culturel vers une intégration profonde des principes directeurs du développement durable non seulement dans les schémas de pensée et de comportement mais aussi dans les décisions politiques³³. Beddoe et al. (2009) embrassent la même idée de virage culturel nécessaire au développement durable en proposant un groupe d'institutions, de technologies et de manières de comprendre le monde pouvant stimuler une reconfiguration évolutive du régime socio-écologique actuel dans le but d'attendre les objectifs de développement durable au niveau global. Dans la même veine, Goncz et al. (2007) et Jenkins (2011) décrivent respectivement un 'changement culturel' et une 'réforme culturelle' (axés sur les systèmes de valeurs, de principes et de croyances) à la fois essentielle et préalable à un virage des sociétés

³² Voir aussi Krainer (2011) et Ayestaran (2011).

³³ Nadarajah (2006) développe une perspective semblable de culture de durabilité à l'aide d'une étude de cas de l'État multiculturel de Penang (Malaisie).

vers le développement durable³⁴. Ainsi, selon Kagan (2011, p. 16), la dimension culturelle de la durabilité ne reposerait pas seulement sur une inclusion des valeurs des 'arts et de la culture' dans les débats sur le développement durable mais elle comprendrait également « an understanding of 'culture(s) of sustainability', i.e. set(s) of norms and values, social conventions and institutions, informing the transition to more sustainable practices ». D'un point de vue philosophique, Plumwood (2002, p. 4) développe l'idée d'une culture environnementale, laquelle, dans son sens le plus profond, impliquerait « a systematic resolution of the nature/culture and reason/nature dualisms that split mind from body, reason from emotion, across their many domains of cultural influence ». Cette auteure prône un changement autant au niveau théorique que pratique de ce que l'on entend par rationalité afin de construire des rapports plus durables et cohérents entre raison et environnement.

1.2.2.6 Facteur culturel, secteur privé et durabilité environnementale : approches quantitatives

Il existe finalement une littérature analysant de manière quantitative les rapports entre certaines dimensions culturelles et la généralisation des pratiques liées au développement durable. Certes, cette catégorie est marquée par une interprétation sociale de la culture. Cependant, à la différence de la catégorie précédente, l'intérêt ne porte pas sur la conceptualisation du lien entre culture et développement durable mais plutôt sur l'étude quantitative de ce lien. Ainsi, à l'image des approches quantitatives traitant du lien entre culture et croissance économique, ces travaux utilisent également les données des enquêtes de valeurs et les insèrent à des modèles

³⁴ Burton et Paragahawewa (2011) et Macbeth (2005) appliquent cette idée de changement culturel aux modèles agroenvironnementaux et du tourisme, respectivement, afin de développer des schémas mieux adaptés au développement durable. En outre, Hasan (2006) avance que certaines valeurs islamiques sont plus propices à la protection de l'environnement que les valeurs occidentales et donc, qu'elles pourraient faciliter la poursuite de processus de développement plus durables.

quantitatifs permettant d'établir une relation entre les valeurs choisies et la performance des pays ou des entreprises au niveau du développement durable.

L'étude de Park, Russell et Lee (2007) montre qu'il existe une relation étroite entre quatre des dimensions culturelles définies par Geert Hofstede³⁵ et le classement des pays dans l'Environmental Sustainability Index. Faisant également appel aux travaux de Hofstede, Husted (2005) dénonce une focalisation exclusive sur les facteurs économiques nationaux pour expliquer les niveaux de performance de durabilité environnementale et prône une intégration de la variable culturelle dans l'analyse. D'après le modèle quantitatif développé par l'auteur, « power distance, individualism, and masculinity-femininity are related to a country's social and institutional capacity for sustainability » (Husted, 2005, p. 149). Vachon (2010) se sert quant à lui des dimensions culturelles de Hofstede pour établir un lien entre les cultures nationales et les pratiques des entreprises profitant au développement durable. Spécifiquement, cet auteur avance que de hauts niveaux conjoints d'individualisme et d'évitement d'incertitude sont liés à des pratiques corporatives 'vertes', à l'innovation environnementale, à des pratiques de travail équitables ainsi qu'à l'implication sociale des entreprises. À l'aide d'une analyse du fonctionnement interne des firmes, Hajmohammad et Vachon (2014) suggèrent que les pratiques et attitudes liées à la sécurité au travail (*safety culture*) améliorent la performance des entreprises au niveau de la durabilité environnementale.

1.2.3 Le travail de l'UNESCO et de CGLU

L'UNESCO et CGLU possèdent une place privilégiée dans les débats internationaux liant culture et développement durable. L'UNESCO est responsable, entre autres, de

³⁵ À savoir, « (1) High versus Low Risk Avoidance; (2) Collectivism versus Individualism; (3) High versus Low Power Distance; (4) Masculine versus Feminine » (Park, Russell et Lee, 2007, p. 107).

la Déclaration universelle de 2001 sur la diversité culturelle, de la CDEC et de la Déclaration de Florence de 2014 sur la Culture, la Créativité et le Développement Durable. Cette organisation publie régulièrement un nombre important de documents et rapports sur le lien entre culture et développement durable en plus d'organiser des congrès sur ce thème, dont notamment le Congrès international de Hangzhou « La culture : clé du développement durable », tenu en 2013. Les efforts de l'UNESCO en matière de culture et développement durable ont notamment pour but de donner à la culture une place privilégiée, voire fondamentale, dans les ODD³⁶. En élaborant l'Agenda 21 de la culture, CGLU a permis à environ 300 villes de différentes régions du monde de s'engager à faire de la culture une dimension clé des politiques locales : les parties signataires adoptent donc ce plan comme « document de référence pour [leurs] politiques publiques culturelles et comme contribution au développement culturel de l'Humanité » (CGLU, 2004). En outre, CGLU publie des rapports et déclarations sur le lien entre culture et développement durable et permet l'échange de bonnes pratiques sur ce sujet entre différentes villes autour de la planète. À l'image des efforts de l'UNESCO, la Commission Culture de CGLU se donne comme mission de promouvoir la culture comme le quatrième pilier du développement durable, et cela à travers la mise en œuvre locale de l'Agenda 21 de la culture (CGLU, 2010). Le travail de ces deux organisations internationales est ici-bas exposé en deux temps : la première section se penche sur le cadre général des idées proposées par l'UNESCO et CGLU tandis que la deuxième traite de la CDEC, instrument normatif international phare du lien entre culture et développement durable.

³⁶ Voir, par ex., UNESCO (2017, 2014b, 2013a, 2012).

1.2.3.1 Une approche à deux volets

La définition de culture la plus acceptée au niveau international est celle qui fut adoptée en 1982 lors de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles tenue par l'UNESCO à Mexico. Reprise de manière littérale par la Déclaration universelle sur la diversité culturelle de 2001, cette définition stipule que

la culture doit être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social et qu'elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. (UNESCO, 2001, Préambule)

S'inspirant de cette interprétation du concept de culture, qui intègre autant une définition 'étroite' (le secteur culturel) qu'une définition plus large et sociale (valeurs, modes de vies, croyances, etc.), les idées élaborées au sein de l'UNESCO et de CGLU en matière de culture et de développement durable sont caractérisées par deux volets. D'abord, ces organisations proposent de promouvoir et renforcer le secteur culturel et d'élaborer des formes novatrices de penser la politique culturelle afin de permettre aux expressions culturelles et au patrimoine des sociétés de mieux s'adapter aux nouveaux défis imposés par le contexte actuel³⁷. Le secteur culturel étant considéré comme un bien en lui-même, ce volet serait imprégné d'une perspective *intrinsèque* vis-à-vis de la valeur de la culture. Ensuite, à cause des bénéfices qu'engendre le secteur culturel aux niveaux économique, social et environnemental, l'UNESCO et CGLU prônent une intégration de ce secteur dans tous les domaines des politiques publiques incluant l'économie, l'éducation, la santé, le développement urbain et rural, entre autres. Ce volet serait donc marqué par une perspective

³⁷ Contexte caractérisé non seulement par les enjeux du développement durable mais également par l'usage croissant des technologies numériques dans la production, dissémination et consommation des biens et services culturels (voir, par ex., Rioux et al., 2015).

transversale axée sur les externalités engendrées par le secteur culturel. Grâce à leur caractère complémentaire, les volets intrinsèque et transversal cherchent à appréhender les diverses manières par lesquelles la culture (comprise à la fois comme le secteur culturel et les valeurs, traditions et modes de vie qu'il véhicule) renforce, voire permet les processus durables de développement. Au niveau des politiques publiques, cette approche se traduit par un appel à solidifier la place des ministères ou agences gouvernementales chargées des politiques culturelles, d'une part, et à disséminer la mise en place de politiques culturelles vers l'ensemble des plans de développement, d'autre part (CGLU, 2015, 2010, 2004; Pascual, 2009; UNESCO, 2016, 2015, 2014a, 2013b, 2011, 2010a, 2010b; UNESCO et PNUD, 2013).

Ce cadre argumentaire général est en pratique traduit par une mise en valeur du rôle de la culture dans les différents domaines liés au développement durable, dont notamment :

- i) L'économie : la place centrale des industries culturelles et créatives pour soutenir la croissance économique dans les nouvelles dynamiques de l'économie créative³⁸ (Pascual, 2009; UNESCO et PNUD, 2013).
- ii) Le patrimoine et la diversité : la préservation et la promotion du patrimoine culturel local à travers les arts, les industries culturelles, l'artisanat, les festivités, les sites historiques, etc. (CGLU, 2015; UNESCO, 2010a).

³⁸ Selon le premier Rapport sur l'économie créative, les industries créatives englobent les activités culturelles traditionnelles (arts, industries culturelles, tourisme) et d'autres domaines liés à l'innovation, à la recherche et à la technologie (publicité, médias, logiciels, design, architecture, entre autres) (CNUCED et PNUD, 2008, p. 12-14). Le concept d'économie créative, pour sa part, fait généralement allusion à « une nouvelle manière de penser l'économie où la créativité, l'innovation et les technologies convergent vers des modèles multidisciplinaires de création de la valeur, de productivité et de croissance économique » (Verdugo, 2017, p. 4). La définition et la pertinence théorique de ces concepts sont cependant loin de faire l'unanimité dans les milieux scientifique et gouvernemental. Pour une exposition de divers modèles et perspectives critiques sur ces concepts voir par exemple Bouquillion (2014), UNESCO et PNUD (2013) et Verdugo (2017).

- iii) L'équité et l'inclusion sociale : le rôle des domaines culturels non seulement dans la recherche d'une équité économique mais également dans la construction des identités des sociétés et, de ce fait, dans le développement des valeurs de tolérance, d'appartenance, de résilience, etc. (CGLU, 2015; UNESCO et PNUD, 2013).
- iv) L'environnement naturel et urbain : l'interdépendance entre la diversité culturelle et la diversité biologique, entre l'identité culturelle et la planification urbaine et rurale ainsi qu'entre les industries culturelles et la promotion d'une croissance économique 'verte' (CGLU, 2015; Pascual, 2009; UNESCO, 2015, 2010a).
- v) L'éducation : l'importance de valoriser et d'intégrer les domaines et ressources culturels à tous les niveaux des programmes éducatifs ainsi que de renforcer les capacités des acteurs culturels (CGLU, 2015; UNESCO, 2013a, 2010a).
- vi) La gouvernance : le renforcement de la gouvernance des industries culturelles, surtout dans le nouveau contexte induit par les technologies numériques³⁹, afin de pouvoir créer et profiter de nouvelles opportunités de développement (CGLU, 2015; UNESCO, 2013d).

1.2.3.2 CDEC : un instrument normatif clé

Considérée comme un premier pas vers l'élaboration d'un instrument juridique international capable de clarifier la relation entre les concepts de culture et de développement durable, la Déclaration universelle sur la diversité culturelle, adoptée à l'unanimité en 2001 par les membres de l'UNESCO, établit que « Les seules forces du marché ne peuvent garantir la préservation et la promotion de la diversité culturelle, gage d'un développement humain durable » (UNESCO, 2001, Article 11). Cette première allusion concrète au lien unissant la culture et le développement

³⁹ Parmi les transformations liées aux technologies numériques et affectant les industries culturelles Rioux et al. (2015, p. 18-30) soulignent la dématérialisation, la désintermédiation, le décroïsonnement, la délinéarisation et la déterritorialisation.

durable dans un document de l'UNESCO ayant un statut juridique au niveau international est ensuite raffinée par le biais de deux documents. Dans un premier temps, la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 introduit la notion de développement durable dans les Dispositions générales, et spécifiquement, dans la définition du patrimoine culturel immatériel. Dans un deuxième temps, la CDEC réalise en 2005 une percée significative en incluant le lien entre la culture et le développement durable dans les obligations des Parties quant à la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. En effet, la CDEC est le premier instrument légal international contraignant les États parties à intégrer la culture dans le développement durable. Cette disposition, qui se retrouve dans l'Article 13, n'a généré aucune dispute ou discordance lors de son approbation et pourtant, elle contient un des engagements le plus contraignants de la Convention (Guèvremont, 2014, p. 266-267). Ayant pour titre « Intégration de la culture dans le développement durable », l'Article 13 de la CDEC demande aux Parties d'intégrer « la *culture* dans leurs politiques de développement, [...] en vue de créer des conditions propices au développement durable et [...] de favoriser les aspects liés à la protection et à la promotion de la diversité des expressions culturelles (UNESCO, 2005, p. 8. Nos italiques).

Il est largement reconnu que la CDEC a été conçue prioritairement dans le but de créer un instrument juridique international sur lequel les États signataires peuvent s'appuyer pour mettre en place des mécanismes visant à promouvoir et protéger les industries culturelles locales dans le cadre de négociations commerciales multilatérales, régionales et bilatérales (Aylett, 2010). Voilà pourquoi la notion d'expressions culturelles est généralement associée aux biens et services culturels tels que les livres, les films, la musique, etc. Malgré ce but 'premier' lié spécifiquement au commerce international de biens et de services culturels, la portée de la Convention va bien au-delà de la sphère purement commerciale (Richieri Hanania et Ruiz Fabri, 2014, p. 2-3). D'après Richieri Hanania (2013, p. 18), la CDEC a eu un

impact non seulement sur la reconnaissance de la spécificité des biens et services culturels dans le cadre de négociations commerciales mais aussi sur l'intégration de la culture dans les politiques de développement, les dispositions relatives au développement étant « moins problématiques et, de ce fait, plus facilement applicables ». Ainsi, en s'appuyant sur le langage utilisé dans l'Article 13, Throsby (2012, p. 365-367) explique que la CDEC fait de la culture autant une condition préalable au développement qu'une composante essentielle des processus de développement, dépassant amplement les contours du débat 'commerce-culture'.

Certes, la Convention n'offre pas de définition du concept de culture. Cependant, selon Guèvremont (2014, p. 267-268), la définition de culture utilisée dans le préambule de la Déclaration universelle sur la diversité culturelle⁴⁰ permet de déduire, d'un point de vue légal, que l'inclusion de la culture dans le développement durable, tel qu'indiqué par l'Article 13 de la CDEC, doit tenir compte d'une interprétation large du concept de culture incluant les valeurs, les modes de vies, les traditions, etc. Ceci créerait donc des liens légaux indéniables entre les concepts de culture et de développement durable, ouvrant le chemin à une intégration de la dimension culturelle en tant que dimension fondamentale ou transversale du développement durable.

1.3 Propos d'étape

Suite au tour d'horizon des travaux académiques et institutionnels exposé dans ce chapitre, nous proposons une analyse sur deux fronts visant à alimenter et à guider la réflexion qui sera développée dans les chapitres subséquents. L'analyse met ainsi en lumière le caractère fragmentaire des débats présentés et les défis conceptuels posés

⁴⁰ Déjà citée dans la section précédente et étant la plus acceptée au niveau international.

par les différents usages du concept de culture, d'une part, et propose une grille de lecture permettant de construire une vue unifiée des débats et de dégager les perspectives théoriques pouvant aider à mieux articuler la culture en tant que pilier du développement durable, d'autre part.

1.3.1 Débats fragmentaires et défis conceptuels

L'exposition réalisée dans ce chapitre montre qu'il existe un clivage entre les corpus de littérature dédiés aux liens culture-développement économique et culture-développement durable : le premier corpus est caractérisé par un usage plus systématique du concept de culture (où il y a peu d'ambiguïté entre l'interprétation sociale et celle liée au secteur culturel) alors que le deuxième est marqué par une diversité d'usages du concept (secteur culturel, cultures autochtones, cultures minoritaires, culture des paysages et des territoires urbains et ruraux, planification culturelle, durabilité culturelle, culture de durabilité, etc.). Si cette diversité d'usages de la culture dans la littérature sur le développement durable est souhaitable, car elle met en lumière la variété des liens existants entre la culture et ce type de développement, elle est aussi dangereuse du point de vue théorique, puisqu'elle encourage une ambiguïté au niveau conceptuel et empêche un dialogue fluide et fructueux autant avec la littérature sur le développement économique qu'entre les différentes approches traitant du développement durable. Les débats touchant aux liens entre culture, développement économique et développement durable restent ainsi fragmentaires, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de corpus de littérature plus ou moins ordonné et unifié mais plusieurs débats évoluant généralement en silos.

L'interprétation peu systématique de la notion de culture dans la littérature axée sur le développement durable est d'autant plus délicate qu'elle peut teinter les idées d'un même auteur. C'est par exemple le cas du concept de capital culturel tel que défini et

utilisé par Throsby (2001, 2008a). Si le capital culturel intègre selon cet auteur autant des composantes matérielles (œuvres d'arts, produits culturels, buildings historiques, etc.) qu'immatérielles (valeurs, modes de vie, traditions, etc.), son analyse débouche presque systématiquement sur le rôle du secteur culturel (industries culturelles et créatives, patrimoine bâti, arts, tourisme, etc.) dans les trois piliers du développement durable, d'une part, et sur l'importance de promouvoir et de préserver le secteur culturel local car il est à la fois porteur et créateur de valeurs, modes de vie, traditions, etc., d'autre part. Un cas similaire se retrouve dans les idées avancées par Keith Nurse. D'après cet auteur (2006, p. 36) :

[...] when discussing sustainable development it is critical to move beyond talking about preservation of 'the arts', 'heritage' and 'cultural identities' to also include the broad civilizational notion embodied in culture as a 'whole way of life' because it informs the underlying belief systems, worldviews, epistemologies and cosmologies that shape international relations as well as human interaction with the environment.

[...] culture is not just a fourth pillar to be integrated into the well-settled notion of sustainable development. Alternatively, it is a basis for interrogating the meaning and practice of sustainable development at its epistemic core so that culture does not become just a palliative.

Malgré cette vision axée sur une interprétation sociale de la culture, l'analyse ultérieure de Nurse (2006, p. 40-44) sur le lien entre culture et développement durable octroie un rôle central au secteur culturel en tant que réservoir créatif de l'identité culturelle des sociétés et secteur économique clé (notamment dans la nouvelle économie axée sur le numérique et la propriété intellectuelle). Cette ambiguïté sur le plan conceptuel se retrouve par ailleurs au niveau des politiques publiques, tel qu'illustré par les Plans intégrés de durabilité communautaire développés au Canada, où les lignes directrices d'une majorité de plans demeurent vagues à propos de la relation conceptuelle entre culture et durabilité ou n'abordent même pas cette question (Duxbury et Jeannotte, 2012, p. 9).

Les problèmes au niveau théorique liés à la diversité des usages du concept de culture dans la littérature sur le développement durable peuvent également limiter le pouvoir de persuasion des idées de l'UNESCO et de CGLU, comme l'indique la place assez restreinte occupée par la culture dans le texte des ODD. Selon Vlassis (2015a), la mobilisation internationale visant à placer la culture au cœur des ODD, propulsée principalement par les efforts de l'UNESCO, manquait d'appui politique des gouvernements les plus influents. Spécifiquement, ce manque d'appui politique était associé à des arguments tels que : « the irrelevance of state intervention in the cultural sector, the broad and abstract character of culture, [and] the risk of cultural relativism [...] » (Vlassis, 2015a, p. 1658). En tenant compte de ces arguments, force est d'admettre que dans l'état actuel du débat, l'inclusion de la culture dans les politiques de développement durable au niveau international dépend fortement non seulement de la *volonté* mais également de la *vision* politique, économique et sociale des partis politiques et dirigeants à la tête des gouvernements. En ce sens, afin de faire de la culture une dimension clé et 'durable' du développement durable, les arguments et idées soutenant cette mobilisation se doivent d'être aussi puissants que cohérents, au risque de ne pas survivre aux longs processus toujours contestés d'émergence de normes internationales⁴¹. Une lecture attentive des Directives opérationnelles de l'Article 13 de la CDEC ainsi que du document 'Culture 21 : Actions'⁴² démontre que les travaux de l'UNESCO et de CGLU sont encore marqués par une forte ambiguïté, à nos yeux préjudiciable, quant à l'usage du concept de culture en tant que pilier fondamental du développement durable.

Les Directives opérationnelles de l'Article 13 de la CDEC ont pour objectif de proposer des mesures concrètes afin de décliner le texte de cet article sur le plan

⁴¹ Selon Simon Rushton, « the emergence of international norms is by its very nature a contested process and one that is a long-term endeavour » (cité dans Vlassis, 2015a, p. 1658).

⁴² Deux outils centraux dans la mise en pratique des engagements les plus importants et contraignants réalisés par les États, les villes et les gouvernements locaux en matière de culture et développement durable.

pratique. De manière générale, les Considérations générales et les Orientations de ces directives corroborent le lien entre culture, d'un point de vue plutôt large ou social, et le développement durable, tel qu'indiqué par l'Article 13 lui-même. Cependant, lorsque le document s'attaque aux mesures concrètes (pierre angulaire de l'opérationnalisation de l'Article 13), le concept de culture est systématiquement utilisé comme synonyme du secteur culturel. Ces directives (UNESCO, 2009, p. 2-3) invitent donc les Parties à :

- 8.1 assurer les conditions nécessaires à l'épanouissement des capacités créatrices en prenant en compte les besoins de tous les *artistes, professionnels et praticiens du secteur culturel* concernés [...];
- 8.2 favoriser le développement *d'industries culturelles* viables [...];
- 8.3 encourager l'investissement à long terme dans les infrastructures, les institutions et l'établissement des cadres juridiques nécessaires à la viabilité des *industries culturelles*;
- 8.4 sensibiliser l'ensemble des autorités publiques et leurs partenaires, les acteurs locaux, et les différentes composantes de la société aux enjeux du développement durable et à l'importance de prendre en compte sa dimension culturelle;
- 8.5 renforcer durablement les capacités techniques, budgétaires et humaines des *organisations culturelles* au niveau local [...];
- 8.6 faciliter un accès soutenu, équitable et universel à la création et à la production de *biens, d'activités et de services culturels* [...];
- 8.7 consulter et associer les autorités publiques responsables des questions relatives à la diversité des expressions culturelles, ainsi que la société civile et les représentants du *secteur culturel* impliqués dans la création, la production, la distribution et la diffusion *d'activités, biens et services culturels*;
- 8.8 inviter la société civile à participer à l'identification, à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et mesures de développement relatives au *secteur culturel*. (Nos italiques)

À une exception près (point 8.4), l'ensemble des mesures proposées décline l'Article 13 en fonction du secteur culturel, laissant donc de côté la définition de culture de la

Déclaration universelle sur la diversité culturelle, qui inclut également une interprétation sociale du concept. Interprétée seulement en tant que secteur culturel, il est donc moins clair que l'Article 13 fasse de la culture une dimension fondamentale ou transversale du développement durable⁴³. Cette ambiguïté se retrouve également dans le document 'Culture 21 : Actions', adopté en mars 2015 par CGLU pour faciliter la mise en œuvre de l'Agenda 21 de la culture et pour « Contribuer à la définition de l'Agenda du Développement durable post-2015 » (CGLU, 2015, Préambule). Ce document définit d'abord la culture dans un sens social de manière explicite⁴⁴. Toutefois, lorsqu'il est question d'exposer des mesures concrètes, le concept de culture est aussi décliné selon une interprétation liée presque exclusivement au secteur culturel, et cela dans les neuf domaines d'action proposés⁴⁵. Force est d'admettre que cette ambiguïté conceptuelle, qui est d'ailleurs la même que l'on retrouve dans la définition et l'opérationnalisation du concept de capital culturel des experts tels que Throsby (2001, 2008), empêche de rendre compte de l'ensemble des liens entre la culture, dans son sens social, et la recherche de pratiques et processus de développement plus durables. Mais quelles perspectives théoriques pourraient contribuer à surmonter cette ambiguïté conceptuelle et à mieux mobiliser la culture en tant que pilier du développement durable ? Cette question nous amène à la deuxième partie de notre analyse.

⁴³ Les projets identifiés par Guèvremont (2014) et issus de l'Agenda 21 de la culture du Québec, considérée comme un modèle d'application de l'Article 13 de la CDEC au niveau local, sont justement tous liés d'une manière ou d'une autre au secteur culturel.

⁴⁴ La culture est en effet définie comme « les valeurs, les croyances, les langues, les connaissances, les arts et les savoirs par lesquels une personne, individuellement ou collectivement, exprime toute son humanité comme le sens qu'elle confère à son existence et à son développement » (CGLU, 2015, p. 11).

⁴⁵ À savoir, i) les droits culturels; ii) le patrimoine, la diversité et la créativité; iii) la culture et l'éducation; iv) la culture et l'environnement; v) la culture et l'économie; vi) la culture, l'équité et l'inclusion sociale; vii) la culture, la planification urbaine et l'espace public; viii) la culture, l'information et le savoir; et ix) la gouvernance culturelle (CGLU, 2015, p. 15-35).

1.3.2 Vers une vue unifiée – grille de lecture des débats

Afin de contribuer à la recherche de perspectives théoriques qui puissent mobiliser la culture en tant que pilier du développement durable, nous proposons une grille de lecture permettant de visualiser de manière unifiée les débats sur la culture, le développement économique et le développement durable. Basée sur les diverses catégories des travaux présentés, la grille proposée met non seulement en lumière les différences et les points de convergence entre ces travaux mais elle permet également de dégager les éléments manquants aux arguments et travaux réalisés au sein de l'UNESCO et de CGLU.

La grille illustrée à la figure 1.1 place les différentes catégories présentées dans ce chapitre dans une matrice à quatre quadrants formée par deux axes, chacun des axes représentant deux continuums de possibilités : l'horizontal allant d'une définition centrée sur le secteur culturel à une définition sociale de la culture et le vertical allant d'un lien d'universalité à un lien de multiplicité entre culture et développement. Chacune des catégories n'occupe pas un endroit spécifique dans la grille mais plutôt une zone, cela dans le but de rendre compte de la diversité de points de vue au sein d'une même catégorie. Trois niveaux d'analyse peuvent être dégagés. D'abord, les onze catégories exposées⁴⁶ forment six zones distinctes : i) industries/diversité culturelles; ii) patrimoine et cultures/territoires multiples; iii) planification culturelle; iv) modernités multiples, transformation culturelle et cadre d'analyse élargi; v) approches quantitatives et capital social; et vii) valeurs modernes universelles (Fig. 1.1).

⁴⁶ Cinq sur le lien culture-développement économique et six sur le lien culture-développement durable

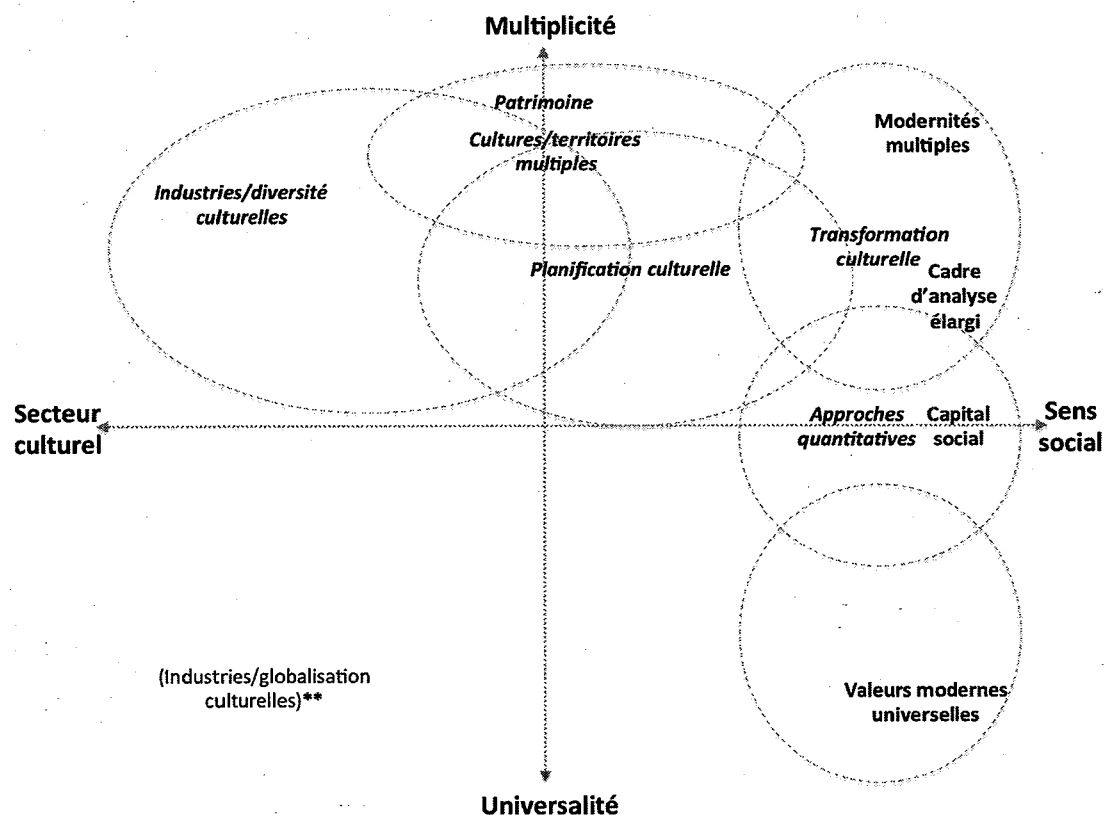


Figure 1.1 Grille de lecture à deux axes des travaux sur la culture, le développement économique et le développement durable.

Légende. Modernités multiples (catégorie 1.1.2.1); Cadre d'analyse élargi (catégorie 1.1.2.2); Capital social (catégorie 1.1.2.3); Approches quantitatives (catégories 1.1.2.4 et 1.2.2.6); Valeurs modernes universelles (catégorie 1.1.2.5); Industries/diversité culturelles (catégorie 1.2.2.1); Patrimoine (catégorie 1.2.2.2); Cultures/territoires multiples (catégorie 1.2.2.3); Planification culturelle (catégorie 1.2.2.4); Transformation culturelle (catégorie 1.2.2.5).

À l'exception de la catégorie Approches quantitatives, les caractères italiques et droits servent à différencier les littératures traitant du lien culture-développement durable (italiques) et culture-développement économique (droit).

** La catégorie Industrie/globalisation culturelles n'est pas abordée dans ce travail. Cependant, elle n'est ajoutée dans cette matrice qu'à titre d'exemple pour illustrer l'endroit où se placerait un auteur qui traite du secteur culturel tout en avançant que la globalisation amènerait forcément une standardisation de la production culturelle au niveau mondial.

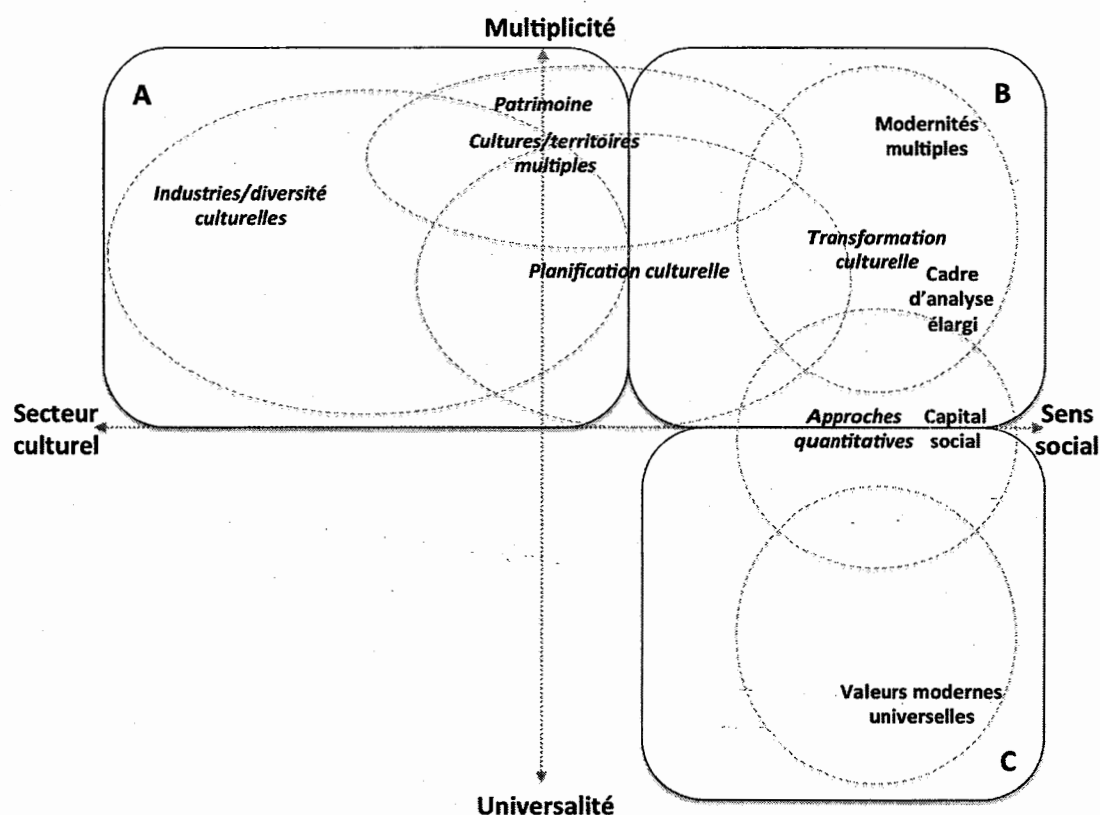


Figure 1.2 Les trois quadrants des travaux sur la culture, le développement économique et le développement durable.

Légende. Quadrant A : Industries/diversité culturelles, patrimoine, Culture/territoires multiples, Planification culturelle. Quadrant B : Modernités multiples, Transformation culturelle, Cadre d'analyse élargi, Planification Culturelle, Approches quantitatives, Capital social. Quadrant C : Valeurs modernes universelles, Approches quantitatives, Capital social.

Ensuite, ces six zones forment à leur tour trois régions selon le quadrant où elles sont placées (Fig. 1.2) : A) le quadrant 'secteur culturel/multiplicité' (où l'on met l'accent sur les arts, les industries culturelles, le patrimoine matériel et son rôle dans la sauvegarde et la production du patrimoine immatériel, les minorité ethniques, la diversité des territoires et paysages urbains et ruraux, et la planification culturelle en tant que gouvernance du secteur culturel); B) le quadrant 'sens social/multiplicité' (où l'on met l'accent sur les différentes possibilités de développement selon les

différentes cultures, la transformation culturelle nécessaire pour atteindre un processus durable de développement, le besoin d'intégrer les facteurs culturels dans le cadre d'analyse du développement, l'importance des valeurs dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques, et les différents impacts que les valeurs et le capital social peuvent avoir sur la croissance économique et la durabilité environnementale selon le contexte dans lequel elles se trouvent); et C) le quadrant 'sens social/universalité' (où l'on met l'accent sur le rôle univoque de certaines valeurs et attitudes 'modernes', y compris le capital social, dans les processus de modernisation et de développement).

Finalement, l'ensemble des travaux se penchant sur la culture et le développement durable perçoit les liens entre culture et développement comme étant multiples, n'occupant donc que la partie supérieure de la grille. L'approche à deux volets (intrinsèque et transversal) de l'UNESCO et de CGLU s'insère dans le quadrant A de la grille, faisant donc peu de cas du quadrant B (Fig. 1.3). Les travaux de ces deux organisations n'arrivent donc pas encore à intégrer véritablement ni l'idée du quatrième pilier de Hawkes (2001, 2013), auteur qui souligne l'importance des valeurs dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques publiques, ni l'idée de mobiliser la culture comme élément essentiel dans la recherche d'une 'culture de durabilité', tel qu'indiqué par les approches appelant à une transformation culturelle pour atteindre des pratiques de développement plus durables. Autrement dit, il manque à l'idée du quatrième pilier (ou du pilier transversal) telle que promue par l'UNESCO et CGLU une pierre angulaire de l'argumentaire : les idées regroupées dans le quadrant B de la grille ('sens social/multiplicité'). Le deuxième chapitre se penchera ainsi sur une interprétation sociale de la culture permettant de mettre en lumière le caractère multiple du lien entre culture et développement. Axée sur la pensée de Weber, la perspective théorique qui sera présentée vise à articuler la culture comme un pilier fondamental du développement durable, tel qu'il sera illustré dans le troisième chapitre à travers une analyse du programme de développement à

l'horizon 2030 des Nations Unies, c'est-à-dire, des ODD. Cette analyse débouchera en dernier lieu sur les liens entre la perspective théorique proposée et : i) la mobilisation internationale cherchant à faire de la culture une dimension fondamentale du développement durable, et ii) l'élaboration de modèles de développement découlant des ODD et cherchant à mettre en place des processus durables de développement.

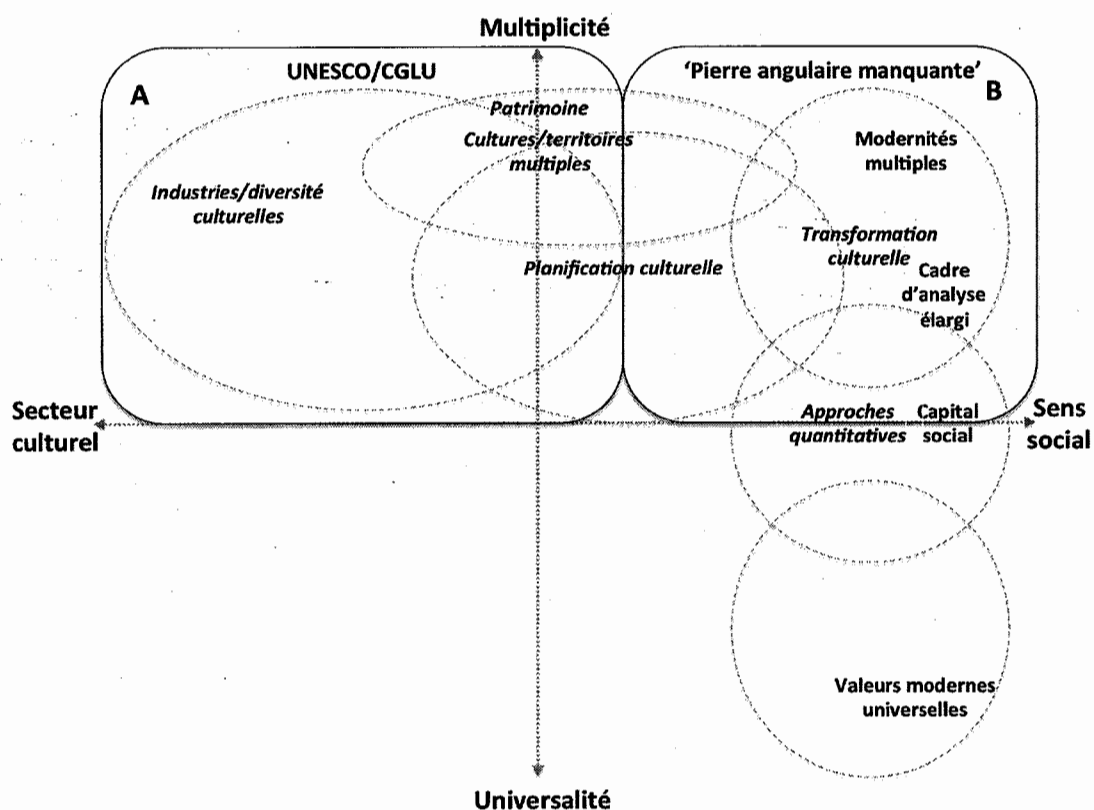


Figure 1.3 Les quadrants des travaux sur la culture et le développement durable

CHAPITRE II

UNE LECTURE WÉBÉRIENNE DES PHÉNOMÈNES CULTURELS

Ce chapitre présente une perspective théorique visant à articuler la culture, dans son sens social, comme un élément fondamental du développement durable. Les interprétations sociales de la culture sont généralement confrontées à divers défis méthodologiques lorsqu'utilisées dans l'étude scientifique de phénomènes sociaux, dont notamment les défis liés à l'objectivité de l'observateur, à l'équilibre entre culture et structure sociale, à la multiplicité de significations de la notion de culture ainsi qu'au caractère inclusif de cette notion (intégrant les valeurs, les croyances, les coutumes, les normes et les idées, entre autres). Nous adoptons une perspective théorique axée sur la pensée de Max Weber car elle s'attaque à ces défis en i) mobilisant les outils conceptuels utilisés comme des facteurs actifs dans l'analyse du phénomène étudié, et en ii) conceptualisant la culture comme outil heuristique qui, traduit particulièrement en terme de valeurs, sert d'instrument explicatif dans l'analyse des phénomènes sociaux. La perspective proposée intègre spécifiquement deux outils conceptuels clé qui serviront à l'analyse des ODD réalisée dans le troisième chapitre. Premièrement, le concept d'idéaltype permet d'étudier et de dégager les éléments normatifs du développement durable afin d'investiguer le caractère culturel de ce type de développement. Deuxièmement, la notion de rationalité axiologique souligne le rôle des valeurs dans le comportement des agents économiques. Le chapitre est divisé en trois sections : la première fait un bref rappel des origines des interprétations sociales de la culture ainsi que des défis méthodologiques auxquels font face ce type d'interprétations; la deuxième expose le cadre général de la pensée de Weber sur la culture et les phénomènes culturels, d'une

part, et présente plus spécifiquement le concept d'idéaltype ainsi que divers types de rationalité orientant l'action sociale, d'autre part; pour conclure, la troisième section fait le point sur les avantages méthodologiques de la perspective théorique présentée et les manières dont les outils conceptuels qu'elle intègre permettent d'appréhender le lien entre culture et développement durable.

2.1 Origines des interprétations sociales de la culture et défis méthodologiques

Les définitions sociales de la culture puisent leur origine dans les travaux des premiers anthropologues (deuxième des cinq interprétations de la culture présentées au début du premier chapitre), où le concept de culture est étroitement lié à celui de civilisation. En effet, c'est à Edward B. Tylor que l'on attribue la première définition de culture au sens anthropologique. D'après lui, « [culture is] that complex whole which includes knowledge, belief, art, morals, law, custom, and any other capabilities and habits acquired by man as a member of society » (cité dans Smelser 1992, p. 4). Par le biais de concepts tels que la dégénération et le progrès, les idées de ces premiers anthropologues sont imprégnées d'une vision fondamentaliste quant à la nature de l'être humain : ils conçoivent de manière unifiée l'ensemble de l'histoire de l'être humain, la culture suivant donc une 'route' commune dans la grande tradition humaine (Jenks [1993]2005, p. 11-34)⁴⁷.

L'importance octroyée au caractère particulier des contextes historiques, suite à l'avènement des paradigmes historicistes et relativistes en sciences sociales, permet d'établir ultérieurement une frontière claire entre les définitions sociales de la culture

⁴⁷ Si la science anthropologique a ultérieurement laissé de côté cette vision au profit du relativisme, de telles perspectives 'universalisantes' réapparaissent dans les années 1950, notamment sous les auspices du structuralisme de Claude Lévi-Strauss (Jenks [1993]2005, p. 34).

et celles des premiers anthropologues. Ainsi, Franz Boas, aux États-Unis, et Bronislaw Malinowski et Alfred R. Radcliffe-Brown, en Angleterre, renforcent la vision anthropologique qui associe la culture aux 'modes de vie' tout en mettant l'emphasis sur l'existence d'une pluralité de cultures. Cette période d'engagement de l'anthropologie à l'historicisme et au relativisme voit l'émergence de deux théories concurrentes de la culture.

Premièrement, l'anthropologie culturelle, propulsée entre autres par Alfred Koeber (protégé de Boas), met de l'avant la théorie des schémas culturels (*pattern theory of culture*). Selon Koeber, les systèmes culturels peuvent être conçus autant comme des produits de l'action des individus que comme des éléments conditionnant les actions futures. Le rôle de l'individu est cependant ici limité à celui d'un instrument de la culture ou, autrement dit, d'un véhicule des schémas culturels. Deuxièmement, sous l'influence de Radcliffe-Brown (lui-même redevable entre autres des idées de Durkheim), l'anthropologie sociale défend une théorie de la culture basée sur les structures sociales. Axée sur le fonctionnalisme, courant de pensée dominant en sociologie et en anthropologie jusqu'aux années 1960, la théorie des structures sociales refuse de concevoir la culture comme un domaine indépendant, celle-ci étant considérée uniquement comme une caractéristique du système social. D'après cette perspective, la vie sociale est comparable à la vie organique, où les différentes composantes de la structure sont reliées par des fonctions spécifiques (Jenks [1993]2005, p. 34-40).

Autant l'anthropologie sociale que l'anthropologie culturelle utilisent des perspectives épistémologiques positivistes. Selon les théories de la culture axées sur la tradition du positivisme sociologique, dont notamment celles de figures clés telles qu'Auguste Comte et Durkheim, la culture en tant qu'objet possède des caractéristiques précises qui peuvent être observées et décrites (dont par exemple son degré d'intégration, d'unicité, de cohérence, etc.). Ce type de perspective a cependant

fait l'objet de diverses critiques, notamment à propos de l'objectivité de l'observateur. Dans les mots de Smelser (1992, p. 17. Italiques dans l'original),

[This view] ignores the fact that cultural unity or disunity is in large part a function of *the vocabulary and the theoretical presuppositions of the investigator* [...] The conceptual framework of the investigator is thus a crucial "variable" in determining the degree and kind of coherence presented, and, as a result, these will vary with the framework employed.

Kroeber et Kluckhohn tentent de résoudre le problème de l'objectivité de l'observateur en introduisant le concept de 'culture implicite'. Opposée à la culture explicite, comprise comme les traits des membres d'une culture pouvant être extraits de manière plus ou moins directe par le chercheur, la culture implicite fait référence aux schémas culturels introduits par le chercheur afin d'expliquer un large éventail de contenus culturels ne pouvant pas être appréhendés par l'observation. Cette distinction entre culture explicite et implicite reste cependant pour certains décevante, car elle néglige aussi le rôle actif du chercheur dans l'adhésion à des cadres culturels explicites (Smelser, 1992, p. 16-20).

Les différentes théories de la culture portent également un regard divergent sur le rôle de celle-ci dans le maintien ou la transformation de l'ordre social⁴⁸. Autrement dit, cette dichotomie sépare les différentes théories selon le degré dont la structure sociale détermine la culture ou vice-versa. D'après Eisenstadt (1992, p. 64), Marx, Durkheim et Talcott Parsons regardent la culture (et particulièrement la religion et l'idéologie) comme un élément facilitant plutôt le maintien de l'ordre social, tandis que Max Weber octroie à la religion (ainsi qu'à d'autres éléments constitutifs de la culture) une dimension d'innovation et de transformation. Cet auteur affirme cependant que le rôle

⁴⁸ Le rôle de la culture dans le maintien et la transformation de l'ordre social est souvent traité à l'aide des concepts de reproduction et de tradition, qui peuvent être définis comme le processus continu de sélection et ré-sélection des éléments significatifs récoltés et récupérés du passé et qui représentent une continuité non pas nécessaire mais désirée (Williams [1981]1995, p. 187).

de la culture en tant que facilitateur du maintien et de la transformation de l'ordre social ne sont que deux aspects complémentaires de la construction de l'ordre social. Eisenstadt (1992, p. 84) déclare :

[Social changes] are not accidental or external to the realm of culture. They are given in the basic fact of the inherent interweaving of culture and of social structure as two constitutive elements of the construction of social order. It is because the symbolic components are inherent in the construction and maintenance of social order that they also bear the seeds of social transformation.

Outre les problèmes liés à l'objectivité de l'observateur et aux relations entre structure sociale et culture, les théories sur la culture ont été confrontées à au moins trois défis méthodologiques tout au long de l'évolution du concept dans les sciences sociales. D'abord, la multiplicité de significations de la culture⁴⁹ met au défi le chercheur qui l'utilise comme une variable de recherche (qu'elle soit dépendante ou indépendante) : « Vagueness and multiple meanings means that a concept is, in fact, many variables, not all of which are explicit » (Smelser, 1992, p. 21). À l'image de cette idée de Smelser, Williams ([1981]1995, p. 206-207) affirme que la force de la culture au niveau conceptuel, qui émane notamment de sa capacité à mettre en relation un large éventail de significations, devient souvent une faiblesse lorsque l'on prétend opérationnaliser le concept au niveau pratique. Ensuite, le caractère inclusif de la culture (englobant les valeurs, les idées, les croyances, les coutumes, les usages, les institutions, etc.) génère des difficultés pour articuler ce concept en tant que variable explicative (Smelser, 1992, p. 21). Cette difficulté est exprimée très simplement, peut-être trop, par Huntington (2000, p. xv) en parlant du lien entre culture et développement : « If culture includes everything, it explains nothing ». Finalement, le concept de culture pose un troisième problème lié à l'utilisation

⁴⁹ En 1963, Kroeber et Kluckhonn ont recensé plus d'une centaine de significations distinctes de la culture, le nombre de définitions existantes aujourd'hui étant inconnu mais sans doute supérieur à celui d'il y a cinq décennies.

d'indicateurs empiriques. Tel qu'indiqué par Smelser (1992, p. 21-22), « If the concept of culture itself is so vague and inclusive, then including an empirical indicator within its scope of definition and meaning cannot be justified ».

En tenant compte de l'ensemble des problèmes méthodologiques ci-haut exposés, Smelser (1992) propose quatre recommandations afin d'intégrer de manière cohérente la culture aux recherches scientifiques. Premièrement, le chercheur et l'instrument conceptuel utilisé pour appréhender la culture doivent être considérés comme des facteurs actifs dans l'analyse des caractéristiques et des éléments culturels. Deuxièmement, la description de traits culturels doit être évaluée selon son utilité en tant qu'instrument explicatif et non pas en tant qu'évaluation empirique. De ce fait, la conceptualisation de la culture doit être utilisée comme un outil heuristique dans la recherche. Son caractère explicatif est semblable à celui de l'outil heuristique de 'rationalité' ou de 'choix rationnel' utilisé notamment en économie. Smelser (1993, p. 23-24) avance ainsi l'idée suivante :

The idea of rational choice in economic and other analysis, is, indeed, an idea of culture, however thin that idea may be. Methodologically, moreover, the status of rational-choice constructs is that of an intervening explanatory variable. Its intervention is "between" certain changes in actors' environments (for example, price changes in products) and patterns of behavior that result from those changes. Changing the parameters of rational-choice constructs, that is, positing different preferences and rationalities, results in different ranges of prediction about the resultant behavior. More generally, other conceptions of culture — based on cultural constructs other than rational-choice models — can profitably serve as intervening devices in explanations of behavior and institutional structure.

Troisièmement, l'idée d'utiliser la culture comme outil heuristique ne veut pas dire pour autant que sa conceptualisation doive être forcément arbitraire ou déconnectée de l'observation empirique. En effet, le concept de culture peut être assimilé à une

hypothèse, c'est-à-dire, une supposition qui peut être évaluée ou corroborée par rapport à sa véracité, pour le moins partiellement, à l'aide de sa correspondance avec des règles ou des vérifications empiriques. Quatrièmement, le concept de culture doit idéalement être traité à l'aide de composantes spécifiques (valeurs, croyances, idéologies, préférences), chacune de ces composantes pouvant donc être articulée comme une variable distincte de recherche (Smelser, 1993, p. 23-24). C'est notamment en tenant compte des défis méthodologiques ici exposés et des recommandations proposées par Smelser (1993) que nous nous penchons sur une interprétation de la culture basée sur la pensée de Max Weber.

2.2 Héritage de Weber sur la culture

Cette section expose les idées de Weber sur la culture et sur l'étude des phénomènes culturels. Le but est de dresser un portrait de ses positions théoriques sur la culture et de sa démarche méthodologique, laquelle cherche notamment à dégager et à comprendre les significations qui motivent les actions des individus. Ces significations étant définies par Weber en tant qu'idées de valeur, cette section présente également le concept d'idéaltype, outil méthodologique proposé par l'auteur pour étudier les phénomènes culturels et dégager les idées de valeurs qui y sont attachées. Finalement, la section se penche sur les différents types de rationalité définis par Weber afin de souligner l'existence d'une diversité de rationalités, et non pas d'une pure rationalité instrumentale, pouvant orienter l'action des individus.

2.2.1 Lecture wébérienne des phénomènes culturels

Si l'un des sujets les plus importants se dégageant de l'œuvre de Weber est celui du rôle de la culture dans la réalité sociale, l'auteur n'a jamais rédigé un document dédié spécifiquement à ce sujet. En effet, il n'existe pas d'ouvrage ou de publication dans lequel Weber regroupe et systématise l'ensemble de ses positions théoriques et méthodologiques en lien avec la culture. De ce fait, son héritage intellectuel donne lieu à une coexistence d'interprétations assez divergentes, et cela dans diverses disciplines des sciences sociales (Schroeder, 1992, p. 1-2). Si certains auteurs critiquent les idées de Weber autant sur leur pertinence actuelle que sur leur validité auprès de la réalité empirique, d'autres y voient des perspectives toujours capables d'alimenter la recherche et l'avancement des connaissances dans les sciences sociales (Boettke et Storr, 2002; Boudon, 2004; Buhrns, 1996; Oakley, 1997; Schroeder, 1992; Swedberg, 1998). Cet enthousiasme actuel à l'endroit de Weber est dû notamment aux dictats méthodologiques découlant de sa démarche scientifique. Comme le signale Bertrand Grumbach dans la préface d'une publication récente du livre *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*,

[...] la valeur et la postérité de son travail résident moins dans ses conclusions, dont il indiquait lui-même le caractère provisoire, que dans le type de démarche qu'il y met en œuvre [...] Figure de référence dans la réflexion sur l'ambition, la méthode et les limites des sciences humaines, Weber demeure un penseur actuel ». (Weber [1904-05]2009, p. 13-14)

Influencée par les idées de Wilhelm Dilthey à propos de la méthode dans les sciences humaines (aussi appelées les sciences de la culture), la démarche méthodologique de Weber est axée sur le concept de 'compréhension' ou de 'compréhension interprétative' (*verstehen*). Ainsi, l'auteur définit la sociologie compréhensive (*verstehende Soziologie*) comme : « a science which attempts the interpretive

understanding of social action in order thereby to arrive to a causal explanation of its course and effects » (cité dans Oakley, 1997, p. 2). Ce type de compréhension interprétative de l'action sociale est notamment centré sur l'individu. Interprétant la 'signification' comme un facteur déterminant de l'action sociale, l'individualisme méthodologique de Weber cherche à comprendre les significations que les individus attachent à leurs actions⁵⁰, ceux-ci étant immergés dans un processus constant de production et reproduction de significations sociales. D'une part, ce processus affecte les actions des individus, et d'autre part, il se construit à travers leurs actions. L'individu ou l'acteur social aurait donc non seulement un rôle passif de réception du réseau de significations sociales dans lequel il agit mais aussi un rôle actif de producteur ou créateur de ces significations (Boettke et Storr, 2002, p. 170-173; Boudon, 2004, p. 302; Oakley, 1997, p. 1-3; Williams, [1981]1995, p. 15).

Weber définit ainsi le concept de culture : « La 'culture' est, du point de vue de *l'homme*, un segment fini investi par la pensée d'une signification et d'une importance au sein du devenir mondial infini et étranger à toute signification » (Weber, [1904]2006, p. 133. Italiques dans l'original). Si cette définition, extrêmement large, nécessite évidemment plus de précisions pour pouvoir être opérationnalisée, elle possède toutefois le mérite de s'adapter aux présupposés méthodologiques de l'auteur

⁵⁰ D'après Boudon (2004, p. 281), à la différence des postulats utilisés par la théorie du choix rationnel, la démarche de Weber ne s'est définie que par les trois premiers postulats de l'individualisme méthodologique :

Le premier [postulat] pose que tout phénomène social résulte de la combinaison d'actions, de croyances ou d'attitudes individuelles (P1 : *postulat de l'individualisme*). Il s'ensuit qu'un moment essentiel de toute analyse sociologique consiste à « comprendre » le pourquoi des actions, des croyances ou des attitudes individuelles responsables du phénomène qu'on cherche à expliquer. Selon le deuxième postulat, « comprendre » les actions, croyances et attitudes de l'acteur individuel, c'est en reconstruire le sens qu'elles ont pour lui, ce qui – en principe du moins – est toujours possible (P2 : *postulat de la compréhension*). Quant au troisième postulat, il pose que l'acteur adhère à une croyance ou entreprend une action *parce qu'elle fait sens* pour lui, en d'autres termes, que la cause principale des actions, croyances, etc., du sujet réside dans le sens qu'il leur donne, plus précisément dans les raisons qu'il a de les adopter (P3 : *postulat de la rationalité*). (Italiques dans l'original)

quant à la relation entre culture et réalité sociale. Selon Weber, les phénomènes culturels représentent toujours des constructions conceptuelles attachées à des *idées de valeur*. C'est donc en associant la réalité empirique à des idées de valeur que l'on perçoit et construit cette réalité en tant que culture (la culture étant elle-même un concept de valeur). Dans les mots de l'auteur :

La signification de la structure d'un phénomène culturel et le fondement de cette signification ne se laissent tirer d'aucun système de lois, si parfait soit-il, pas plus qu'ils n'y trouvent leur justification ou leur intelligibilité, car ils présupposent le rapport des phénomènes culturels à des idées de valeur [...] La réalité empirique est culture à nos yeux parce que et tant que nous la rapportons à des idées de valeur, elle embrasse les éléments de la réalité et exclusivement cette sorte d'éléments qui acquièrent une signification pour nous par ce rapport aux valeurs. (Weber [1904]2006, p. 129. Italiques dans l'original)

Les phénomènes culturels peuvent être considérés comme significatifs sous une variété de points de vue, de même que leur signification culturelle peut être rapportée à des idées de valeur extrêmement diverses. Ainsi, par exemple, si le chercheur se penche sur l'analyse d'un phénomène économique, il doit tenir compte non seulement des phénomènes *économiquement importants* et des phénomènes *conditionnés par l'économie*, mais aussi des phénomènes faisant partie d'autres sphères de la vie sociale, dont notamment les sphères politique et sociale (Weber, [1904]2006, p. 142). Ceci se justifie par deux raisons principales. D'une part, la sphère des manifestations économiques est difficile à délimiter avec précision. D'autre part, les aspects économiques d'un phénomène culturel (dont par exemple le développement économique d'un groupement humain donné) ne sont pas uniquement conditionnés par des facteurs économiques : de la même manière dont l'économie conditionne l'ensemble des relations sociales, des institutions et des groupements humains, la totalité des phénomènes et des conditions à l'intérieur d'une société donnée agissent sur la « configuration des besoins matériels, sur la manière de les satisfaire, sur la

formation des groupes d'intérêts matériels et la nature de leurs moyens de puissance et par là sur la nature du cours du 'développement économique' » (Weber, [1904]2006, p. 120).

Si une perspective comprenant la vie sociale comme étant composée de diverses sphères interdépendantes se retrouve dans les idées véhiculées par différents courants de pensée, l'approche de Weber possède cependant une caractéristique particulière. D'après Boettke et Storr (2002) et Swedberg (1998), inspirés par le concept de 'embeddedness' développé par Mark Granovetter, les auteurs appartenant au courant appelé 'New Economic Sociology' comprennent les sphères économique et politique comme étant contenues dans la sphère sociale. Cette perspective peut être représentée à travers une image composée de trois cercles emboîtés : le cercle représentant la société serait le plus grand, celui de la sphère politique serait un peu plus petit et, finalement, celui de la sphère économique serait le plus petit (voir Fig. 2.1). Cette hiérarchie des différentes sphères de la vie sociale se retrouve également dans d'autres courants de pensée. C'est le cas par exemple de la pensée marxiste et, peut-être dans une moindre mesure, du courant néo-institutionnaliste, où l'on conçoit plutôt la sphère sociale comme étant contenue dans la sphère économique. Contrairement à ces différentes perspectives, Weber ne définit pas une hiérarchie particulière des différentes sphères de la vie sociale. Selon cet auteur, ces sphères sont également interdépendantes et les manières dont elles interagissent peuvent changer selon la particularité du contexte historique. En ce sens, l'image la plus pertinente pour représenter la perspective de Weber ne serait pas celle de trois cercles qui s'emboîtent mais celle de trois cercles qui se chevauchent (voir Fig. 2.1). Ceci octroie à l'approche de Weber un caractère aussi complexe que souple, lui permettant de mieux s'adapter aux particularités du phénomène étudié (Boettke et Storr, 2002, p. 168-170; Swedberg, 1998, p. 550-551).

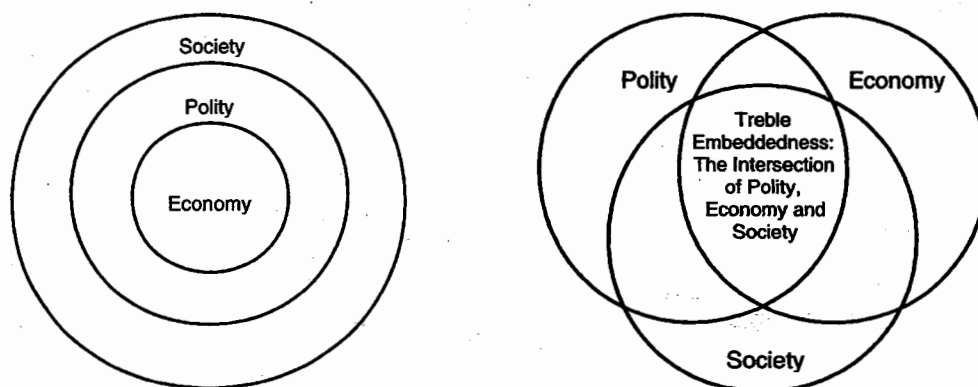


Figure 2.1 Les trois sphères de la vie sociale selon le concept de *embeddedness* de Granovetter (gauche); l'interdépendance des sphères de la vie sociale selon Weber (droite)

Source : Boettke et Storr, 2002, p. 169/177.

La conception de culture et du lien entre les différentes sphères de la vie sociale développée par Weber n'est cependant pas sans poser de défis méthodologiques importants pour le chercheur. D'après Weber, le chercheur du domaine des sciences sociales, contrairement à celui des sciences naturelles, se penche sur des problèmes qui ne seraient significatifs qu'en rapport aux idées de valeur qui y sont attachées. Ce constat sur la nature de la réalité culturelle est d'autant plus important pour la méthode des sciences sociales que l'œil du chercheur lui-même se rapporte au phénomène qu'il étudie à travers des constructions conceptuelles déterminées par des significations culturelles. Ainsi, si la démarche scientifique est affectée par des idées de valeurs toujours culturelles (émanant autant de l'observateur ou du chercheur que du sujet étudié), on serait tenté de cataloguer la position de Weber comme faisant partie du paradigme relativiste des sciences sociales. Ceci n'est cependant pas tout à fait le cas (Schroeder, 1992, p. 132-133; Oakley, 1997, p. 11-12). En effet, la perspective méthodologique de Weber tente de concilier la reconnaissance incontournable du caractère particulier et subjectif de la réalité culturelle avec la

possibilité, pour le chercheur, de développer une analyse objective de son sujet d'étude, laquelle pourrait toujours être l'objet d'une vérification par le biais de méthodes empiriques⁵¹. Cette perspective méthodologique s'appuie notamment sur un outil conceptuel clé développé par Weber : le concept d'idéaltype.

2.2.2 Concept d'idéaltype

L'idéaltype est une construction conceptuelle qui permet d'interpréter et d'analyser des phénomènes culturels. Ceci représente une projection, de la part de l'analyste, des valeurs et des motivations 'typiques' sous-jacentes aux actions des acteurs ou des phénomènes culturels étudiés. Selon Weber, « On obtient un idéaltype en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes donnés isolément, diffus et discrets, [...] qu'on ordonne selon les précédents points de vue choisis unilatéralement, pour former un tableau de pensée homogène » (Weber, [1904]2006, p. 141). L'idéaltype ne constitue pas la réalité historique ni la réalité 'authentique', il s'agit d'un tableau de pensée servant à mettre l'accent sur certains aspects significatifs du phénomène étudié. C'est justement à l'aide de cet outil conceptuel appelé idéaltype que Weber développe son analyse du lien entre l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Afin de démontrer que les principaux éléments de la mentalité capitaliste étaient déjà contenus dans l'éthique protestante, l'auteur définit et construit notamment les types 'idéaux' de l'esprit du capitalisme, d'une part, et de l'ascèse intramondaine du protestantisme, d'autre part. Voici un extrait du raisonnement de Weber ([1904-05]2009, p. 176-177) :

⁵¹ À propos du lien entre objectivité de la connaissance et analyse empirique, Weber ([1904]2006, p. 158) déclare :

L'« objectivité » de la connaissance dans la science sociale dépend au contraire du fait que la donnée empirique est constamment alignée sur des idées de valeur qui lui confèrent une valeur pour la connaissance et, bien que la signification de cette objectivité ne se comprenne qu'à partir de ces idées de valeur, il ne saurait être question d'en faire le piédestal d'une preuve empiriquement impossible de sa validité.

La valorisation religieuse du travail du métier temporel, exercé sans relâche et de façon permanente et systématique, et tenu par le moyen suprême de l'ascèse [...], fut nécessairement le ferment le plus puissant de l'expansion de la conception de la vie que nous avons désigné ici comme l'« esprit » du capitalisme. Si nous conjuguons à présent cette restriction de la consommation et cette libération des entraves qui pesaient sur l'aspiration au profit, le résultat coule de source : constitution d'un capital par la contrainte ascétique d'épargne.

L'idéaltype est donc l'outil que Weber utilise pour mettre en œuvre sa méthode basée sur une 'compréhension interprétative' (*verstehen*). Ainsi, d'après l'auteur, si le chercheur en sciences sociales veut utiliser des concepts univoques, il doit construire des types (idéaux) 'purs' de chacune des structures sociales étudiées. Ces constructions ne se présentent pas « davantage dans la réalité sous cette forme pure, absolument idéale, qu'une réaction physique que l'on considère sous l'hypothèse d'un espace absolument vide. Ce n'est que sur la base de ce pur type ('idéal') qu'une casuistique sociologique est possible » (Weber, [1922]1995a, p. 42-43). Autrement dit, la construction d'un idéaltype aide le chercheur à énoncer des hypothèses; il ne représente pas le *but* mais uniquement le *moyen* de la connaissance (Schroeder, 1992, p. 134-136; Weber, [1904]2006, p. 141-143; Weber, [1904-05]2009, p. 94; Weber, [1922]1995a, p. 42-44).

2.2.3 Différents types de rationalité

Si la méthode exposée ci-haut reste assez éloignée des courants de pensée dominants dans la science économique (lesquels utilisent notamment des méthodes positivistes), elle possède l'avantage de permettre au chercheur d'analyser des sujets que les cadres de pensée positivistes, tels que la théorie du choix rationnel, ne peuvent pas appréhender à cause de limites méthodologiques (Boudon, 2012). Autrement dit, l'emphasis mise sur le point de vue social des phénomènes économiques permet de

traiter des variables d'analyse (attachées entre autres aux valeurs, aux croyances et aux coutumes des agents économiques) que les méthodes ne tenant compte que d'une rationalité purement instrumentale, mise de l'avant notamment par le concept d'*Homo oeconomicus*, sont forcées de traiter comme étant des 'boîtes noires' (Boudon, 2004, p. 295-299; Oakley, p. 12). Ainsi, selon une perspective wébérienne, l'action sociale peut être déterminée : i) de façon *rationnelle en finalité* (*zweckrational*), par des expectations du comportement des objets du monde extérieur ou de celui d'autres hommes, en exploitant ces expectations comme « conditions » ou comme « moyens » pour parvenir rationnellement aux fins propres, mûrement réfléchies, que l'on veut atteindre; ii) de façon *rationnelle en valeur* (*wertrational*), par la croyance en la valeur intrinsèque inconditionnelle (d'ordre éthique, esthétique, religieux ou autre) d'un comportement déterminé qui vaut pour lui-même et indépendamment de son résultat; iii) de façon affectuelle (*affektuel*), et particulièrement *émotionnelle*, par des passions et des sentiments actuels; et iv) de façon *traditionnelle* (*traditional*), c'est-à-dire par coutume (Weber, [1922]1995a, p. 49. Nos italiques).

Cette perspective reconnaît donc l'existence d'au moins quatre types de rationalité pouvant déterminer l'action sociale. Les deux dernières formes de rationalités (à savoir les rationalités émotionnelle et traditionnelle) se trouvent toutefois d'après Weber aux limites de ce que l'on peut appeler une action orientée significativement et consciemment : elles impliquent un minimum de délibération, planification ou calcul rationnel de la part des agents. C'est pourquoi Weber n'octroie aux rationalités émotionnelle et traditionnelle qu'une pertinence minime pour l'analyse scientifique lorsqu'elles sont considérées de manière isolée. La rationalité en valeur, ou rationalité axiologique, se différencie de la rationalité émotionnelle car elle « élabore consciemment les points de direction ultimes de l'activité et s'oriente d'après ceux-ci d'une manière méthodiquement conséquente » (Weber, [1922]1995a, p. 50). La rationalité en finalité, pour sa part, est celle qui se rapproche le plus de la conception

orthodoxe de rationalité instrumentale. Lorsqu'un individu agit de manière rationnelle en finalité, il confronte « les moyens et la fin, la fin et les conséquences subsidiaires et enfin les diverses fins possibles entre elles » (Weber, [1922]1995a, p. 51).

La rationalité en finalité (ou instrumentale) est certainement la plus traitée dans la littérature économique. L'orientation de l'activité économique peut toutefois être déterminée selon Weber par plusieurs types de rationalités, les comportements des agents étant généralement affectés non pas par un mais par plusieurs types de rationalité. En effet, cette typologie de quatre sortes de rationalités ne constitue pas une classification complète des orientations possibles de l'activité sociale. Chacune des rationalités ne correspondrait donc qu'à un idéaltype construit pour servir les objectifs de la recherche sociologique. En ce sens, l'orientation de l'action des agents économiques peut être définie non seulement par un calcul 'neutre' entre moyens et fins (rationalité en finalité) mais également par son rapport aux valeurs (rationalité axiologique) et aux pratiques traditionnelles (rationalité traditionnelle). Cette perspective élargit par conséquence la portée de l'analyse économique traditionnelle en permettant d'aborder les liens entre la culture et les comportements des agents économiques, notamment à propos du rôle joué par les valeurs, les coutumes, les conventions et les normes, entre autres (Weber, [1922]1995a, p. 52; Weber, [1922]1995b, p. 18-41).

La définition de rationalité axiologique, telle qu'établie par Weber, demeure cependant controversée à l'égard de son rapport au 'champs' de la raison. Selon l'auteur, à l'image de la rationalité émotionnelle, le sens de l'activité orientée par la rationalité axiologique ne se situerait pas dans le résultat mais dans la nature même de l'activité. De ce fait, selon Weber ([1922]1995a, p. 51), la rationalité axiologique « reste toujours affectée d'une *irrationalité* et cela d'autant plus que l'on donne une signification plus absolue à la valeur d'après laquelle on oriente l'activité » (nos italiques). Cette allusion à l'irrationalité ouvre la porte à un débat philosophique sur

le rationalisme et la pertinence de concevoir la raison comme un système universel et univoque d'acquisition et d'organisation des connaissances. Si ce débat revêt une importance majeure pour le développement des sciences sociales, ce que nous retenons de la perspective de Weber est moins sa distinction entre 'rationnel' et 'irrationnel' que l'idée d'intégrer à l'analyse scientifique de l'action sociale les valeurs, les coutumes et les traditions, entre autres.

En effet, cette compréhension plus englobante de l'analyse de l'action sociale se retrouve dans les travaux de différents auteurs contemporains, qu'ils soient optimistes ou critiques envers la notion de rationalité. En s'inspirant de Max Weber, Boudon (2012, p. 60) développe une théorie de la rationalité, appelée théorie de la rationalité ordinaire, afin d'expliquer « efficacement l'adhésion de l'individu à une *croyance positive ou normative*, à une *valeur* ou à un *moyen* » (italiques dans l'original). Morin (2015, p. 129), d'un point de vue plus critique, propose une rationalité ouverte qui « reconnaît les limites de la raison, affronte les contradictions, et qui est ouverte sur ce qui est réputé irrationnel ou a-rationnel ». À défaut de pouvoir insister sur maints autres exemples, l'idée essentielle qui revient constamment est celle de s'intéresser à d'autres facteurs qu'à une 'pure' rationalité instrumentale pour comprendre et expliquer autant le comportement des individus que les devenirs sociaux. Ainsi, l'héritage intellectuel de Weber, à travers sa perspective méthodologique et sa reconnaissance de différents types de rationalité, se présente comme une base théorique permettant d'articuler la culture, en tant qu'idées de valeur normatives, comme un élément fondamental qui oriente l'action sociale, et cela d'un point de vue scientifique. Exprimé tout simplement par Weber, « Ce ne sont pas les intérêts réels ou supposés⁵² mais les idées qui gouvernent l'action humaine » (cité dans Boudon 2012, p. 114).

⁵² Certes, les intérêts 'réels' ou 'supposés' possèdent un poids majeur dans les choix des individus. Cependant, dans une perspective weberienne, les intérêts eux-mêmes seraient en principe formés par des idées de valeur.

2.3 Propos d'étape

Puisqu'il n'existe pas de perspective théorique *idéale* capable de surmonter les défis méthodologiques de n'importe quelle recherche sur la culture, le choix d'un cadre théorique est fortement dépendant du sujet d'étude. Tel qu'indiqué à la fin du premier chapitre, le choix d'une perspective théorique de la culture axée sur la pensée de Weber vise à articuler celle-ci en tant que dimension fondamentale du développement durable. Plus spécifiquement, cette perspective permet de conceptualiser la culture (ou les cultures) comme des systèmes complexes de significations, caractérisés autant par une boucle de production mutuelle 'individu-société' que par une interdépendance des dimensions politique, sociale et économique à l'origine des sociétés. De manière générale, la perspective théorique et méthodologique de Weber possède à nos yeux quatre avantages pour étudier le lien entre culture et développement durable : i) à travers le concept d'idéaltype, son approche méthodologique s'attaque au problème de l'objectivité de l'observateur dans les analyses des phénomènes culturels; ii) les instruments heuristiques qu'il développe permettent d'intégrer divers types de rationalités dans l'analyse des comportements des individus, dont notamment la rationalité axiologique; iii) son interprétation de la culture octroie à celle-ci un caractère instrumental non seulement dans l'institutionnalisation et la légitimation des formes organisationnelles des relations sociales mais aussi dans les processus de transformation de ces relations à travers l'histoire; et iv) la relation d'interdépendance entre les différentes sphères de la vie sociale (où il n'existe pas d'hierarchie prédéterminée entre les sphères sociale, politique et économique) représente un cadre d'analyse extrêmement approprié pour traiter de la relation entre les domaines environnemental, social et économique du développement durable.

Certains de ces avantages méthodologiques et théoriques peuvent se retrouver dans différentes perspectives théoriques ou courants de pensée. À vrai dire, les éléments d'une perspective wébérienne sur la culture présentés ne sont pas nécessairement en dissonance avec la pensée complexe d'Edgar Morin (laquelle comprend la culture comme un élément qui se reproduit en chaque individu et qui « génère et régénère la complexité sociale » [Abdelmalek, 2010, p. 85]), la théorie de la rationalité ordinaire de Raymond Boudon (qui donne un renouveau aux théories sur la rationalité axiologique ou normative [Boudon, 2012]) et même le constructivisme (où la réalité se définit comme étant symbolique, sociale et en constante construction à travers des processus d'intériorisation subjective et d'objectivisation sociale [Berger et Luckmann, 1965, p. 121-122]). Ainsi, nous considérons l'héritage intellectuel de Weber, élaboré il y a déjà cent ans, non pas comme un point d'arrivée mais comme un point de départ permettant d'étudier le rôle de la culture dans le développement durable, grâce notamment aux concepts d'idéaltype et de rationalité axiologique.

Ces concepts octroient au chercheur la capacité d'analyser les manières dont les idées de valeur contenues dans les aspects sociaux et environnementaux du développement durable agissent sur les idées de valeur contenues dans sa dimension économique, et vice-versa. Deux niveaux principaux d'analyse se dégagent de cette perspective. Sur le plan individuel, les agents sociaux ou économiques ne seraient pas mobilisés par une rationalité instrumentale universelle mais par une rationalité complexe fondée sur des idées de valeur particulières. Sur le plan conceptuel, l'application d'une perspective wébérienne au concept de développement durable permet de l'appréhender en tant que phénomène culturel mobilisant des idées de valeur précises qui, d'une part, se différencient des idées de valeur sous-jacentes au concept orthodoxe de développement, et d'autre part, possèdent le potentiel de transformer les idées de valeur de cette conception orthodoxe en soulignant son caractère particulière et 'non-universel'.

La démarche découlant de la perspective théorique proposée renverse l'angle d'analyse généralement utilisé dans les travaux s'intéressant au lien entre culture et développement. Notre analyse ne cherche pas à savoir comment la culture, représentée par des valeurs telles que la confiance, le respect des normes ou la tolérance, affecte le développement. Notre analyse cherche plutôt à identifier le *contenu* spécifique des valeurs sous-jacentes au développement durable afin de comprendre comment la culture façonne autant cette notion que les pratiques et politiques qui y sont associées. Bien sûr, tel qu'avancé par un nombre important de travaux exposés dans le premier chapitre, des valeurs comme la confiance et le respect des normes sont des facteurs pouvant exercer une influence importante sur les processus de développement; mais respect de quoi ? De quel type spécifique de pratique, norme ou manière de faire ? Quelles sont les coutumes que l'on privilégie et quelles sont celles que l'on rejette lorsque l'on se penche sur ces valeurs ?

À travers une analyse des objectifs du programme de développement à l'horizon 2030 des Nations Unies, le troisième chapitre fera une construction idéal-typique du concept de développement durable dans le but de répondre à de tels questionnements et de souligner le rôle des idées de valeurs, et donc de la culture en tant qu'élément normatif dynamique et multiple, dans la définition et la poursuite des processus durables de développement. L'extraction des éléments normatifs explicites et implicites constituant les ODD permettra ultimement de mettre en lumière l'importance de reconnaître le caractère culturel du développement durable afin d'élaborer des modèles de développement adaptés aux objectifs de ce plan d'action international.

CHAPITRE III

CULTURE ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

En opérationnalisant la perspective théorique exposée dans le chapitre précédent, ce chapitre propose une analyse succincte de l'esprit et des objectifs élaborés dans le programme de développement durable à l'horizon 2030, plan d'action qui représente le nouveau consensus au niveau international sur le développement durable. Le but de l'analyse est d'appréhender le développement durable en tant que construction conceptuelle déterminée culturellement, et cela à cause des valeurs sous-jacentes non seulement à la notion de durabilité mais également à celle de développement. Le chapitre est divisé en trois sections. D'abord, il fait un bref retour sur le processus ayant donné naissance aux ODD. Ensuite, il se penche sur l'esprit général et les objectifs et cibles spécifiques de ce plan d'action afin d'en extraire les éléments normatifs et de mettre en lumière son caractère culturel. Finalement, il propose une réflexion permettant d'établir des liens entre l'analyse proposée et i) la mobilisation internationale cherchant à promouvoir la culture comme une dimension fondamentale du développement durable, ii) l'élaboration de modèles et de politiques de développement visant à mettre en œuvre les ODD, et iii) le besoin d'introduire le souci éthique à l'analyse économique pour construire des modèles de développement capables d'opérationnaliser les valeurs mobilisées par le développement durable.

3.1 Des OMD aux ODD

C'est à New York, lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable, que l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) adopte en septembre 2015 un nouveau programme de développement durable intitulé 'Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030'. Ce nouveau programme, décliné à travers les 17 objectifs et 169 cibles formant les ODD, se présente comme le nouveau cadre orientant les efforts en développement des États Membres des Nations Unies, et cela jusqu'à l'année 2030. Ainsi, les ODD reprennent le rôle qui avait été joué par les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), adoptés suite au Sommet du millénaire tenu en 2000 et ayant pour date butoir l'année 2015.

Comparés à la vaste portée des ODD, les OMD constituent un programme certes ambitieux mais beaucoup plus ciblé. D'abord, ce programme historique signé en 2000 était constitué de seulement huit objectifs : i) éliminer l'extrême pauvreté et la faim; ii) assurer l'éducation primaire pour tous; iii) promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes; iv) réduire la mortalité infantile; v) améliorer la santé maternelle; vi) combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; vii) assurer un environnement durable; et viii) mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Ensuite, ces huit objectifs n'étaient divisés qu'en 21 cibles quantifiables à l'aide de 60 indicateurs. Finalement, l'objectif général des OMD était d'éliminer la pauvreté et surtout l'extrême pauvreté, le programme visant ainsi les pays en développement et les pays les plus pauvres (Dodds, Donoghue et Leiva Roesch, 2017; UNESCO, 2010a). L'adoption des OMD est donc considérée par certains comme une réussite de la communauté internationale car, ayant une conception simple et axée sur des résultats précis, ces objectifs ont fonctionné comme un cadre à la fois d'action et de mesurabilité permettant de coordonner les efforts

internationaux pour lutter autant contre la pauvreté que contre ses différentes causes (Sachs, 2012).

Le Rapport 2015 des OMD, document servant de compte-rendu général des progrès accomplis grâce à ces objectifs, explique en effet que le taux d'extrême pauvreté a diminué considérablement dans les deux dernières décennies : « En 1990, près de la moitié de la population des pays en développement vivait avec moins de 1,25 dollar par jour; cette proportion est tombée à 14 % en 2015⁵³ » (ONU, 2015b, p. 4). Malgré ce progrès important en matière de pauvreté⁵⁴ ainsi que d'autres progrès en matière d'éducation, de santé, d'égalité et de réduction de mortalité infantile, entre autres, ce rapport reconnaît que ceux-ci sont encore insuffisants et inégaux. Ainsi, 800 millions de personnes restent encore en situation d'extrême pauvreté, 795 millions souffrent de faim, 57 millions d'enfants n'ont pas accès à l'enseignement primaire, les inégalités des sexes, de revenus et de chances persistent et la mortalité infantile continue de se concentrer dans les pays les plus pauvres (ONU, 2017b). Si les ODD s'inscrivent dans le prolongement des OMD, leur portée, beaucoup plus étendue, est notamment le résultat du chevauchement de deux processus de négociation au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU) (Chasek et al., 2016).

Le besoin de construire un programme de développement des Nations Unies pour l'après 2015 s'était déjà fait sentir de manière explicite en 2010 à l'AGNU lors d'une réunion plénière de haut niveau qui visait entre autres à réviser la mise en œuvre des OMD. Ainsi, dans le cadre des préparations pour Rio+20 (la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro en juin 2012), la

⁵³ Le document précise d'ailleurs que la plupart des progrès ont eu lieu depuis les années 2000.

⁵⁴ The Economist (2015a, 2015b) remet cependant en question le fait que les efforts réalisés autour des OMD soient la principale cause de la réduction de pauvreté observée pendant les 20 dernières années au niveau mondial. Ces sources soulignent le rôle d'autres facteurs dont notamment le rôle de la croissance économique de la Chine : « the plunge in the global poverty rate has far more to do with growth in China than anything agreed on at the UN » (The Economist, 2015a).

Colombie présente l'idée d'élaborer un groupe d'objectifs de développement durable mettant à jour les OMD et applicables à l'ensemble des États Membres. Ayant généré au début énormément de scepticisme et de controverses, la proposition de la Colombie est graduellement regardée d'un bon œil par différents pays au cours des années 2011 et 2012. Ainsi, deux mois avant la tenue de Rio+20, la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC) appuie formellement la proposition de la Colombie laissant au Brésil, pays hôte de la conférence, le rôle de leader dans la promotion de l'idée d'élaborer des objectifs de développement durable. Malgré la reconnaissance accrue du besoin d'élaborer et d'adopter ces objectifs par la communauté internationale, le consensus sur leur contenu et leur mécanisme de mise en œuvre était encore loin d'être un acquis à Rio+20. Cependant, la déclaration finale de cette conférence, appelée 'L'avenir que nous voulons', permet de poser les jalons non seulement de la forme que prendront les ODD (devant intégrer les dimensions économique, sociale et environnementale du développement et touchant à l'ensemble d'États Membres des Nations Unies), mais également de l'organe qui se chargera de la rédaction des ODD : le Groupe de travail ouvert intergouvernemental (GTO) de l'AGNU sur les ODD (Dodds, Donoghue et Leiva Roesch, 2017, p. 17-19). La forme finale des ODD, selon Chasek et al. (2016), est donc le produit de deux processus de négociations distincts mais imbriqués : l'un qui débute en 2010 avec la reconnaissance du besoin d'élaboration d'un programme de développement pour l'après 2015, et l'autre qui se développe au sein du GTO à partir de 2012.

Si les négociations générales pour l'après 2015 étaient marquées par un type de négociation plutôt traditionnel⁵⁵, celles se déroulant à l'intérieur du GTO ont suivi une dynamique novatrice jamais utilisée auparavant aux Nations Unies : d'une part, les 30 sièges du GTO étaient comblés de manière à représenter les points de vue de

⁵⁵ Où les 134 pays du groupe des 77 et la Chine représentent une voix, les 28 États de l'Union Européenne une autre voix, et les autres États Membres expriment leurs points de vue de manière généralement indépendante (créant ainsi une dynamique polarisante Nord-Sud).

70 pays (nombre de pays ayant manifesté leur intérêt à participer au GTO lors de Rio+20), et d'autre part, le caractère inclusif et transparent du fonctionnement de ce groupe intergouvernemental permettait la participation active de l'ensemble des États Membres de l'ONU ainsi que de divers experts et parties prenantes de la société civile. Malgré un processus de négociation ardu marqué par des mésententes constantes sur une diversité de sujets⁵⁶ (où le rôle des co-présidents⁵⁷ du GTO fut fondamental pour retrouver des terrains d'entente autant à l'intérieur du GTO qu'au niveau des négociations générales pour l'après 2015), la version finale du texte est approuvée par le GTO en août 2015 et adoptée définitivement à l'AGNU seulement quelques semaines plus tard.

Loin de se confiner à la recherche de quelques objectifs clé mais à portée restreinte, le nouveau programme de développement à l'horizon 2030 se présente, dans les mots d'un délégué de l'Inde, comme « an agenda of breathtaking ambition and scope » (cité dans Chasek et al., 2016, p. 5). En effet, cet ambitieux programme est à la fois diversifié et holistique, son succès reposant non seulement sur l'accomplissement d'une grande diversité de cibles⁵⁸ aux niveaux social, environnemental et économique mais également sur les manières de gérer les interdépendances entre ces cibles. Ces objectifs ne sont toutefois pas contraignants : sa mise en œuvre dépend de la bonne volonté des États de créer des politiques, des plans et des programmes visant leur réalisation. Malgré le caractère juridique non contraignant du programme de développement durable à l'horizon 2030, celui-ci jouit d'un fort poids symbolique auprès de la communauté internationale. Il existe en effet d'autres ententes

⁵⁶ Dont notamment sur les manières d'appliquer le principe de responsabilités communes mais différenciées (lequel fait référence aux problèmes d'équité lorsque les pays en développement sont soumis aux mêmes obligations environnementales que les pays développés) ainsi que sur les moyens de financement de la mise en œuvre des ODD.

⁵⁷ Macharia Kamau, du Kenya, et Csaba Körösi, de l'Hongrie.

⁵⁸ Les 169 cibles des ODD ont été liées en 2017 à une liste de 244 indicateurs (232 indicateurs individuels et neuf qui se répètent pour deux ou trois cibles).

internationales complémentaires visant à appuyer les ODD, dont notamment le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et l'accord de Paris sur le changement climatique⁵⁹ (adoptés respectivement aux mois de juillet et décembre 2015). Le poids symbolique des ODD est d'autant plus important que, contrairement aux OMD qui avaient été élaborés par un groupe réduit d'experts, les ODD sont le résultat d'un long processus de négociation et de rédaction collective réalisé par les États Membres des Nations Unies eux-mêmes (Chasek et al., 2016). En ce sens, les ODD incarnent mieux que n'importe quel autre document le consensus international (autant au niveau des pays en développement que des pays développés) sur ce que l'on considère comme étant un développement durable et sur la définition elle-même de l'esprit du développement durable, question qui sera abordée dans la section suivante.

3.2 ODD et caractère culturel du développement durable

Dans cette section nous nous penchons sur l'esprit du programme de développement à l'horizon 2030 des Nations Unies ainsi que sur l'ensemble d'objectifs et cibles qui y sont stipulés afin de dégager le caractère culturel de ce plan d'action. L'analyse est

⁵⁹ Certes, sous l'administration Trump, les États-Unis ont récemment annoncé par écrit aux Nations Unies leur intention de quitter l'accord de Paris (maintenant donc la promesse faite lors des élections présidentielles en 2016) tout en continuant à participer aux négociations internationales sur le sujet. Cependant, le retrait officiel des États-Unis de l'accord de Paris ne peut être demandé qu'en novembre 2019, soit trois ans après l'entrée en vigueur de l'accord (Fontemaggi, 2017). En tenant compte de l'isolement de l'administration Trump au niveau international concernant ce retrait ainsi que de sa volonté de continuer à participer aux négociations, le retrait définitif des États-Unis de l'accord de Paris n'est pas encore gravé dans le marbre. Par ailleurs, certains experts ont même avancé que le retrait des États-Unis de l'accord de Paris pourrait être bénéfique car un tel scénario empêcherait ce pays de miner l'accord de l'intérieur (Perreault, 2017). Quoi qu'il en soit, les véritables répercussions, autant au niveau symbolique que pratique, de l'intention actuelle de l'administration Trump de quitter l'accord de Paris restent pour le moment dans le domaine de la spéculation. Après tout, dégager une ligne directrice cohérente de l'ensemble des décisions et déclarations réalisées par l'administration Trump demeure encore une lourde tâche.

constituée de trois parties. La première dresse un portrait idéal-typique du développement durable à l'aide d'une exposition de l'esprit général des ODD et de ses éléments normatifs. La deuxième partie passe en revue les objectifs et les cibles de ce programme de développement en les classifiant selon leur appartenance aux dimensions sociale, économique, environnementale et transversale, et propose ensuite un modèle permettant d'illustrer les interconnexions et les interdépendances entre les différents objectifs. La troisième partie s'intéresse au caractère culturel du développement durable à cause de l'accent mis non seulement sur les valeurs 'durables', ou autrement dit sur une culture de durabilité (telle qu'exprimée dans les travaux exposés dans le premier chapitre prônant une transformation culturelle nécessaire au développement durable), mais également sur les éléments normatifs sous-jacents à la notion de développement.

3.2.1 Esprit des ODD en tant qu'idéaltype du développement durable

Cette sous-section fait un portrait de ce que l'on comprend par développement durable selon ce qui est stipulé dans le texte du document intitulé 'Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030' (ONU, 2015a). Le but du portrait n'est surtout pas de discuter des forces et des faiblesses de ce document. Au contraire, les lignes qui suivent ont pour objectif de dégager une image concise des éléments fondamentaux définissant l'esprit du développement durable en tant que construction conceptuelle, et cela tel qu'il a été défini par l'AGNU au mois de septembre 2015. Basé sur un plan d'action, c'est-à-dire, sur une liste de principes, d'objectifs et de moyens de mise en œuvre, le portrait exposé n'est qu'une représentation idéaltypique du consensus international sur le développement durable. Il ne décrit donc pas une réalité historique déterminée mais représente plutôt un tableau de pensée mettant en valeur les aspects significatifs fondamentaux de la notion de développement durable.

D'après le texte des ODD, les dimensions sociale, économique et environnementale du développement sont à la fois imbriquées et interdépendantes : il n'existe pas de pratique, de mesure, de politique ou d'initiative liée au développement qui puisse correspondre à une seule de ces trois dimensions. De ce fait, pour qu'une politique économique de développement soit durable, elle doit intégrer, de manière plus ou moins forte, une dimension sociale et/ou environnementale qui corresponde à l'esprit du développement durable. Si cela est vrai pour une politique économique, il est par conséquent aussi vrai qu'une politique environnementale doive tenir compte des dimensions économique et/ou sociale, la même logique étant applicable à une politique sociale. Le développement durable est en ce sens un développement constitué de trois dimensions où il n'existe pas, à priori, de relation hiérarchique entre celles-ci.

Malgré l'absence d'une éthique 'éco-centrée' ou 'anthropo-centrée' explicite, l'interdépendance à hiérarchie égale entre les différentes dimensions du développement durable fait toutefois pencher la balance vers une perspective éthique centrée sur les besoins humains où la protection de l'environnement est moins un but en soi qu'un moyen servant à retrouver des modes de développement à la fois prospères et durables. Le caractère durable du développement ne dépossède donc pas le concept de développement d'une signification l'associant aux changements structurels sociaux et mentaux permettant de faire croître, de manière cumulative et durable (tel qu'indiqué par François Perroux), le produit réel global. Autrement dit, le développement durable, à l'image du concept de développement, se présente comme une notion axée autant sur les configurations de besoins et d'intérêts matériels et immatériels que sur les différentes manières de les satisfaire. Le caractère durable du développement renvoie donc surtout à un changement d'ordre normatif, associé aux *types* de structures sociales et mentales privilégiées, d'une part, et aux moyens de production, d'industrialisation et de gouvernance qui découlent de ces structures, d'autre part.

Ce changement au niveau normatif affaiblit toutefois l'emphase mise sur la dichotomie développement/sous-développement, très présente dans les discours sur le développement de la deuxième moitié du XXe siècle. En effet, l'ensemble des sociétés, qu'elles soient considérées développées ou en développement, sont concernées d'une manière ou d'une autre par le développement durable. Les éléments normatifs du développement durable génèrent ainsi une dichotomie liée au processus de développement lui-même et non pas à un stade déterminé de ce processus : il existe des processus de développement durables et non-durables mais il n'existe pas de stade où la durabilité puisse être atteinte *définitivement*. Exprimé tout simplement, le caractère durable du développement n'implique pas l'existence d'un équilibre *soutenu* entre homme et nature, mais la recherche *soutenue* de cet équilibre toujours changeant.

Selon le texte des ODD, au-delà de ses trois dimensions, le développement durable est constitué de cinq domaines fondamentaux : i) l'humanité, ii) la planète, iii) la prospérité, iv) la paix et v) les partenariats. Les trois premiers domaines peuvent être jumelés plus ou moins directement aux dimensions sociales, environnementale et économique, respectivement. Premièrement, associé à la dimension sociale, le domaine de l'humanité implique la lutte contre la pauvreté et la faim, la promotion de la santé, du bien-être mental et social, de l'éducation, de l'accès à l'eau potable et aux aliments de qualité ainsi que le respect des droits de l'homme et des principes de dignité, d'égalité des chances et des sexes, de diversité culturelle, de tolérance et d'ouverture. Deuxièmement, incarnant la dimension environnementale, le domaine de la planète englobe la préservation des écosystèmes aquatiques et terrestres et les efforts autant pour lutter contre les changements climatiques que pour s'adapter à ces changements. Troisièmement, étroitement liée à la dimension économique, le domaine de la prospérité se compose entre autres d'une croissance économique soutenue, d'un travail décent pour tous, de modes de production et de consommation durables et d'un usage des technologies respectueux de l'environnement. N'étant pas

associés à une dimension spécifique du développement durable, les domaines de la paix et des partenariats représentent donc des dimensions à caractère transversal.

Le domaine de la paix, qui se réfère à la construction de sociétés pacifiques, inclusives, justes et fondées sur des valeurs démocratiques et de bonne gouvernance, s'intègre au développement durable en tant que condition essentielle de celui-ci. Comme l'exprime clairement le texte du programme à l'horizon 2030 (ONU, 2015a, p. 2), « il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable ». Deux éléments centraux du lien entre paix et développement durable peuvent ainsi être dégagés. D'une part, la paix (incluant la justice et la démocratie) ne se réduit pas à une composante qui contribue au développement durable; elle est plutôt considérée comme un élément préalable ou essentiel à ce type de développement. D'autre part, le développement durable est considéré à son tour comme une condition essentielle à la paix. Ainsi, ayant un lien indissociable et réciproque avec la paix, le développement durable se présente au niveau conceptuel comme la voie souhaitée, voire la seule voie possible, permettant de retrouver une relation harmonieuse et soutenue non seulement entre l'homme et la nature mais également entre les hommes.

Finalement, le domaine des partenariats, qui fait allusion à la coopération et à la solidarité entre l'ensemble des parties prenantes et des peuples touchés par les ODD, est une dimension transversale liée aux moyens de générer et de mettre en action les synergies nécessaires pour atteindre un développement durable. Ce domaine fait donc du développement durable un processus où l'interdépendance entre les différents acteurs et territoires nécessite des cadres d'action participatifs, solidaires, multilatéraux, multiparties-prenantes (gouvernements, secteur privé, société civile et système des Nations Unies) et qui reconnaissent le principe de responsabilités communes mais différenciées (définies selon le contexte et les caractéristiques de chaque acteur concerné). En ce sens, en s'inscrivant dans la poursuite d'une tradition

libérale, le développement durable, en tant que projet, se fonde sur le respect des ententes et des documents internationaux (à portée juridique ou non juridique) relatifs aux droits de l'homme, au droit au développement, à la protection et à la préservation de l'environnement, aux changements climatiques, à la coopération et à la stabilité monétaire et financière ainsi qu'à l'accroissement harmonieux du commerce international.

En tenant compte du portrait ici exposé, le développement durable serait une construction conceptuelle qui incarne, comme le concept de développement, un processus de changement constant aux niveaux normatif et cumulatif, à dimensions multiples (sociale, économique, environnementale, politique, etc.) et qui est caractérisé par des liens complexes et interdépendants autant entre ces dimensions qu'entre les différents acteurs concernés. Cependant, à la différence du concept de développement, le développement durable mobilise un ensemble *indissociable* de structures mentales et sociales (c'est-à-dire, des idées de valeur) dérivées des travaux sur les droits de l'homme, le développement humain⁶⁰, la dégradation de l'environnement et les changements climatiques, ayant donc pour leitmotiv de développer des relations harmonieuses et soutenues autant entre l'humanité et la planète qu'entre les hommes.

3.2.2 Objectifs et cibles du programme à l'horizon 2030

Le caractère interdépendant des 17 objectifs et 169 cibles constituant les ODD entrave une délimitation exacte et univoque de ceux-ci selon leur appartenance aux

⁶⁰ Cette idée mettant en valeur le lien entre développement durable et développement humain est notamment reprise d'Abbas (2016).

dimensions sociale, économique et environnementale⁶¹. La classification proposée dans cette section doit être donc comprise en tant qu'outil visant à rendre la présentation des ODD plus claire et ordonnée (raison pour laquelle les mots clés de chaque objectif sont soulignés). Une exposition détaillée de la totalité des cibles n'étant pas nécessaire pour les besoins de ce travail de recherche, seulement quelques cibles sont retenues afin de préciser le contenu de chacun des 17 objectifs. De plus, le texte des cibles a été dans la plupart des cas modifié et raccourci, le but n'étant que d'exposer l'idée centrale des cibles choisies.

3.2.2.1 Objectifs sociaux

Objectif 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

Objectif 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

Objectif 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.

Objectif 4 : Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Objectif 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable.

Objectif 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.

⁶¹ Par exemple, l'élimination de la pauvreté est un objectif pouvant être inséré autant dans la dimension sociale qu'économique du développement durable. Si Abbas (2016) intègre l'élimination de la pauvreté dans les objectifs économiques, celle-ci revêt à nos yeux d'un fort caractère social car, d'après le texte des ODD, les problèmes causés par la pauvreté sont liés davantage à la vulnérabilité sociale des populations pauvres qu'à l'effet de la pauvreté sur l'ensemble de l'économie.

Tableau 3.1 Cibles sociales des ODD

Cibles sociales	
1. Pauvreté	1.1 Éliminer l'extrême pauvreté 1.2 Réduire la pauvreté 1.3 Établir des mesures de protection sociale 1.5 Renforcer la résilience des pauvres
2. Faim	2.1 Éliminer la faim 2.2 Éliminer la malnutrition 2.3 Doubler la productivité agricole 2.4 Assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire 2.5 Préserver la diversité génétique végétale et animale
3. Santé et bien être	3.1 Diminuer la mortalité maternelle 3.2 Diminuer les décès de nouveau-nés et d'enfants 3.3 Combattre ou mettre fin à certaines épidémies et maladies (sida, tuberculose, hépatite, entre autres) 3.8 Assurer une couverture de santé universelle
4. Éducation	4.1 Assurer l'enseignement primaire et secondaire gratuit 4.2 Assurer l'accès à l'éducation préscolaire 4.3 Assurer l'accès dans des conditions d'égalité à l'enseignement postsecondaire 4.7 Promouvoir une éducation en faveur de modes de vie durable
5. Égalité des sexes	5.1 Éliminer la discrimination à l'égard des femmes et des filles 5.2 Éliminer les différentes formes de violence et d'exploitation envers les femmes 5.4 Valoriser les travaux domestiques non rémunérés 5.5 Promouvoir la participation des femmes aux fonctions de direction
6. Accès à l'eau	6.1 Assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable 6.2 Assurer l'accès aux services d'assainissement 6.3 Réduire la pollution de l'eau 6.6 Protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau
7. Accès à l'énergie	7.1 Garantir l'accès à des services énergétiques fiables 7.2 Augmenter la part de l'énergie renouvelable 7.3 Améliorer l'efficacité énergétique

3.2.2.2 Objectifs économiques

Objectif 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

Objectif 9 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation.

Objectif 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.

Objectif 12 : Établir des modes de consommation et de production durables.

Tableau 3.2 Cibles économiques des ODD

Cibles économiques	
8. Croissance et emploi	8.1 Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national 8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation 8.4 Dissocier croissance économique et dégradation de l'environnement 8.5 Parvenir au plein emploi productif 8.7 Supprimer le travail forcé et les formes modernes d'esclavage
9. Infrastructures, industrialisation et innovation	9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité et durable pour favoriser le développement économique et le bien-être humain 9.2 Promouvoir une industrialisation durable 9.5 Renforcer la recherche scientifique et perfectionner les capacités technologiques des secteurs industriels en encourageant l'innovation
10. Inégalités	10.1 Assurer une croissance des revenus des plus pauvres à un rythme plus rapide que celle du revenu moyen national 10.2 Favoriser l'intégration sociale, économique et politique 10.3 Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats 10.6 Améliorer la représentation des pays en développement dans les institutions économiques et financières internationales
12. Consommation et production durables	12.2 Parvenir à une gestion durable des ressources naturelles 12.3 Réduire le volume de déchets alimentaires 12.4 Parvenir à une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets 12.5 Réduire la production de déchets 12.6 Encourager les entreprises à adopter des pratiques viables

3.2.2.3 Objectifs environnementaux

Objectif 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Objectif 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.

Objectif 14 : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.

Objectif 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.

Tableau 3.3 Cibles environnementales des ODD

Cibles environnementales	
11. Villes	11.1 Assurer l'accès à un logement et des services de base adéquats et sûrs 11.2 Assurer l'accès à des systèmes de transport sûrs et viables 11.3 Renforcer l'urbanisation durable et la planification participative 11.4 Protéger et préserver le patrimoine culturel et naturel mondial
13. Changements climatiques	13.1 Renforcer la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat 13.2 Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales 13.3 Améliorer l'éducation en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets
14. Océans et mers	14.1 Réduire nettement la pollution marine de tous types 14.2 Gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers 14.4 Réglementer efficacement la pêche
15. Écosystèmes terrestres	15.1 Garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce 15.2 Promouvoir la gestion durable de tous les types de forêts 15.3 Lutter contre la désertification 15.5 Mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité

3.2.2.4 Objectifs transversaux

Objectif 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

Objectif 17 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.

Tableau 3.4 Cibles transversales des ODD

Cibles transversales	
16. Paix, justice et institutions	16.1 Réduire nettement toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés 16.3 Promouvoir l'état de droit dans l'ordre interne et international et garantir à tous un égal accès à la justice 16.4 Réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes 16.5 Réduire nettement la corruption 16.6 Mettre en place des institutions efficaces et transparentes 16.10 Garantir l'accès à l'information et les libertés fondamentales
17. Partenariat mondial	<i>Finances</i> 17.1 Améliorer, grâce à l'aide internationale aux pays en développement, les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes 17.2 Faire en sorte que les pays développés honorent tous leurs engagements en matière d'aide publique au développement 17.4 Aider les pays en développement à assurer la viabilité à long terme de leur dette <i>Technologie et Renforcement des capacités</i> 17.7 Promouvoir la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement en faveur des pays en développement 17.9 Apporter un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement <i>Commerce</i> 17.10 Promouvoir un système commercial multilatéral universel, ouvert, non discriminatoire et équitable sous l'égide de l'OMC 17.11 Accroître les exportations des pays en développement <i>Questions structurelles</i> 17.13 Renforcer la stabilité macroéconomique mondiale 17.17 Promouvoir des partenariats multiparties-prenantes

3.2.2.5 Vers une vue d'ensemble

Les liens entre les 17 ODD et les divers domaines ou dimensions du développement durable peuvent être illustrés à l'aide d'un triangle où : i) chaque sommet représente une des trois dimensions traditionnelles (sociale, économique et environnementale); ii) chaque côté représente la convergence entre deux de ces dimensions; et iii) le noyau du centre représente autant la dimension transversale sous-jacente au texte du programme à l'horizon 2030 (paix et partenariats) que la convergence des trois dimensions traditionnelles (Fig. 3.1). Chaque objectif peut donc être situé à l'intérieur du triangle selon son rapport aux quatre dimensions établies. Ainsi, les objectifs sociaux recouvrent trois zones : ceux liés à la santé (3), à l'égalité des sexes (5) et, dans une moindre mesure, à l'éducation (4) se retrouvent plus proches du sommet social; ceux dédiés à la faim (2) et à l'accès à l'eau (6) et aux énergies (7) convergent vers la dimension environnementale mais, selon leur rapport à la dimension économique, peuvent se déplacer vers le centre du triangle; et l'objectif lié à l'élimination de la pauvreté se retrouve aux limites des dimensions sociale et économique. Les objectifs économiques s'étalent également sur trois zones : l'objectif sur l'infrastructure, l'industrialisation et l'innovation (9) étant le plus proche du sommet; celui lié à la production et à la consommation durables (12) se déplaçant vers la dimension environnementale; et les objectifs associés à la croissance et l'emploi (8) ainsi qu'aux inégalités (10) penchent vers la dimension sociale. Les objectifs environnementaux se divisent en deux zones : une première proche du sommet environnemental, laquelle intègre les objectifs dédiés aux changements climatiques (13), aux océans et mers (14) et aux écosystèmes terrestres (15); et une deuxième zone proche du centre du triangle qui intègre l'objectif traitant des villes durables (11). Quant aux objectifs transversaux, ce sont bien évidemment l'objectif s'intéressant à la paix, la justice et les institutions (16) et celui axé sur les partenariats (17) qui se retrouvent à l'intérieur de la dimension transversale (le centre du triangle).

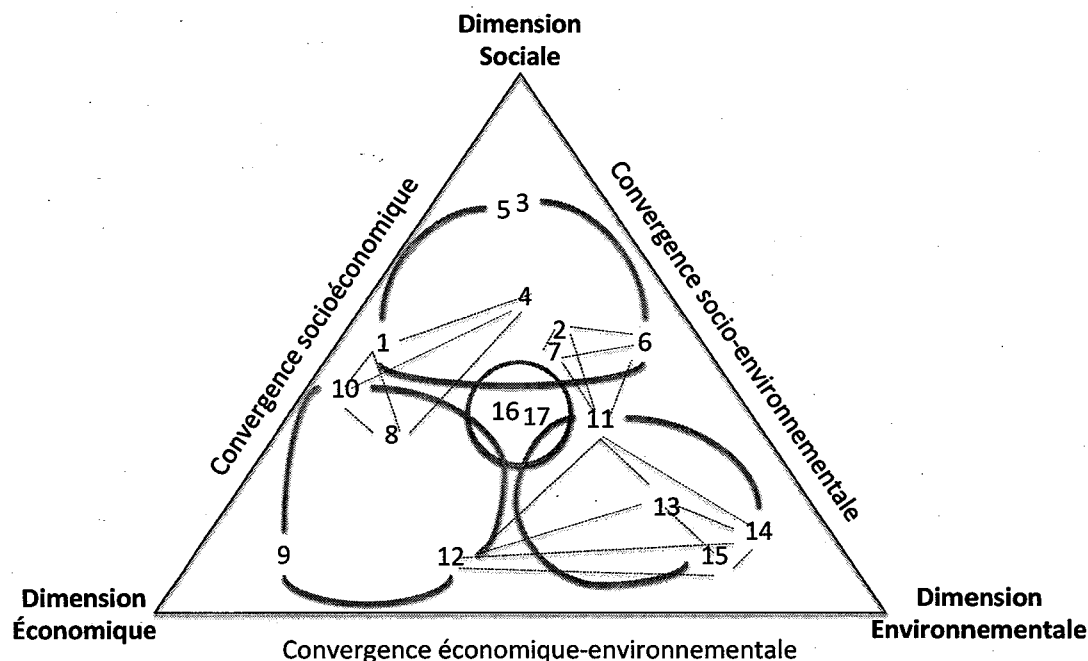


Figure 3.1 Dimensions et interconnexions des ODD

Légende.

Dimension sociale	Dimension économique	Dimension environnementale	Dimension transversale
1. Pauvreté 2. Faim 3. Santé/Bien-être 4. Éducation 5. Égalité des sexes 6. Accès à l'eau 7. Accès à l'énergie	8. Croissance/Emploi 9. Infrastructure/ Industrialisation/ Institutions 10. Inégalités 12. Consommation/ Production	11. Villes 13. Changements climatiques 14. Océans/Mers 15. Écosystèmes terrestres	16. Paix/Justice/ Institutions 17. Partenariats

Au delà d'illustrer le rapport de chaque ODD aux quatre dimensions établies, le triangle proposé permet également de dégager des clusters 'inter-dimensionnels', lesquels servent à mieux comprendre les interconnexions et interdépendances entre les différents objectifs et dimensions. Trois clusters attirent particulièrement notre attention (Fig. 3.1). D'abord, le cluster du côté socioéconomique met en valeur les liens entre l'élimination de la pauvreté (1), l'éducation (4), la réduction des inégalités

(10) et la croissance économique et l'emploi (8). Ensuite, le cluster du côté économique-environnemental souligne le lien indissociable entre une production et une consommation durables (12), la préservation de l'environnement (13, 14, 15) et la promotion des villes durables et sûres (11). Finalement, le cluster du côté socio-environnemental illustre l'interdépendance entre l'élimination de la faim et l'accès à l'eau potable et à l'énergie, d'une part, et le développement de zones urbaines et rurales viables, d'autre part.

3.2.3 Développement durable : une notion culturellement déterminée

3.2.3.1 Développement durable et culture de durabilité

En tenant compte de cette courte exposition sur l'esprit général du développement durable selon le texte des ODD et sur la diversité d'objectifs et de cibles qui y sont précisés, nul ne serait étonné de reconnaître que le développement durable est à la fois une construction conceptuelle et un projet à fort caractère normatif. Il s'agit surtout d'élaborer, de mettre en œuvre et de généraliser des pratiques et des politiques qui encouragent la croissance économique tout en respectant un ensemble de valeurs associées à la protection et à la préservation de l'environnement, au respect des droits de l'homme (liberté, justice, égalité, sécurité, travail, bien-être, éducation, etc.⁶²), à l'égalité de chances et des sexes, à l'équité inter et intra générationnelle, à la diversité culturelle, à l'intégration sociale, à la solidarité et au respect des ententes internationales, entre autres. Cet énorme bagage normatif, probablement inspirant pour certains, lourd et peut-être même naïf pour d'autres, est redevable du caractère durable de ce type de développement. Autrement dit, c'est d'abord à cause de l'accent mis sur la durabilité sociale, économique et environnementale que le développement

⁶² Voir notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme (ONU, 1948).

durable devient autant un concept qu'un projet de société construit sur des idées de valeur particulières l'éloignant d'une conception orthodoxe de développement. Ainsi, dans un premier niveau d'analyse, le développement durable serait une construction conceptuelle culturellement déterminée car fondée sur des idées de valeur de ce que l'on considère comme étant durable, et donc, sur une rationalité axiologique informée par un système de valeurs 'durables'.

Ce type d'analyse n'est certainement pas nouveau. Il se retrouve notamment dans les travaux qui ont été regroupés dans la sous-section 'Transformation culturelle nécessaire au développement durable' (1.1.2.5, premier chapitre), lesquels soulignent le besoin d'opérer un virage au niveau culturel afin d'accéder véritablement à des processus durables de développement (voir par ex. Ayestaran, 2011; Beddoe et al., 2009; Goncz et al., 2007; Hauser et Banse, 2011; Kagan, 2011; Parodi, 2011). Ce virage culturel, représenté par des notions telles que 'culture de durabilité' ou 'culture de développement durable', implique donc une translation au niveau pratique et une institutionnalisation collective de l'ensemble des valeurs contenues dans la notion de développement durable (Parodi, 2011, p. 78). Mais si un virage culturel est nécessaire à la réalisation des objectifs du développement durable, ce virage ne serait-il pas synonyme d'un 'ajustement structurel culturel' en faveur du développement durable ? Rappelons-le, redevables des théories de la modernisation, il existe un bon nombre d'auteurs qui perçoivent la modernisation et le développement économique comme un processus univoque fondé sur un groupe spécifique de valeurs 'modernes' qui seraient universelles à l'ensemble de l'humanité indépendamment de leur spécificité culturelle (sous-section 1.1.2.5, premier chapitre)⁶³. C'est pourquoi Étounga-Manguelle (2000) évoque l'idée de promouvoir la prospérité économique dans certains pays d'Afrique à travers un 'ajustement structurel culturel' qui viserait à

⁶³ Voir par ex. Grandona (2000), Harrison (2000b), Étounga-Manguelle (2000), Fairbanks (2000), Lindsay (2000) et Montaner (2000).

renforcer l'individualisme et à se débarrasser de certains traits culturels traditionnels, dont notamment des modes de vie centrés sur la communauté. Malgré un rapprochement apparent entre l'idée d'un 'virage vers une culture de prospérité économique' et d'un 'virage vers une culture de durabilité', les fondements théoriques de ces deux types de littérature reposent sur des supposés complètement opposés. Deux différences majeures peuvent être soulevées.

D'une part, aucun des auteurs traitant d'un virage culturel vers le développement durable ne perçoit ce virage comme une solution 'prescriptive' pour atteindre les objectifs de durabilité. En effet, leurs perspectives théoriques se rapprochent davantage de celles de Landes (2000), Nau (2005), Pye (2000), Sen (2000) et Wei-Ming (2000)⁶⁴ selon lesquelles, malgré une recherche d'objectifs similaires de développement, la spécificité culturelle de différentes sociétés peut modeler de diverses manières leurs processus de développement. Ainsi, l'existence d'une culture de durabilité n'impliquerait pas nécessairement une manière universelle de se 'développer durablement', mais plutôt une multiplicité de manières (culturelles) de transposer au niveau pratique cette culture partagée de durabilité⁶⁵. D'autre part, il n'existe pas un groupe fermé et fixe mais une diversité d'idées de valeur, et donc d'éléments normatifs, pouvant être à l'origine d'une culture de durabilité. En ce sens, le développement durable est culturellement déterminé non seulement parce qu'il mobilise une rationalité axiologique fondée sur des idées de valeur 'durables' (forcément culturelles), mais également parce qu'autant ces idées de valeur que leurs configurations peuvent varier selon le contexte socioéconomique et historique dans lequel elles sont générées (Ayestaran, 2011; Hauser et Banse, 2011).

⁶⁴ Sous-sections 1.1.2.1 et 1.1.2.2, premier chapitre.

⁶⁵ Loin d'être redevable uniquement des facteurs culturels, cette multiplicité de manières de retrouver des processus durables de développement serait aussi le produit de l'histoire des sociétés, de la spécificité des institutions mises en place, des caractéristiques géographiques et des capacités techniques, entre autres.

En bref, loin de porter un regard universalisant et fixe sur la notion de culture de durabilité, les auteurs traitant d'un virage culturel vers le développement durable se rapprochent plus d'une perspective théorique appelant à : i) une mise à jour et une problématisation constante du concept de développement durable et des idées de valeur qu'il mobilise, et ii) une adaptation et une adéquation de ces idées de valeur aux spécificités culturelles des contextes locaux. C'est pourquoi ce type d'approches est situé à l'intérieur du quadrant B (multiplicité/sens social) de la matrice à quatre quadrants qui regroupe les différents travaux traitant des liens entre culture, développement économique et développement durable (exposée dans la figure 1.2 du premier chapitre).

3.2.3.2 Caractère culturel du développement

Si le développement durable est une notion culturellement déterminée car fondée sur des idées de valeur 'durables' (telles qu'elles se retrouvent dans une société et à un moment précis), conséquemment, d'autres types de développement seraient également des constructions conceptuelles culturellement déterminées, mobilisant certaines idées de valeur et laissant donc d'autres de côté. Ainsi, quel que soit le type de développement recherché (économique, humain, social, durable, et ainsi de suite), il ne peut qu'être fondé sur des idées de valeur particulières, toujours redevables d'un contexte culturel donné. Cette idée soulève donc un deuxième niveau d'analyse du caractère culturel du développement durable : celui-ci est une construction conceptuelle culturelle non seulement parce qu'il mobilise des idées de valeur 'durables' mais également parce qu'il incarne des idées de valeur en tant que *développement*. Regardons ceci de plus près.

Comme nous l'avons déjà indiqué, il y a développement lorsque s'opère une transformation normative du système économique et social, laquelle implique

notamment un changement au niveau qualitatif des structures sociales et mentales des agents concernés par ce processus de transformation. Autrement dit, le développement est à la fois le résultat et la cause d'un continuum de changements des structures sociales et mentales sous-jacentes à un système socioéconomique donné. De ce fait, il n'existe pas d'état normatif 'naturel', 'neutre' ou 'universel' des systèmes socioéconomiques. Chacun des états vécus peut faire l'objet d'une abstraction et d'une représentation idéaltypique qui permettrait de dégager les idées de valeur qui façonnent les comportements des individus. Ces idées de valeur peuvent paraître universelles parce qu'elles informent les choix des individus et s'alimentent de ces choix. Weber ([1904-05]2009, p. 43) exprimait cette idée il y a déjà plus de cent ans en se référant à l'ordre économique capitaliste :

De nos jours, l'ordre économique capitaliste est un immense cosmos dans lequel l'individu est pris dès sa naissance; il est pour lui un donné, un carcan qu'il ne peut transformer, du moins à titre individuel, et dans lequel son existence doit se dérouler. Il impose à l'individu pris dans les rets du marché les normes de son activité économique [...] Le capitalisme actuel, qui s'est assuré la suprématie dans la vie économique, éduque et produit pour lui-même, par le biais de la sélection économique, les sujets économiques [...] dont il a besoin.

Selon Weber, c'est donc le capitalisme lui-même qui fait partie des éléments normatifs qui à la fois conditionnent l'action sociale (au moins au niveau économique) et s'en alimentent. En ce sens, la notion de développement, redevable notamment d'une conception capitaliste de l'ordre économique, mobilise des idées de valeur associées aux normes et aux valeurs propres au fonctionnement du capitalisme. Voilà pourquoi certains auteurs, dont par exemple Escobar (1995) et Sachs (1992), portent un regard critique sur le développement durable car celui-ci, en ne remettant pas en question le développement en tant que construit culturel occidental, contribue à faire paraître comme universelles des valeurs qui seraient particulières.

L'objectif de ce détour sur le caractère culturel de la notion de développement n'est toutefois pas d'élaborer ni une critique sur les bienfaits ou les failles du capitalisme et du développement, ni un portrait détaillé des idées de valeur sous-jacentes à une conception orthodoxe de développement. Le but est simplement de souligner que la notion de développement et les pratiques qui en découlent sont construites sur des normes et des valeurs qui n'ont rien d'universel et qui appartiennent donc à un contexte culturel et historique particulier. C'est pourquoi une analyse rigoureuse du lien entre culture et n'importe quel type de développement se doit de problématiser la notion elle-même de développement en tant que construction conceptuelle culturellement déterminée.

Prenons comme exemple les perspectives qui utilisent le capital social (représenté notamment par les valeurs de confiance et de tolérance) pour investiguer les liens entre culture et développement économique (Bornschier, 2005; Fukuyama 2000, 2001; Petrakis, 2014⁶⁶). Certes, ces valeurs représentent des éléments normatifs en eux-mêmes : on peut faire confiance ou non à quelqu'un ou à quelque chose et on peut tolérer ou non quelqu'un ou quelque chose. Cependant, ces valeurs ne sont jamais dépourvues d'un contenu culturel qui leur est complémentaire, c'est-à-dire, des idées de valeur qui donnent un sens et définissent ce que l'on tolère ou ce à quoi on se fie. Les exemples abondent, que l'on se penche sur des thématiques aussi flagrantes que l'acceptation des formes modernes d'esclavage (The Minderoo Foundation, 2016) et la production massive de déchets plastique qui aboutissent dans les océans (Jambeck et al., 2015), pour ne nommer que quelques-unes, ou d'autres thématiques plus délicates dont la définition du seuil de pauvreté, l'acceptation d'un taux de chômage donné, les manières de définir et d'appliquer les droits de propriété intellectuelle, et ainsi de suite; ce sont toujours des idées de valeur qui définissent les normes implicites et explicites encadrant chacune de ces thématiques, la tolérance

⁶⁶ Sous-sections 1.1.2.3 et 1.1.2.4 du premier chapitre.

envers différentes pratiques et la confiance dans le respect des pratiques tolérées étant donc dépendantes des valeurs et des normes en vigueur. Ainsi, une réflexion approfondie du lien entre le capital social et le développement ne peut se contenter d'analyser comment les niveaux de confiance et de tolérance facilitent ou entravent les processus de développement, en réduisant les coûts de transaction (Fukuyama, 2000, 2001) ou en facilitant une adoption plus rapide des innovations (Bornschier, 2005). Une telle réflexion doit également investiguer les frictions et les synergies entre les idées de valeur régissant les structures sociales et mentales de l'ordre socioéconomique des sociétés ciblées et celles sous-jacentes au type de développement que l'on étudie (dans le cas de la recherche) ou que l'on veut atteindre (dans le cas des politiques de développement).

3.2.3.3 Caractère culturel du développement durable

Axée sur la pensée de Weber, la perspective théorique proposée dans le cadre de ce mémoire permet d'articuler autant la notion de durabilité que celle de développement comme des constructions conceptuelles mobilisant des éléments normatifs particuliers. Ainsi, le développement durable, tel qu'il fut cristallisé par le programme de développement à l'horizon 2030, est une construction conceptuelle culturellement déterminée car fondée sur des idées de valeur redevables des notions de développement, d'une part, et de durabilité sociale, environnementale et économique, d'autre part. Cette idée peut être représentée à l'aide d'un triangle composé des trois dimensions du développement durable où, au centre, l'on peut concevoir une quatrième dimension formée par l'ensemble des valeurs sur lesquelles se fonde ce type de développement (Fig. 3.2). Cet ensemble de valeurs représente donc la dimension culturelle du développement durable, c'est-à-dire, l'ensemble dynamique d'idées de valeurs lesquelles, en tant qu'éléments normatifs, modèlent les structures sociales et mentales définissant les dimensions sociale, économique et

environnementale de ce développement et, à leur tour, s'alimentent de ces structures dans des processus constants de régénération et de transformation.

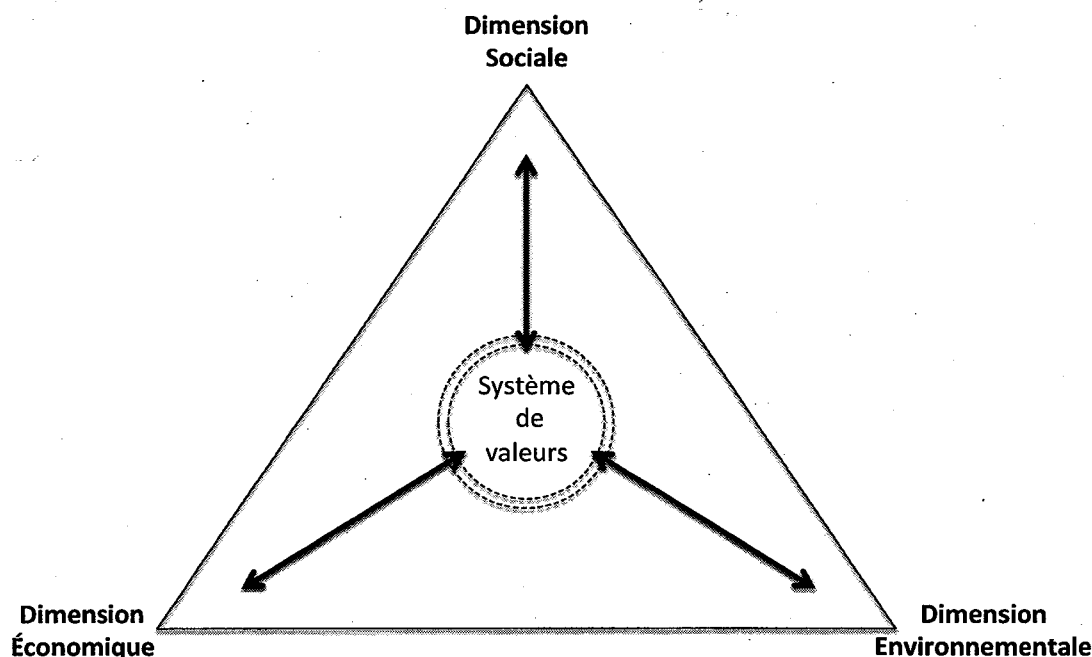


Figure 3.2 La culture en tant que dimension fondamentale du développement durable

À vrai dire, ce modèle peut s'appliquer non seulement au développement durable mais également à d'autres notions de développement. Malgré l'absence d'une allusion explicite aux questions sociales et environnementales, n'importe quel type de développement mobilise une manière particulière de traiter ces questions, même lorsqu'elles sont réduites à des externalités sans intérêt pour l'analyse économique. En ce sens, tel que nous l'avons déjà indiqué, il existe toujours un système de valeurs particulier à l'origine des notions et des processus de développement et, de ce fait, il existe toujours une dimension culturelle au centre de ces notions et processus. Pour adapter le modèle proposé, il ne s'agit que de modifier le système de valeurs placé au

cœur du triangle selon les idées de valeur sous-jacentes au type de développement étudié.

Si le modèle proposé dans la figure 3.2 a l'avantage d'illustrer le rôle de la culture en tant que dimension fondamentale du développement, et particulièrement du développement durable, il est moins utile pour imaginer les manières dont les processus de développement durable peuvent différer non seulement selon les valeurs que l'on considère comme étant durables mais également selon les caractéristiques spécifiques de différents contextes sociaux, économiques, historiques et géographiques. En effet, malgré le rôle central de la culture dans la recherche de processus de développement plus durables, force est d'admettre que les capacités techniques et matérielles possèdent aussi un rôle central dans la modélisation et le déroulement de ces processus. La figure 3.3 cherche à illustrer comment la culture (représentée par un ensemble de valeurs) ainsi que les capacités techniques et matérielles façonnent les structures sociales et sont à leur tour influencées dans ce même processus. Ainsi, la 'forme' spécifique des différents processus de développement durable dépendrait des interactions entre des flux excentriques exercés par la culture, des flux concentriques exercés par les capacités techniques et matérielles et des flux excentriques et concentriques exercés par l'ensemble des actions des agents (individus, gouvernements, secteur privé, société civile, organisations internationales) aux niveaux économique, social et environnemental⁶⁷. Aucun de ces trois éléments (culture, action sociale et capacités techniques et matérielles) n'aurait à priori une importance prépondérante dans l'analyse, les rapports de force entre les différents flux pouvant varier selon la spécificité de chaque contexte socioéconomique, historique et géographique.

⁶⁷ Cette perspective ressemble indirectement à celle de Zelizer (2010, p. 366), auteure qui pour étudier le marché envisage un modèle interactif composé de facteurs culturels, structurels et économiques où aucun de ces trois facteurs n'est plus important que l'autre (évitant ainsi un absolutisme culturel, structurel ou économique).

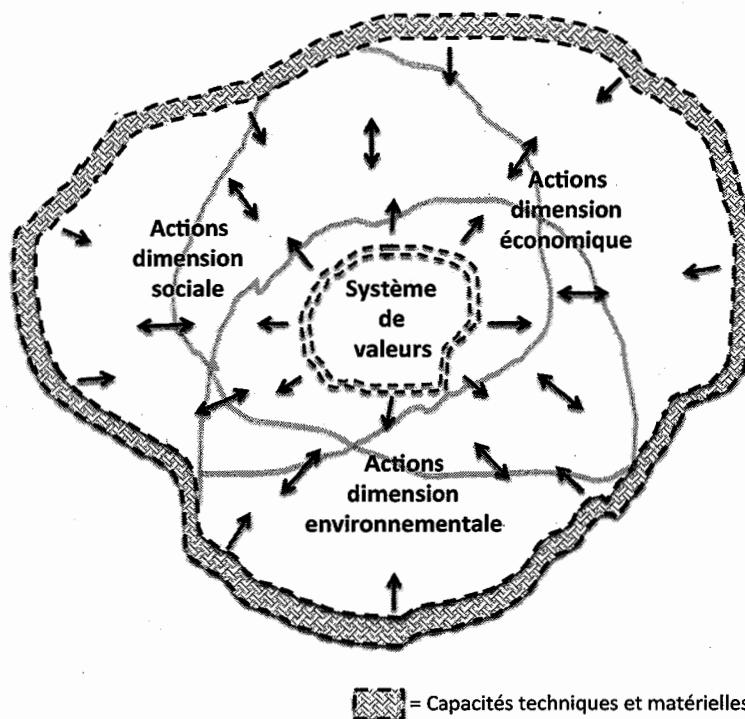


Figure 3.3 Interactions entre culture, capacités techniques/matérielles et actions des agents

Finalement, la reconnaissance du caractère normatif des notions de développement et de développement durable permet de souligner que la généralisation et l'institutionnalisation des idées de valeur sous-jacentes au développement durable possèdent en effet le potentiel de transformer ce que l'on entend habituellement par développement et les pratiques qui y sont associées. Une telle transformation modifierait notamment les valeurs informant la rationalité axiologique des acteurs socioéconomiques, pouvant donc potentiellement faire disparaître des pratiques qui sont monnaie courante dans l'ordre économique actuel. La reconnaissance du caractère culturel du développement durable, à l'aide notamment d'une lecture wébérienne des phénomènes culturels, se présente donc comme un sujet d'étude qui

renverse la logique de l'analyse réalisée par Weber lui-même. Il ne s'agit pas d'associer un ordre économique déterminé à une certaine éthique qui s'est développée dans une société donnée. Il s'agit plutôt de dégager les idées de valeur sous-jacentes à l'ordre socioéconomique 'durable' que l'on souhaite établir et d'investiguer les manières dont ces idées de valeur peuvent être opérationnalisées, généralisées et institutionnalisées afin d'atteindre des processus plus durables de développement. La tâche reste cependant colossale. À proprement parler, il s'agit entre autres de trouver des moyens permettant de modifier les fondements éthiques du capitalisme actuel, que l'on l'aime ou que l'on ne l'aime pas, afin de le rendre plus durable. Sans porter forcément un regard négatif sur l'avenir, il est difficile d'imaginer un tel changement, à court ou à moyen terme, en l'absence d'une crise majeure qui force une redéfinition des valeurs et des normes régissant l'ordre social et économique actuel, et cela au niveau global.

3.3 Propos d'étape

L'opérationnalisation d'une perspective théorique de la culture axée sur la pensée de Weber permet d'étudier le lien entre culture et développement durable en problématisant le développement durable lui-même en tant que phénomène culturel. Si notre démarche se situe sur un plan théorique et conceptuel, elle a notamment pour but de s'insérer dans certains débats à portée plutôt pratique. Ainsi, en guise de conclusion du chapitre, nous nous penchons sur les liens entre la perspective théorique et l'analyse proposées et certains débats touchant l'avenir du développement durable, et cela autant au niveau de l'intégration de la culture dans ce type de développement que de la mise en œuvre des ODD. Trois thématiques peuvent être dégagées.

3.3.1 UNESCO, CGLU et quatrième pilier

Le tour d'horizon de la littérature traitant des liens entre culture, développement économique et développement durable élaboré dans le premier chapitre montre que ces sujets peuvent être abordés d'une pluralité de points de vue. Cette diversité de points de vue est d'abord le produit du caractère polyvalent de la culture et, ensuite, des divers sujets d'études et perspectives théoriques qui en découlent. Les travaux de l'UNESCO et de CGLU sur la culture en tant que quatrième pilier ou pilier fondamental du développement durable intègrent en effet divers points de vue avancés dans la littérature scientifique et académique. Cependant, ces travaux demeurent centrés sur une interprétation de la culture associée au secteur culturel. Si les arts, les industries culturelles, l'artisanat, le patrimoine matériel et immatériel, etc. ont certainement un rôle important à jouer dans la création et la mise en œuvre de pratiques et de politiques de développement durable, l'idée du pilier fondamental ou du quatrième pilier nécessite l'intégration de cette 'pierre angulaire manquante' de l'argumentaire centrée sur une interprétation sociale de la culture.

Tel qu'indiqué à la fin du premier chapitre, le peu d'allusions explicites à la culture dans le texte des ODD⁶⁸ est à nos yeux le produit non seulement d'un manque de volonté politique vis-à-vis de la culture dans le processus ayant donné naissance à ce programme international de développement (Vlassis, 2015a, 2015b), mais également de l'absence d'un argumentaire puissant et cohérent, et de ce fait suffisamment persuasif, soulignant l'importance de la culture dans le développement durable et

⁶⁸ Sur les 169 cibles établies, il n'y en a que quatre qui mentionnent la culture (cibles 4.7, 8.9, 11.4 et 12.b), l'associant notamment à la diversité culturelle, aux produits locaux, au patrimoine culturel et au tourisme. La situation est davantage critique quant au lien entre créativité artistique et innovation, mis de l'avant notamment par l'UNESCO à travers les notions d'économie et d'industries créatives. Si l'importance de l'innovation est soulignée à sept reprises (et notamment dans l'objectif 9), la créativité n'est mentionnée que dans la cible 8.3, où aucun lien explicite avec sa dimension culturelle n'est spécifié (ONU, 2015a).

étant mobilisé par une masse critique d'acteurs. S'il est compréhensible, voire nécessaire, que l'UNESCO centre son travail en culture spécifiquement sur le secteur culturel (car elle est la seule agence du système des Nations Unies avec un mandat spécifique en la matière), le rôle de ce secteur dans le développement durable est nécessairement inséré dans un contexte élargi où la culture fait référence à l'*ensemble* des valeurs affectant d'une manière ou d'une autre l'*ensemble* des secteurs d'activité aux niveaux économique, social et politique. Ainsi, au moins en ce qui concerne le lien entre culture et développement durable, il n'existe pas de véritable concurrence entre une interprétation sociale de la culture et une interprétation centrée sur le secteur culturel. Ces deux interprétations peuvent en effet représenter deux visages, à échelles différentes, d'un même corpus argumentaire : i) l'interprétation sociale permettant l'élaboration d'un cadre général d'analyse (où la culture, représentée par un système de valeurs, est au centre de la notion de développement durable et des structures sociales et mentales des sociétés visées), et ii) l'interprétation liée au secteur culturel mettant en lumière l'importance des valeurs incarnées par les activités et les biens artistiques et culturels dans un système de valeurs élargi à l'ensemble de la société.

Dans une contexte international où les politiques culturelles s'éloignent de plus en plus d'une tradition politique et sociale pour devenir un élément associé aux stratégies de développement économique (Bouquillion, 2012; Flew et Swift, 2014, p. 155-157; Throsby, 2008b, p. 229), l'intégration généralisée d'une interprétation sociale de la culture dans les débats sur le développement durable contribuerait en effet à mieux mettre en valeur les bénéfices des activités artistiques et culturelles aux niveaux social et environnemental (évitant donc une vision centrée principalement sur les bénéfices en terme de croissance économique)⁶⁹. En ce sens, il peut s'avérer plus

⁶⁹ À titre d'exemple, cette perspective donnerait autant d'importance aux initiatives telles que le Festival international de jazz de Montréal (FIJM), lequel remporterait plus de revenus pour le fisc que le Grand Prix du Canada (Brousseau-Pouliot, 2017), et le projet 'La musique aux enfants' de

bénéfique pour le secteur culturel que les agences internationales voulant mettre la culture au cœur du développement durable embrassent de manière rigoureuse et cohérente une interprétation sociale de la culture, et cela, ironiquement, dans le but de mieux défendre l'importance du secteur culturel dans la recherche de processus durables de développement. Ce type de perspective se retrouve déjà dans les travaux de certains auteurs, dont notamment Kagan (2011), dont l'ouvrage *Arts and Sustainability* traite de la notion de culture de durabilité (groupe de valeurs, normes et conventions sociales associées à des pratiques plus durables) et des manières dont les arts peuvent informer et promouvoir les processus de transformation sociale nécessaires pour traduire et généraliser cette culture de durabilité au niveau pratique.

3.3.2 Mise en œuvre des ODD

En deuxième lieu, si l'intégration explicite de la culture dans les ODD reste assez restreinte, l'analyse développée dans ce chapitre montre que le développement durable est un construit culturel, dans le sens où il mobilise des éléments normatifs particuliers et sa mise en œuvre dépend d'une généralisation et d'une

l'Orchestre Symphonique de Montréal (OSM) qui, par le biais de cours d'instrument intensifs (piano et violon), vise à soutenir le développement global de jeunes enfants issus de milieux défavorisés et à lutter contre le décrochage scolaire. Contrairement au FIJM, le projet de l'OSM n'est financé pour le moment que grâce aux donations privées. La pratique instrumentale au piano étant l'une des tâches les plus complexes pouvant être réalisées par le système psychomoteur humain (Furuya et Altenmüller, 2013; Kinoshita et al., 2007), il est difficile d'envisager une activité plus complète que l'enseignement instrumental pour appuyer le développement cognitif et moteur des enfants, et cela dès le plus bas âge. Ainsi, le projet de l'OSM est tout à fait cohérent avec les objectifs d'éducation et d'équité sociale des ODD. Des études scientifiques sur le lien entre la réussite scolaire des enfants et l'apprentissage approfondi d'un instrument musical seraient donc nécessaires afin d'inciter les gouvernements à financer et à mettre en place des projets similaires à celui de l'OSM. Ceci est justement l'un des objectifs du projet de l'OSM, une équipe de chercheurs de l'Université de Montréal devant étudier l'impact du projet sur les enfants visés (La musique aux enfants, 2017).

institutionnalisation de ces éléments normatifs⁷⁰. Ainsi, le véritable rôle de la culture (en tant que système de valeurs) dans le développement durable repose moins sur la mise en valeur explicite de la culture dans un document international que sur les capacités d'élaborer des modèles de développement qui puissent correspondre aux valeurs mobilisées par la notion de développement durable. Ce n'est donc pas dans le texte des ODD en tant que 'liste de vœux' mais plutôt dans l'élaboration de modèles de développement découlant des ODD que la reconnaissance du rôle fondamental de la culture dans le développement durable révèle toute son importance.

Il existe en effet une littérature assez critique à propos des possibilités de mettre en œuvre les ODD car, malgré l'esprit holistique et inclusif de ce programme, force est d'admettre qu'il ne propose pas de modèle de développement concret capable de surmonter les antagonismes et les contradictions traditionnels entre les questions économiques et les questions sociales et environnementales du développement durable. Autrement dit, la seule adoption des ODD ne garantit pas la fin des déséquilibres aux niveaux conceptuel et opérationnel des modèles de développement durable, où les objectifs économiques l'ont en général emporté face aux objectifs sociaux et environnementaux. Selon Koehler (2015, p. 745), l'approche des ODD est en effet holistique au niveau conceptuel mais pointilliste sur le plan concret des politiques publiques car les conflits entre différents objectifs et cibles ne sont pas abordés. Certes, les 232 indicateurs développés en 2017 et associés aux 169 cibles fonctionnent comme guide pour faire un suivi des ODD et évaluer les progrès graduels dans chacune des cibles établies. Toutefois, ces indicateurs ne servent qu'en tant qu'outils d'évaluation, donnant peu de pistes aux États au niveau de la mise en œuvre des ODD. L'un des conflits les plus frappants entre les différents objectifs des ODD est l'établissement de modes de production et consommation durables (objectif

⁷⁰ À vrai dire, l'objectif 16 des ODD serait en quelque sorte un objectif dédié à la culture dans un sens social, car il s'attaque à la promotion de valeurs telles que la paix, la justice, la liberté ainsi que la transparence, l'ouverture et la participation dans les processus de prise de décisions.

12) tout en promouvant une croissance économique soutenue (objectif 8). Le lien indissociable entre ces deux objectifs est notamment représenté par la similitude de certaines des cibles établies : la cible 8.4 demandant d'améliorer « l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales dans les modes de consommation et de production et s'attacher à dissocier croissance économique et dégradation de l'environnement » (ONU, 2015a, p. 21), et la cible 12.2 appelant à « parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles » (ONU, 2015a, p. 24). Il est donc peu surprenant que les seuls deux indicateurs choisis pour évaluer les progrès de chacune de ces deux cibles soient exactement les mêmes⁷¹. De ce fait, les questionnements sur les moyens d'atteindre ces deux objectifs simultanément se posent avec d'autant plus de force qu'il n'existe pas d'indicateurs complémentaires qui puissent guider d'une manière ou d'une autre l'action publique.

Les défis posés par les ODD vont toutefois au-delà de la 'règle de Tinbergen', laquelle suppose que pour chaque objectif établi par l'action publique il faut au moins un outil pour y parvenir. S'il est vrai que le développement durable exige l'élaboration et l'adoption de nouveaux outils pour guider l'action publique (Knudson, 2009), l'esprit des ODD serait révélateur d'une crise majeure de l'économie politique du développement. Selon Abbas (2016), le décalage entre les modèles de développement existants et les cibles établies par les ODD est si important que, au-delà de devoir procéder à de simples ajustements techniques, ces modèles doivent se renouveler à travers une remise en question profonde et structurelle. À la différence des OMD, lesquels ne se sont pas éloignés d'une perspective d'efficacité et d'efficience redevables des programmes d'ajustement macroéconomique standards, la mise en œuvre des ODD demande l'élaboration de

⁷¹ Les cibles 8.4 et 12.2 sont toutes les deux déclinées à l'aide des deux indicateurs suivants: i) « Material footprint, material footprint per capita, and material footprint per GDP » et ii) « Domestic material consumption, domestic material consumption per capita, and domestic material consumption per GDP ») (ONU, 2017a, p. 11/16).

nouveaux cadres d'analyse et d'action aux niveaux politique, social et environnemental (Abbas, 2016; Moore, 2015, p. 803). Gore (2015, p. 721-722) abonde dans le même sens :

Emerging socio-economic and ecological realities require not only new goals but also a deeper paradigm shift in development thinking and practice in terms of both 'development' and 'sustainability' [...]

A new global development paradigm involves new concepts, new institutions, new models of practice, new forms of cooperation and new values, and it inevitably would require new global goals. But the introduction of new global goals by themselves may or may not initiate a shift to a new global development paradigm.

Il est difficile d'imaginer une manière d'opérer un tel changement de paradigme sans une remise en cause des valeurs sous-jacentes aux modèles de développement. C'est là où repose l'importance d'une perspective théorique capable de reconnaître le rôle central des valeurs à l'origine non seulement de la notion de durabilité mais également, et peut-être surtout, de la notion de développement. Si le but des ODD est de promouvoir de nouvelles structures socioéconomiques construites sur des valeurs 'durables', les modèles de développement guidant la mise en œuvre des ODD doivent s'éloigner des perspectives techniques et apolitiques ayant justement contribué à former les structures dont on cherche aujourd'hui à se débarrasser, d'une part, et intégrer à l'analyse du développement des questions relatives aux valeurs inhérentes autant aux politiques de développement qu'au comportement des agents économiques des sociétés ciblées, d'autre part. D'après Moore (2015, p. 805), sans un tel changement de paradigme, les politiques de développement durable n'arriveront probablement pas à créer un nouvel ordre socioéconomique durable mais plutôt à faire perdurer l'ordre déjà établi⁷².

⁷² Scheyvens, Banks et Hughes (2016) proposent une analyse similaire mais appliquée au secteur privé. Selon ces auteurs, les ODD mettent au défi non seulement les États mais aussi le secteur privé, car celui-ci aurait un rôle majeur à jouer dans la mise en œuvre des cibles élaborées par cet ambitieux mais nécessaire plan d'action international.

3.3.3 Économie et éthique

Les politiques de développement étant généralement déterminées par des questions d'ordre d'économique, un changement de paradigme en économie serait essentiel à la recherche de modèles et de processus de développement mieux adaptés aux objectifs du développement durable. Comme l'indique Maréchal (2005, p. 45), en soulignant la place centrale des questions normatives liées à ses dimensions sociale et environnementale, « la notion de développement durable contribue à réintroduire le souci éthique, autrement dit la question du sens, au sein de l'analyse économique ». Ainsi, la reconnaissance du lien indissociable entre la culture, en tant que système de valeurs, et le développement durable, en tant que notion et projet construits sur un système de valeurs, se traduit en dernier lieu par un appel à reconnaître les valeurs comme une composante essentielle de l'analyse économique.

L'idée d'intégrer les valeurs et le souci éthique à l'analyse économique n'est certainement pas nouvelle, le père de la science économique libérale lui-même étant injustement perçu comme le précurseur de l'égoïsme rationnel et du laisser-faire absolu. En effet, l'éloge du marché et le souci d'efficacité prônés par Smith doivent être compris dans leur contexte historique et, surtout, dans un individualisme encadré par une éthique de bien commun et non pas par une main invisible détachée de toute dimension affective et morale. Smith déclare :

L'homme [...] devrait se considérer non pas comme séparé et détaché de tout, mais comme un citoyen du monde, un membre de la vaste communauté de la nature [...], dans l'intérêt de cette grande communauté, il devrait à tout instant être prêt à sacrifier son propre petit intérêt. (Cité dans Saint-Upéry, 2003, p. 17)

Un groupe important d'économistes, théoriciens et philosophes ont essayé de raviver le caractère moral, social et politique de l'économie depuis la deuxième moitié du

XXe siècle. Appuyés entre autres sur l'héritage de J. M. Keynes, Stiglitz (2009, 2012) et Krugman (2009) soulignent notamment autant les échecs des politiques économiques axées sur une main invisible mal comprise que l'importance de l'intervention étatique dans le maintien de hauts niveaux d'emploi et la réduction des inégalités. Du point de vue de la sociologie économique, Swedberg (1998) rappelle la pertinence de l'héritage intellectuel de Weber pour (ré)introduire les éléments sociaux à l'analyse économique et Zelizer (2010, p. 363-382) propose en outre de remplacer le paradigme néoclassique d'analyse du marché par un modèle multiple qui intègre autant les facteurs culturels et structurels qu'économiques. Opposés à une économie fondée sur une perspective utilitariste, d'autres auteurs, dont par exemple Amartya Sen et Michael Walzer, s'engagent d'une manière critique dans la voie ouverte par John Rawls dans son ouvrage *Théorie de la justice*⁷³, lequel est considéré par certains « comme l'acte fondateur du renouveau contemporain de la réflexion sur l'éthique économique et sociale » (Maréchal, 2003, p. 94; Saint-Upéry, 2003, p. 25). S'attaquant à l'une des fondations de la théorie économique, Sen (1977) avance non seulement que la notion d'un *Homo oeconomicus* détaché des dimensions morales et affectives est loin d'être réaliste mais également qu'elle n'est pas nécessairement efficace, et cela d'un point de vue économique. C'est pourquoi cet auteur propose ultérieurement un modèle de développement axé sur la garantie des libertés, où la formation des valeurs ainsi que l'émergence et l'évolution d'une éthique sociale font partie intégrante de l'analyse économique, ayant autant d'importance que le fonctionnement du marché et d'autres institutions (Sen ([1999]2003)).

Bien évidemment, il serait naïf d'espérer résumer en quelques lignes la vaste diversité de travaux qui, élaborés à partir d'une pluralité de disciplines, soulignent le besoin de

⁷³ Partisan d'une éthique de « style contractuel » (Saint-Upéry, 2003, p. 25), Rawls comprend la société comme « une association, plus ou moins autosuffisante, de personnes qui, dans leurs relations réciproques, reconnaissent certaines règles de conduite comme obligatoires, et qui, pour la plupart, agissent en conformité avec elles » (cité dans Maréchal, 2003, p. 95).

rapprocher la science économique d'une tradition éthique et sociale. Maints autres auteurs de référence se sont penchés sur ces questions afin de souligner le besoin d'un changement d'approche dans la théorie économique, dont par exemple Gunnar Myrdal ou Albert Hirschman, pour ne nommer que quelques-uns (Frobert et Ferraton, 2003a, 2003b). Plutôt que de vouloir approfondir sur les spécificités de ces différents auteurs, ce très court détour ne vise qu'à souligner leur point principal de rencontre lequel, exprimé de manière très large, se traduit par la volonté de faire de l'économie une science morale. Ainsi, ce type de littérature touche au cœur des débats actuels sur le développement durable et la mise en œuvre des ODD, où l'on cherche à concevoir de nouvelles manières autant de comprendre que de faire de l'économie.

Comme Max Weber l'avait compris au début du XXe siècle ou Amartya Sen aujourd'hui, les liens sociaux, y compris les liens économiques, ne peuvent être réduits à un calcul utilitariste et, de ce fait, les sciences qui s'y intéressent ne peuvent utiliser ce calcul comme unique outil de référence. Parce que le développement durable nous oblige à nous pencher non pas nécessairement sur la façon dont les valeurs facilitent ou entravent le développement économique mais plutôt comment celles-ci façonnent les modèles eux-mêmes de développement, parler de la relation entre culture et développement durable devrait revenir avant tout à parler de la relation entre valeurs et économie, ou autrement dit, entre éthique et économie. Pourtant, cette idée n'est que très peu abordée dans les travaux académiques traitant du lien entre culture et développement durable et n'est aucunement prise en compte dans les documents et rapports internationaux se penchant sur ce lien.

CONCLUSION

Depuis presque vingt-ans, un nombre de plus en plus important d'acteurs au niveau international appellent à faire de la culture un quatrième pilier ou un pilier fondamental du développement durable. Les retombées de cette mobilisation internationale demeurent cependant mitigées, la culture occupant une place plutôt restreinte dans le programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. En tenant compte de ce constat, ce mémoire s'est attaqué aux débats sur la relation entre culture, développement et développement durable dans le but de proposer une perspective qui puisse mobiliser la culture comme une véritable dimension fondamentale du développement durable. Deux contributions générales découlent de notre démarche.

Premièrement, malgré l'absence d'une ligne directrice facilitant le dialogue entre la diversité de travaux traitant des liens entre culture, développement économique et développement durable, les onze catégories de travaux dégagées dans le premier chapitre permettent d'élaborer une grille de lecture dressant un portrait unifié des débats. Cette grille de lecture possède l'avantage de dégager les divergences et les points de rencontre entre les différents travaux académiques et institutionnels ciblés. Elle met ainsi en lumière la relation étroite entre les travaux de l'UNESCO et de CGLU cherchant à faire de la culture un pilier du développement durable et la littérature académique traitant entre autres du rôle du secteur culturel, de la diversité des expressions culturelles, des traditions, du patrimoine et du renforcement des politiques culturelles dans la promotion des processus plus durables de développement. Toutefois, la grille souligne également le manque de liens entre les idées proposées par ces organisations internationales et les travaux académiques se penchant sur la diversité des facteurs culturels (dont notamment des valeurs) pouvant

faciliter les processus de développement économique ainsi que sur le besoin d'opérer une transformation culturelle pour atteindre un développement véritablement durable. Ainsi, les idées issues des travaux traitant de la culture dans son sens social demeurent en marge de la mobilisation internationale cherchant à intégrer la culture au cœur du développement durable.

Deuxièmement, ce mémoire propose une perspective théorique utilisant une interprétation sociale de la culture axée sur la pensée de Weber, laquelle permet d'analyser le lien entre culture et développement durable en problématisant la notion elle-même de développement durable en tant que phénomène culturel. Tel qu'illustrée par notre analyse des ODD, cette perspective possède l'avantage d'intégrer à l'étude du lien entre culture et développement les éléments normatifs sous-jacents à la notion de développement utilisée ou étudiée. Selon cette perspective, la culture est non seulement une composante de l'analyse émanant des valeurs et des normes présentes dans les sociétés ciblées, mais également un élément central du type de développement que l'on veut étudier ou atteindre. Dans le cas du développement durable, une telle perspective théorique semble particulièrement avantageuse.

Le développement durable se présente en effet comme une recherche constante de processus plus durables de développement, la durabilité étant ainsi associée à un processus et non pas à un état pouvant être atteint définitivement. Conséquemment, il n'existe pas, du moins pour le moment, de société 'durable' qui, insérée dans l'ordre capitaliste actuel, pourrait servir d'exemple empirique permettant de dégager les éléments culturels ayant contribué à l'essor de sa 'durabilité'. Comment est-il donc possible d'analyser les liens entre la culture d'une société et un type de développement qui n'existe pas dans la réalité empirique ? Voilà l'avantage d'une perspective théorique de la culture axée sur l'héritage intellectuel de Weber : elle sert de point de départ pour appréhender le développement durable en tant que construction conceptuelle déterminée culturellement afin d'extraire ses éléments

normatifs centraux et, ensuite, d'étudier, d'un point de vue scientifique, les liens entre ces éléments normatifs et le système de valeur à l'origine de l'ordre socioéconomique d'une société à un endroit et à un moment donnés. En ce sens, la question n'est pas de savoir s'il existe des cultures plus propices au développement que d'autres (question sempiternelle des débats sur le lien entre culture et développement); la question, du point de vue des modèles visant à promouvoir un développement durable, est plutôt de savoir quelles sont les valeurs inhérentes au type de développement que l'on veut atteindre et de quelles manières ces valeurs peuvent-elles être adoptées, adaptées, institutionnalisées et, probablement, transformées par le système de valeurs régissant les structures sociales et mentales des sociétés visées. C'est pourquoi la culture, représentée par un système de valeurs à l'origine autant d'un concept que du fonctionnement d'une société, ne peut être autre chose qu'une dimension ou un pilier central du développement durable. Si différents auteurs ont souligné le rôle central des valeurs dans l'étude du développement et du comportement des agents économiques, cette idée n'est pourtant presque jamais abordée dans les travaux cherchant à faire de la culture un pilier du développement durable.

Malgré le caractère plutôt théorique de notre analyse, les conclusions dégagées visent en dernier lieu à contribuer à différents débats entourant l'avenir et l'élaboration des politiques de développement durable. D'abord, l'argumentaire des organisations internationales cherchant à renforcer le rôle du secteur culturel dans les politiques de développement durable pourrait être complété et renforcé à l'aide des perspectives se penchant sur une interprétation sociale de la culture. À vrai dire, il n'y pas de véritable concurrence entre ce type d'interprétation de la culture et celui qui est centré sur le secteur culturel. Tel qu'indiqué par Kagan (2011), les arts et le secteur culturel peuvent avoir en effet un rôle clé à jouer dans la recherche, la création, l'adoption et la généralisation de valeurs mieux adaptées aux objectifs du développement durable. Une reconnaissance accrue au niveau international du lien entre la culture, dans son sens social, et le développement durable pourrait ainsi s'avérer bénéfique pour

renforcer la prise en compte du secteur culturel dans les politiques promouvant ce type de développement.

Ensuite, l'envergure des défis posés par les ODD impose une remise en question profonde des modèles de développement orthodoxes si l'on veut se rapprocher des objectifs fixés pour l'année 2030. Une telle remise en question demande notamment un renouvellement des valeurs sous-jacentes aux modèles et aux politiques de développement qui ont justement contribué à former les structures mentales et sociales que l'on cherche aujourd'hui à transformer à travers des plans d'action et des politiques de développement durable. La reconnaissance du rôle central des valeurs non seulement dans la notion de développement durable mais surtout dans la notion de développement aiderait donc à souligner les possibilités de transformation de ce que l'on entend par développement, et conséquemment, à faciliter la construction de modèles de développement promouvant des valeurs et des pratiques plus durables.

Finalement, les questions économiques bénéficiant généralement d'un poids décisif dans les modèles de développement, la remise en question de ces modèles exigerait forcément un renouveau dans les manières d'étudier et de comprendre l'économie, où l'intégration des valeurs dans l'analyse économique devrait se substituer à un calcul uniquement utilitariste, idée que maints auteurs ont défendu depuis la naissance même de la science économique. Autrement dit, le besoin d'élaborer des modèles de développement mieux adaptés au développement durable demande en dernier lieu de (ré)introduire le souci éthique au centre de l'analyse économique. Ainsi, ce n'est peut-être qu'à l'aide d'un changement de paradigme dans la science économique elle-même que l'on pourrait déplacer les ODD de la sphère du souhaitable afin de les insérer dans la sphère du possible. Comme le disait Keynes il y a déjà environ 80 ans, « ce sont les idées et non pas les intérêts constitués qui, tôt ou tard, sont dangereuses

pour le bien comme pour le mal »⁷⁴. Sera-t-on capable d'opérer un renouvellement au niveau des idées, des valeurs et, de ce fait, des modèles de développement afin de mettre en marche une sorte de *New Deal* pour le développement durable ? La communauté scientifique semble s'entendre sur le fait que l'on ne peut se permettre de manquer notre coup. Voilà une raison d'importance majeure appelant à prendre au sérieux le rôle central de la culture dans le développement durable.

⁷⁴ Cité dans Krugman (2009, p. 244).

RÉFÉRENCES

- Abbas, M. (2016). « Réflexions sur les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies », Cycle facultaire de la faculté de Science politique et droit, Montréal : Université de Québec à Montréal, 8 avril.
- Ayestaran, I. (2011). « Science, Responsibility and Global Sustainability: Steps toward a New Ethical Paradigm? » dans O. Parodi, I. Ayestaran et G. Banse (dir.), *Sustainable Development – Relationships to Culture, Knowledge and Ethics*, Karlsruhe : Karlsruhe Institute of Technology, 213-226.
- Aylett, H. (2010). « An international instrument for international cultural policy. The challenge of UNESCO's Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions 2005 », *International Journal of Cultural Studies*, 13(4), 355-373.
- Beddoe, R., Costanza, R., Farley, J., Garza, E., Kent, J., Kubiszewski, I., Martinez, L., McCowen, T., Murphy, K., Myers, N., Ogden, Z., Stapleton, K. et Woodward, J. (2009). « Overcoming systemic roadblocks to sustainability: The evolutionary redesign of worldviews, institutions, and technologies », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 106(8), 2483-2489.
- Berger, P. L. et T. Luckmann (1966). *The Social Construction of Reality*, Londres : Penguin Books, 249 p.
- Birkeland, I. (2008). « Cultural Sustainability : Industrialism, Placelessness and the Re-animation of Place », *Ethics, Place and Environment*, 11(3), 283-297.
- Boettke, P. J. et Storr, V. H. (2002). « Post-Classical Political Economy : Polity, Society and Economy in Weber, Mises and Hayek », *American Journal of Economics and Sociology*, 61(1), 161-191.
- Boissonade, J. et Hackenberg, K. (2011). « La nature contre la culture ? », *Développement durable et territoires*, 2(2), 12 p.
- Bornschier, V. (2005). *Culture and politics in economic development*, Abingdon : Routledge, 298 p.
- Boudon, R. (2012). *La rationalité*, Paris : Presses Universitaires de France, 122 p.
- _____. (2004). « Théorie du choix rationnel ou individualisme méthodologique ? », *La découverte : Revue de MAUSS*, 2(24), 281-309.
- Bouquillion, P. (2014). « Francophone Perspectives on Creative Industries and the Creative Economy », *Canadian Journal of Communication*, 39(1), 55-71.

- _____. (2012). « Les industries et l'économie créatives : transformations radicales des politiques publiques culturelles ? », dans P. Bouquillion (dir.), *Creative economy, creative industries : des notions à traduire*, Saint-Denis : Presses universitaires de Vincennes, 241-257.
- Brousseau-Pouliot, V. (2017). « Le jazz plus payant pour le fisc que la F1 », La Presse : Montréal, 29 juin.
- Bruhns, H. (1996). « Max Weber, l'économie et l'histoire », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 51(6), 1259-1287.
- Burton, R. J. F. et Paragahawewa, U. H. (2011). « Creating Culturally Sustainable Agri-environmental Schemes », *Journal of Rural Studies*, 27, 95-104.
- CGLU [Cités et Gouvernements Locaux Unis] (2015). *Culture 21 : Actions. Engagements sur le rôle de la culture dans les villes durables*, Barcelona : CGLU.
- _____. (2010). *La culture : Quatrième pilier du développement durable*, Barcelona : CGLU.
- _____. (2004). *Agenda 21 de la culture*, Barcelona : CGLU.
- Chasek, P. S., Wagner, L. M., Leone, F., Lebada, A-M. et Risse, N. (2016). « Getting to 2030 : Negotiating the Post-2015 Sustainable Development Agenda », *Review of European Community and International Environmental Law*, 25(1), 5-14.
- Chiu, R. L. H. (2004). « Socio-cultural Sustainability of Housing : a Conceptual Exploration », *Housing, Theory and Society*, 21(2), 65-76.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) et PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2008). *Creative Economy Report 2008 – The Challenge of Assessing the Creative Economy: Towards Informed Policy-making*, New York : Organisation des Nations Unies, 333 p.
- Costa-Neto, E. M. (2000). « Sustainable Development and Traditional Knowledge: a Case Study in Brazilian Artisanal Fisherman's Community », *Sustainable Development*, 8, 89-95.
- Dargent, C. (2002). « Les explications culturelles du développement économique : Pertinence et faiblesses », *Revue internationale de politique comparée*, 3(9), 343-369.
- Deblock, C. (2012). « Présentation du dossier : Innovation et développement chez Schumpeter », *Revue Interventions économique*, 46, 15 p.
- Delchet, K. (2003). *Qu'est-ce que le développement durable?*, Paris : AFNOR, 59 p.

- Digne, H. (2010). « La culture, une des clés du développement durable », *Annales de Mines – Réalités industrielles*, 2(mai), 105-108.
- Dodds, F., Donoghue, D. et Roesch, J. L. (2016). *Negotiating Sustainable Development Goals : a Transformational Agenda for an Insecure World*, London : Routledge.
- Duxbury, J. et Jeannotte, M. S. (2012). « Including Culture in Sustainability : an Assesment of Canada's Integrated Community Sustainability Plans », *International Journal of Urban Sustainable Development*, 4(1), 1-19.
- Eisenstadt, S. N. (1992). « The Order-maintaining and Order-transforming Dimensions of Culture », dans Richard Münch et Neil J. Smelser, (Éd.), *Theory of Culture*, University of California Press, 64-87.
- Engelhardt, R. A. (2000). « Culturally and ecologically sustainable tourism development through local community management » dans A. Hooper, *Culture and Sustainable Development in the Pacific*, Canberra : Asia Pacific Press, 174-186.
- Escobar, A. (1995). *Encountering Development. The making and Unmaking of the Third World*, Princeton : Princeton University Press, 290 p.
- Esteva, G. (1992). « Development », dans W. Sachs, *The Development Dictionary : A Guide to Knowledge as Power*, London : Zed Books Ltd, 6-25.
- Étounga-Manguelle, D. (2000). « Does Africa Need a Cultural Adjustment Program ? », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, 65-77.
- Fairbanks, M. (2000). « Changing the Mind of a Nation: Elements in a Process for Creating Prosperity », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, 268-281.
- Farsani, N. T., Coelho, C. et Costa, C. (2012). « Geotourism and Geoparks as Gateways to Socio-cultural Sustainability in Qeshm Rural Areas, Iran », *Asia Pacific Journal of Tourism Research*, 17(1), 30-48.
- Flew, T. et A. Swift (2014). « Cultural Policy », dans R. Towse et C. Handke (sous la direction de), *Handbook on the Digital Creative Economy*, Cheltenham : Edward Elgar, 155-161.
- Fontemaggi, F. (2017). « Accord de Paris : les É.-U. continueront de négocier malgré leur retrait », *La Presse* : Montréal, 4 août.
- Franke, G. R. et Nadler, S. (2008). « Culture, economic development, and national ethical attitudes », *Journal of Business Research*, 61(3), 254-264.

- Frederking, L. C. (2002). « Is there an endogenous relationship between culture and economic development ? », *Journal of Business Research*, 48(2), 105-126.
- Frobert, L. et Ferraton, C. (2003a). « Albert Otto Hirschman : les fondements d'une société démocratique de marché », *L'Économie politique*, 4(20), 89-99.
- _____. (2003b). « Gunnar Myrdal : l'économie comme science morale », *L'Économie politique*, 4(20), 110-112.
- Fukuyama, F. (2001), « Social capital, civil society and development », *Third World Quarterly*, 22(1), 7-20.
- _____. (2000) « Social Capital », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, 98-111.
- Furuya, S. et E. Altenmüller (2013). « Flexibility of movement organization in piano performance », *frontiers in HUMAN NEUROSCIENCE*, 7(173).
- Goncz, E., Skirke, U., Kleizen, H. et Barber, M. (2007). « Increasing the rate of sustainable change: a call for a redefinition of the concept and the model for its implementation », *Journal of Cleaner Production*, 15, 525-537.
- Gore, C. (2015). « The post-2015 moment: towards sustainable development goals and a new global development paradigm », *Journal of International Development*, 27, 717-732.
- Grandona, M. (2000). « A Cultural Typology of Economic Development », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, 44-55.
- Guèvremont, V. (2014). « Integrating culture in sustainable development: Quebec's Agenda 21 for Culture, a model for the implementation of Article 13 », dans Lilian Richieri Hanania (dir.) *Cultural Diversity in International Law*, Londres : Routledge, 265-278.
- Hajmohammad, S. et Vachon, S. (2014). « Safety Culture: A Catalyst for Sustainable Development », *Journal of Business Ethics*, 123, 263-281.
- Harrison, L. E. (2000a). « Introduction : Why Culture Matters », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, xvii-xxxiv.
- _____. (2000b). « Promoting Progressive Cultural Change », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, 296-308.
- Hasan, Z. (2006). « Sustainable development from an Islamic Perspective: Meaning, Implications and Policy Concerns », *Journal of King Abdulaziz University: Islamic Economics*, 19(1), 3-18.

- Hauser, R. et Banse, G. (2011). « Culture and Culturability : Approaching a Multifaceted Concept » dans O. Parodi, I. Ayestaran et G. Banse, *Sustainable Development – Relationships to Culture, Knowledge and Ethics*, Karlsruhe : Karlsruhe Institute of Technology, 33-52.
- Hawkes, J. (2001). *The Fourth Pillar of Sustainability : Culture's essential role in public planning*, the Humanities.com. En ligne. <http://www.culturaldevelopment.net.au/downloads/FourthPillarcomplete.pdf>. Dernière consultation le 22 octobre 2014.
- _____. (2013). « Shaping policies : Culture-sensitive and context-based policies in sustainable development » Congrès international de Hangzhou 'La culture : clé du développement durable', Paris : UNESCO. En ligne <http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/images/Jon_Hawkes_social_cohesion2.pdf>. Dernière consultation le 30 novembre 2014.
- Hermet, G. (2000). *Culture et développement*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 181 p.
- Hill, J. et Woodland, W. (2003). « Contrasting water management techniques in Tunisia: towards sustainable agricultural use », *The Geographical Journal*, 169(4), 342-357.
- Hugon, P. (1991). « L'économie du développement, le temps et l'histoire », *Revue économique*, 42(2), 339-364.
- Huntington, S. (2000). « Foreword. Culture Counts », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, xiii-xvi.
- Husted, B. W. (2005). « Culture and Ecology: A Cross-National Study of the Determinants of Environmental Sustainability », *Management International Review*, 45(3), 349-371.
- Jeannotte, M. S. et Duxbury, N. (2015). « Advancing Knowledge through Grassroots Experiments : Connecting Culture and Sustainability », *The Journal of Arts Management, Law, and Society*, 45(2), 84-99.
- Jambeck, J., Geyer, R., Wilcox, C., Siegler T., Perryman, M., Andrady, A., Narayan, R. et K. Levender Law (2015). « Plastic waste inputs from land into the ocean », *Science*, 347(6223), 768-771.
- Jenkins, W. (2011). « Environmental Pragmatism, Adaptive Management, and Cultural Reform », *Ethics & the Environment*, 16(1), 51-74.
- Jenks, C. ([1993] 2005). *Culture*, Londres et New York : Routledge, 224 p.
- Jones, E. (2006). *Cultures Merging : A Historical and Economic Critique of Culture*, Princeton and Oxford : Princeton University Press, 291 p.

- Kabutaulaka, T. T. (2000). « Rumble in the jungle: land, culture and (un)sustainable logging in Solomon Islands » dans A. Hooper, *Culture and Sustainable Development in the Pacific*, Canberra : Asia Pacific Press, 88-97.
- Kagan, S. (2011). *Arts and Sustainability : Connecting Patterns for a Culture of Complexity*, Bielefeld : Transcript, 513 p.
- Keitumetse, S.O. (2014). « Cultural Resources as Sustainability Enablers: Towards a Community-Based Cultural Heritage Resources Management (COBACHREM) Model », *Sustainability*, 6, 70-85.
- Kinoshita, H., Furuya, S., Aoki, T. et E. Altenmüller (2007). « Loudness control in pianists as exemplified in Keystroke force measurements on different touches », *The Journal of the Acoustical Society of America*, 121(5), 2959-2969.
- Knudson, W. A. (2009). « The Environment, Energy, and the Tinbergen Rule », *Bulletin of Science, Technology and Society*, 29(4), 308-312.
- Koehler, G. (2015). « Seven decades of 'development', and now what ? », *Journal of International Development*, 27, 733-751.
- Kong, L. (2009). « Making Sustainable Creative/Cultural Space in Shanghai and Singapore », *The Geographical Review*, 91(1), 1-22.
- Kopfmüller, J. (2011). « From the Cultural Dimension of Sustainable Development to the Culture of Sustainable Development » dans Parodi, O., Ayestaran, I. et Banse, G., *Sustainable Development – Relationships to Culture, Knowledge and Ethics*, Karlsruhe : Karlsruhe Institute of Technology, 93-106.
- Krainer, L. (2011). « On the Way to a Culture of Sustainable Decisions » dans O. Parodi, I. Ayestaran et G. Banse, G., *Sustainable Development – Relationships to Culture, Knowledge and Ethics*, Karlsruhe : Karlsruhe Institute of Technology, 143-158.
- Krugman, P. (2009). *Pourquoi les crises reviennent toujours*, Paris : Éditions du Seuil, 245 p.
- La musique aux enfants (2017). *Projet*. Recupéré le 10 août 2017 de <<http://lamusiqueauxenfants.org/projet>>.
- Landes, D. (2000). « Culture Makes Almost All the Difference », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, 2-13.
- Laperche, B., Crétiéneau, A-M. et Uzunidis, D. (2009). *Développement durable : pour une nouvelle économie*, Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 295 p.
- Lazzeri, Y. et Moustier, E. (2008). *Le développement durable : du concept à la mesure*, Paris : L'Harmattan, 153 p.

- Lévêque, C. et Sciama, Y. (2008). *Développement durable : nouveau bilan*, Paris : Dunod, 259 p.
- Lindsay, S. (2000). « Culture, Mental Models, and National Prosperity », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, 282-295.
- Lucas, J. (2012). *Culture et développement durable : Il est temps d'organiser la palabre...*, Collection « Révolution », Irma : Paris, 122 p.
- Macbeth, J. (2005). « Towards an Ethic Platform for Tourism », *Annals of Tourism Research*, 32(4), 962-984.
- Maréchal, J-P. (2005). « De la religion de la croissance à l'exigence du développement durable », dans J-P. Maréchal B. et Quenault, *Le développement durable : Une perspective pour le XXI^e siècle*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 31-50.
- _____. (2003). « L'éthique économique de John Rawls », *L'Économie politique*, 1(17), 94-112.
- Martinez-Ballesté, A., Martorell, C. et Caballero, J. (2006). « Cultural or Ecological Sustainability? The Effect of Cultural Change on Sabal Palm Management Among the Lowland Maya of Mexico », *Ecology and Society*, 11(2), article 27.
- Michaelidou, M., Decker, D. J. et Lassoie, J. P. (2002). « The Interdependence of Ecosystem and Community Viability : A Theoretical Framework to Guide Research and Application », *Society and Natural Resources*, 15(7), 599-616.
- Ministère de la Culture et des Communications du Québec (2016). *Agenda 21 de la culture du Québec*. Récupéré le 29 Août 2017 de <<http://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=5894>>.
- Moore, H. (2015) « Global prosperity and sustainable development goals », *Journal of International Development*, 27, 801-815.
- Morosini, F. (2014). « Taking into account environmental, social and cultural concerns through the objective of sustainable development : perspectives from the WTO jurisprudence on general exceptions », dans L. Richieri Hanania, *Cultural Diversity in International Law : The effectiveness of the UNESCO Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions*, London : Routledge, 54-67.
- Nadarajah, M. (2006). « Culture of sustainability: Multicultural reality and sustainable localism – A case study of Penang (George Town), Malaysia », dans M. Nadarajah et A. T. Yamamoto, *Urban Crisis : Culture and the Sustainability of Cities*, Tokyo: United Nations University Press.

- Nassauer, J. I. (2004). « Monitoring the Success of Metropolitan Wetland Restorations : Cultural Sustainability and Ecological Function », *Wetlands*, 24(4), 756-765.
- Nau, H. H. (2005). « Institutional, Evolutionary and Cultural Aspects in Max Weber's Social Economics », *L'Hamartan : Cahiers d'économie politique*, 2005/2, n. 49, 127-142.
- Nurse, K. (2006). *Culture as the Fourth Pillar of Sustainable Development*, article préparé pour le Secrétariat du Commonwealth, Marlborough House, Pall Mall, Londres, Royaume-Uni, 32-48
- Oakley, A. (1997). « Human agents and rationality in Max Weber's social economics », *International Journal of Social Economics*, 24 (7/8/9), 15 p.
- ONU [Organisation des Nations Unies] (2017a). « Annex III. Revised list of global Sustainable Development Goal indicators », dans ONU, *Report of the Inter-Agency and Expert Group on Sustainable Development Goal Indicators (E/CN.3/2017/2)*, Nations Unies.
- _____. (2017b). « Contexte. Le programme de développement durable », *Objectifs du développement durable. 17 Objectifs pour transformer notre monde*. Récupéré le 17 août 2017 de <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/development-agenda/>.
- _____. (2015a). 70/01. « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015, Nations Unies.
- _____. (2015b). *Objectifs du millénaire pour le développement. Rapport 2015*, New York : Nations Unies.
- _____. (1948). *Déclaration universelle des droits de l'homme*, Nations Unies.
- Park, H., Russel, C. et Lee, J. (2007). « National Culture and Environmental Sustainability : a Cross-national Analysis », *Journal of Economics and Finance*, 31(1), 104-121.
- Parodi, O. (2011). « Three steps towards a Culture of Sustainability » dans O. Parodi, I. Ayestaran et G. Banse, *Sustainable Development – Relationships to Culture, Knowledge and Ethics*, Karlsruhe : Karlsruhe Institute of Technology, 75-92.
- Parra, C. et Moulaert, F. (2011). « La nature de la durabilité sociale : vers une lecture socioculturelle du développement territorial durable », *Développement durable et territoires*, 2(2), 15 p.
- Pascual, J. (2009). « Culture and sustainable development: examples of institutional innovation and proposal of a new cultural policy profile », Barcelona : CGLU.

- Perreault, M. (2017). « Accord de Paris : et si un retrait des É.-U. était favorable à la planète ? », *La Presse* : Montréal, 26 mai.
- Petrakis, P. (2014). *Culture, growth and economic development policy*, Hidelberg : Springer-Verlag, 235 p.
- Plumwood, V. (2002). *Environmental Culture: the ecological crisis of reason*, London : Routledge, 291 p.
- Porcedda, A. et Petit, O. (2011). « Culture et développement durable : vers quel ordre social ? », *Développement durable et territoires*, 2(2), 6 p.
- Porter, M. (2000). « Attitudes, Values, Beliefs, and the Microeconomics of Prosperity », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, 14-28.
- Pye, L. W. (2000). « 'Asian Values': from Dynamos to Dominoes », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, 244-255.
- Radovic, D. (2004). « Towards culturally responsive and responsible teaching of urban design », *Urban Design International*, 9, 175-186.
- Richieri Hanania, L. (2016). « The UNESCO Convention on the Diversity of Cultural Expressions as a coordination framework to promote regulatory coherence in the creative economy », *International Journal of Cultural Policy*, 22(4), 574-593.
- _____. (2013). « La coopération culturelle internationale et la Convention sur la diversité des expressions culturelles », dans A. Vlassis et G. Gagné, « Accords commerciaux et diversité culturelle », *Chronique des industries culturelles*, 8, 18.
- Rioux, M., Deblock, C., Gagné, G., Tchéhouali, D., Fontaine-Skronski, K. et A. Vlassis (2015). Pour une culture en réseaux diversifiée, Appliquer la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (CDEC) à l'ère du numérique, Montréal : Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), Université du Québec à Montréal, 111 p.
- Sachs, J. (2000). « Notes on a New Sociology of Economic Development », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, 29-43.
- _____. (2012). « From Millenium Development Goals to Sustainable Development Goals », *Lancet*, 379, 2206-2211.
- Sachs, W. (1992). « Introduction », dans W. Sachs, *The Development Dictionary : A Guide to Knowledge as Power*, London : Zed Books Ltd, 1-5.

- Saint-Upéry, M. (2003). « Introduction. Amartya Sen ou l'économie comme science morale », dans A. Sen, *L'économie est une science morale*, Paris : éditions La Découverte, pp. 7-40.
- Scheyvens, R., Banks, G. et Hughes, E. (2016). « The private sector and the SDGs: The Need to Move Beyond 'business as usual' », *Sustainable Développement*, 12 p.
- Schroeder, R. (1992). *Max Weber and the sociology of culture*, London : London Sage, 177 p.
- Sébastien, L. et Brodhag, C. (2004). « À la recherche de la dimension sociale du développement durable », *Développement durable et territoires*, 3, 17 p.
- Sen, A. ([1999]2003). *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris : Éditions Odile Jacob, 479 p.
- _____. (2002). « How does culture matter? », Trinity college, Cambridge, 29 p.
- _____. (1977). « Rational Fools: A Critique of the Behavioral Foundations of Economic Theory », *Philosophy and Public Affairs*, 6(4), 317-344.
- Smelser, N. J. (1992). « Culture: Coherent or Incoherent », dans Richard Münch et Neil J. Smelser, (dir), *Theory of Culture*, University of California Press, 3-28.
- Soini, K. et Birkeland, I. (2014). « Exploring the scientific discourse on cultural sustainability », *Geoforum*, 51, 213-223.
- Stephenson, J. (2008). « The Cultural Values Model: An integrated approach to values in landscapes », *Landscape and Urban Planning*, 84, 127-139.
- Stiglitz, J. (2012). *Le prix de l'inégalité*, Mayenne : Les liens qui libèrent, 510 p.
- _____. (2009). *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris : Le livre de poche, 571 p.
- Strange, T. et Baylye, A. (2008). *Le développement durable, à la croisée de l'économie, de l'environnement et de la société*, Les essentiels de l' OCDE, OCDE.
- Swedberg, R. (1998). « Max Weber's Vision of Economic Sociology », *Journal of Socio-Economics*, 27(4), 535-555.
- The Economist. (2015a). « Development : The 169 Commandments », Londres : The Economist, 26 mars.
- _____. (2015b). « The Sustainable Development Goals : Beyond Handouts », Londres : The Economist, 17 septembre.
- The Minderoo Foundation (2016). *The Global Slavery Index 2016*, Perth : The Minderoo Foundation, 213 p.
- Throsby, D. (2012). « Integration of Culture in Sustainable Development », dans S. von Schorlemer et P-T. Stoll, *The UNESCO Convention on the Protection and*

- Promotion of the Diversity of Cultural Expressions*, Dresden : Springer, 361-370.
- _____. (2008a). « Linking Cultural and Economic Sustainability », *The International Journal of Diversity in Organisations, Communities and Nations*, 8(1), 15-20.
- _____. (2008b). « Modelling the Cultural Industries », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 14, n° 3, pp. 217-232.
- _____. (2001). *Economics and Culture*, Cambridge : Cambridge University Press, 208 p.
- Tuinabua, L. V. (2000). « Tourism and culture: a sustainable partnership » dans A. Hooper, *Culture and Sustainable Development in the Pacific*, Canberra : Asia Pacific Press, 187-189.
- Trimarchi, M. (2004). « Regulation, Integration and Sustainability in the Cultural Sector », *International Journal of Heritage Studies*, 10(5), 401-415.
- UNESCO [Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture] (2017). *L'UNESCO fait avancer le programme de développement durable à l'horizon 2030*, Paris : éditions UNESCO.
- _____. (2016). *Culture & Development : Regional Work Plan for Culture in Latin America and the Caribbean. UNESCO-LAC 2016-2021. 2030 Agenda*, La Havane : éditions UNESCO.
- _____. (2015). *Rapport mondial Convention 2005 : Re/penser les politiques culturelles. 10 ans de la promotion de la diversité des expressions culturelles pour le développement*, Paris : éditions UNESCO.
- _____. (2014a). *Déclaration de Florence 2014 sur la Culture, la Créativité et le Développement Durable*, Paris : éditions UNESCO, 4 octobre.
- _____. (2014b). *Document d'information. Participation de l'UNESCO aux préparatifs d'un agenda pour le développement post-2015 : aperçu des objectifs et cibles proposés*, Cent quatre-vingt-quatorzième session, Paris : éditions UNESCO, 9 avril.
- _____. (2013a). *UNESCO forum des dirigeants : mobilisation et contribution de l'UNESCO à l'agenda post-2015 par le biais de l'éducation, des sciences, de la culture, de la communication et de l'information*. Paris : éditions UNESCO, 6 novembre.
- _____. (2013b). *Déclaration de Hangzhou : Mettre la culture au cœur des politiques de développement durable*, Adoptée à Hangzhou, Chine, le 17 mai.
- _____. (2013c). « L'Assemblée générale des Nations Unies adopte par consensus une nouvelle résolution sur culture et développement ». UNESCO, Service de

- presse. Récupéré le 26 septembre 2014 de http://www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/un_general_assembly_adopts_by_consensus_a_new_resolution_on_culture_and_development/#.VCdQ2Sl5MVh.
- _____. (2013d). *Renforcer la gouvernance de la culture pour créer des opportunités de développement : les résultats du projet UNESCO-UE Banque d'expertise*, Paris : éditions UNESCO.
- _____. (2012). *UN System task team for the post-2015 UN development agenda. Culture: a driver and an enabler of sustainable development*, Thematic think piece, Paris : éditions UNESCO.
- _____. (2011). *Un nouvel agenda de politiques culturelles pour le développement et la compréhension mutuelle*. Paris : éditions UNESCO.
- _____. (2010a). *Rapport mondial de l'UNESCO : Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel*, Paris : éditions UNESCO.
- _____. (2010b). *Le pouvoir de la culture pour le développement*, Paris : UNESCO.
- _____. (2009). *ARTICLE 13 de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelle*, Directives opérationnelles, Paris, juin.
- _____. (2005). *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*, Paris : UNESCO.
- _____. (2001). *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle*, Paris : UNESCO.
- UNESCO et PNUD [Programme des Nations Unies pour le développement] (2013). *Rapport sur l'économie créative. Édition spécial 2013 : élargir les voies du développement local*, Paris et New York : UNESCO et PNUD.
- Vachon, S. (2010). « International Operations and Sustainable Development: Should National Culture Matter? », *Sustainable Development*, 18, 350-361.
- Van den Bosch, A. (2009). « Professional Artists in Vietnam : Intellectual Property Rights, Economical and Cultural Sustainability », *The Journal of Arts Management, Law, and Society*, 39(3), 221-236.
- Van Mansvelt, J. D. (1997). « An interdisciplinary approach to integrate a range of agro-landscape values as proposed by representatives of various disciplines », *Agriculture, Ecosystems and Environment*, 63, 233-250.
- Verdugo, F. (2017). « Industries créatives, diversité et politiques culturelles », *Revue Interventions économiques*, 57.
- Vileniske, I. G. (2008). « Influence of Built Heritage on Sustainable Development of Landscape », *Landscape Research*, 33(4), 425-437.

- Vlassis, A. (2015a). « Culture in the post-2015 development agenda: the anatomy of an international mobilisation », *Third World Quarterly*, 36(9), 1649-1662
- _____. (2015b). « Culture dans l'agenda post-2015 : l'anatomie d'une mobilisation internationale », Cycle facultaire de la faculté de Science politique et droit, Montréal : Université de Québec à Montréal, 13 octobre 2015.
- Von der Pahlen, M. C., et Grinspoon, E. (2002). « Promoting Traditional Uses of Medicinal Plants as Efforts to Achieve Cultural and Ecological Sustainability », *Journal of Sustainable Forestry*, 15(1), 81-93.
- Weber, M. ([1904]2006). *Essaies sur la Théorie de la science. Premier essai : L'objectivité de la connaissance dans les sciences et les politiques sociales*, Édition numérique réalisée à partir de l'ouvrage *Essais sur la théorie de la science*. Traduit de l'Allemand et introduit par Julien Freund. Paris : Librairie Plon, 1965, Collection : Recherches en sciences humaines, no 19, 168 p.
- _____. ([1904-05]2009). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris : Flammarion, 189 p.
- _____. ([1922]1995a). « Les concepts fondamentaux de la sociologie » et « Les catégories sociologiques fondamentales de l'économie », dans Max Weber, *Économie et société/1 : Les catégories de la sociologie*, Pocket, Librairie Pion, 312 p.
- _____. ([1922]1995b). « Les relations fondamentales entre l'économie et l'organisation sociale », « Les relations économiques des communautés en général » et « La communauté de marché », dans Max Weber, *Économie et société/2 : L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Pocket, Librairie Pion, 89 p.
- Williams, R. ([1981]1995). *The sociology of culture*, Chicago : University of Chicago Press, 248 p.
- _____. ([1961]1998). « The Analysis of Culture », dans John Storey (Éd.) *Cultural Theory and Popular Culture. A Reader*, Athènes : The University of Georgia Press, 48-56.
- _____. (1976). « Culture and Masses », dans Raymond Williams, *A Vocabulary of Culture and Society*, Londres : Fontana, 25-32.
- Wei-Ming, T. (2000). « Multiple Modernities: A Preliminary Inquiry into the Implications of East Asian Modernity », dans Lawrence E. Harrison et Samuel P. Huntington (Éd.) *Culture Matters : How Values Shape Human Progress*, New York : Basic Books, 256-266.
- Zelizer, V. A. (2010). *Economic Lives : How Culture Shapes the Economy*, Princeton : Princeton University Press, 478 p.